

**EREN Groupe S.A.
Société Anonyme**

**États financiers consolidés et
Rapport de Gestion et
Rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé
au 31 décembre 2020**

Siège social :
4, rue Willy Goergen
L-1636 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg : B 039.052
Capital souscrit : EUR 561.986.227

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Rapport du Réviseur d'entreprises agréé	
Rapport de Gestion	1 - 42
État consolidé de situation financière	43
État consolidé du résultat global	44
État consolidé des variations de capitaux propres	45
État consolidé des flux de trésorerie	46
Notes aux états financiers consolidés	
1. Informations générales	47
2. Résumé des principaux principes comptables	48
3. Principaux jugements comptables, estimations et hypothèses	68
4. Gestion du capital	71
5. Information sur le Groupe	72
6. Regroupements d'entreprises	81
7. Activités détenues en vue de la vente	82
8. Filiales avec intérêts minoritaires matériels	83
9. Investissements dans des co-entreprises	85
10. Investissements dans des entreprises associées	86
11. Chiffre d'affaires	88
12. Autres charges et produits d'exploitation	90
13. Charges et produits financiers	93
14. Impôt sur les résultats	93
15. Immobilisations corporelles	97
16. Immobilisations incorporelles	99
17. Tests de perte de valeur du goodwill	100
18. Autres actifs	101
19. Trésorerie et dépôts	101
20. Capital et réserves	101
21. Provisions	104
22. Subventions gouvernementales et produits différés	105
23. Clients et autres débiteurs	105
24. Fournisseurs et autres créditeurs	106
25. Contrats de locations	107
26. Actifs financiers et passifs financiers	108
27. Evaluation à la juste valeur	115
28. Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers	116
29. Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	121
30. Engagements et éventualités	122
31. Informations sur les parties liées	124
32. Événements postérieurs à la clôture	125

Aux actionnaires de
EREN Groupe S.A.
4, rue Willy Goergen
L-1636 Luxembourg

RSM Audit Luxembourg S.à r.l.
Cabinet de révision agréé
6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg
B.P. 740, L-2017 Luxembourg
T (+352) 26 97 97 1
F (+352) 26 97 97 34 60
www.rsm.lu

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Eren Groupe S.A. (le "Groupe") comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2020 ainsi que l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations dans les capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables comptable (Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Directoire. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel consolidé incluant le rapport de gestion consolidé mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Directoire pour les états financiers consolidés

Le Directoire est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Directoire qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Directoire a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière du Groupe

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

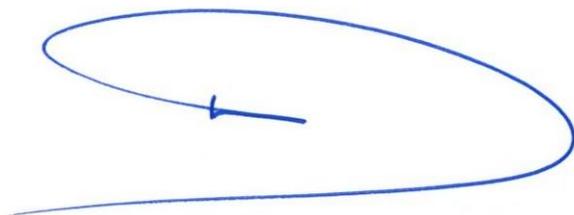
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Directoire, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Directoire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

RSM Audit Luxembourg
Cabinet de Révision agréé

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line.

Pierre LEROY
Associé

Luxembourg, le 30 Novembre 2021

Le Directoire présente les activités du Groupe pour l'exercice 2020. Elles sont regroupées sous trois secteurs distincts. Le Directoire suit la performance de chaque secteur tout au long de l'année. Les membres du Directoire se réunissent régulièrement avec les membres du Conseil de surveillance afin d'analyser et de suivre l'évolution de la performance du Groupe.



1 INTRODUCTION

Eren Groupe S.A. (la « Société ») est la société mère du Groupe. Les activités de la Société sont organisées et gérées par le Directoire sous la surveillance du Conseil de Surveillance. La Société a été constituée en décembre 1991 et son siège se situe à Luxembourg, 4 rue Willy Goergen où se situe également le siège du Groupe.

La Société a été fondée par Pâris Mouratoglou et son épouse Catherine Mouratoglou. En 1991, après avoir préalablement co-fondé deux sociétés dans le secteur de l'énergie (Energies en 1979 et Sithe en 1983, en partenariat avec la Compagnie Générale des Eaux), Pâris Mouratoglou crée SIIF Energies qui est la principale filiale d'Eren Groupe (anciennement dénommée SIIF), dont l'objet social est dédié à la production d'énergie éolienne et solaire. En 2000, la Société conclut un partenariat avec EDF et en 2004, SIIF Energies est détenue conjointement par EDF et Mr et Mme Mouratoglou. SIIF Energies devient donc EDF Energies Nouvelles et est introduite à la Bourse de Paris en 2006. Pâris Mouratoglou, en collaboration avec David Corchia (le Directeur Général), développe EDF Energies Nouvelles. En 2011, ils transfèrent le contrôle et la direction des activités d'EDF Energies Nouvelles à EDF à la suite de l'offre publique d'achat (OPA) amicale d'EDF qui possède à ce jour 100% d'EDF Energies Nouvelles.

Après leur départ d'EDF Energies Nouvelles, Pâris Mouratoglou et David Corchia développent de nouvelles activités dans les secteurs de l'énergie renouvelable et des économies des ressources naturelles au sein de la filiale du Groupe Eren Renewable Energy (renommée « Total Eren ».) Aujourd'hui, le Groupe développe des solutions d'énergies renouvelables tant sur les marchés émergents que dans les pays développés.

En outre, le Groupe développe de nouvelles activités visant à fournir à ses clients et partenaires des solutions fiables destinées à rationaliser l'utilisation des ressources naturelles, notamment des technologies innovantes et compétitives dans trois domaines : l'économie d'énergie, le traitement des eaux et effluents et l'amélioration de la sécurité, de la fiabilité et de la durée de vie des infrastructures. Grâce aux innovations technologiques, nos clients et partenaires ont la possibilité de réduire leur production de déchets d'une manière rentable, en dépensant moins que la valeur des ressources économisées. L'objectif du Groupe vise à proposer des technologies fiables et concurrentielles afin de promouvoir une utilisation plus efficace des ressources naturelles.

Le Groupe est engagé dans un effort de recherche et de développement durable afin de maintenir son statut de leader du marché en améliorant constamment la qualité des technologies utilisées et en développant continuellement de nouvelles possibilités d'application.

Au 31 décembre 2020, le Groupe est organisé sous la forme de trois secteurs d'activité.

Le premier secteur du Groupe se rapporte à la production d'énergie verte (**Energies Renouvelables**). Ce secteur constitue l'essentiel des activités gérées par le Groupe qui ont été historiquement initiées par les fondateurs du Groupe.

Le deuxième secteur représente l'activité industrielle consacrée essentiellement aux économies des ressources naturelles (**Economie des Ressources Naturelles**). Le Groupe développe de façon considérable son intérêt dans l'identification de nouvelles technologies afin d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles.

Le Groupe souhaite développer des infrastructures sportives pour la formation et la recherche de talents naturels, et développe également de nouveaux canaux pour augmenter la diffusion des œuvres culturelles (**Education et Repérage des Elites Naturelles**). Cette activité représente le troisième secteur d'activité du Groupe.

Enfin, les fonds disponibles du Groupe sont investis dans des placements diversifiés. Ces investissements sont regroupés sous la dénomination « Autres ». Ces fonds servent à financer les trois principales activités en fonction de leurs besoins. Le Groupe n'a pas d'activité de placement particulière en relation avec ces investissements.

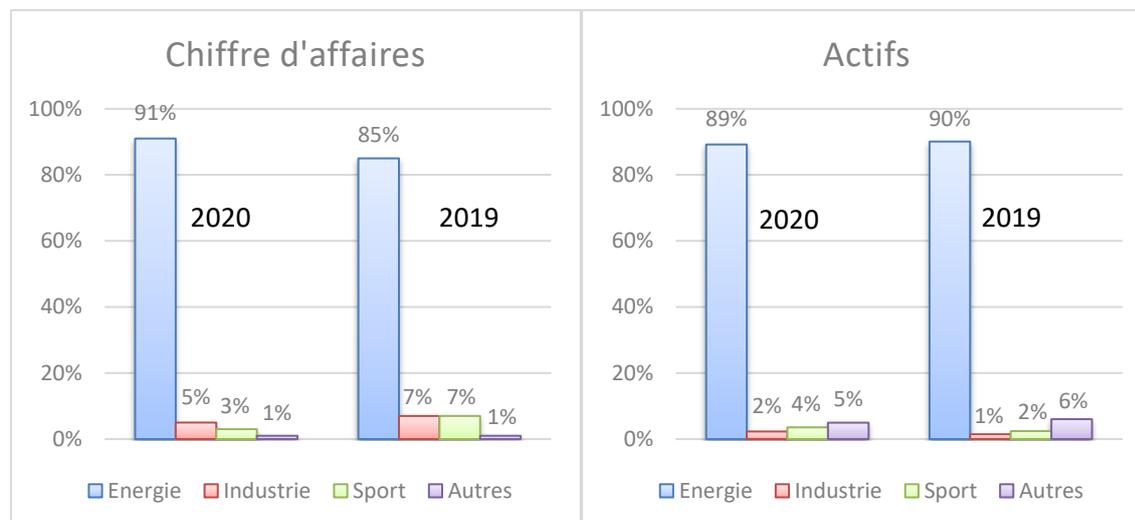
Performances du Groupe et situation financière

Les performances du Groupe par activité se résument comme suit :

2020	Energies	Industries	Sport et Culture	Autres	Total
	kEUR	kEUR	kEUR	kEUR	kEUR
Chiffre d'affaires	371.014	19.104	13.841	1.591	405.550
Résultat d'exploitation	197.099	40.090	(12.745)	(9.570)	214.874
Profit/(perte) avant impôts	84.197	34.450	(16.928)	11.572	113.291
Profit/(perte) de l'exercice	70.729	33.987	(16.802)	11.155	99.069
Total Actif	3.708.048	95.463	147.611	206.351	4.157.473
Total Passif	2.566.726	29.360	88.544	33.030	2.717.660

2019	Energies	Industries	Sport et Culture	Autres	Total
	kEUR	kEUR	kEUR	kEUR	kEUR
Chiffre d'affaires	279.967	23.252	23.947	1.614	328.780
Résultat d'exploitation	100.768	(21.291)	(4.504)	(9.116)	65.857
Profit/(perte) avant impôts	34.694	(21.923)	(8.262)	42.047	46.556
Profit/(perte) de l'exercice	28.327	(23.986)	(8.084)	41.311	37.568
Total Actif	3.619.664	59.160	96.844	242.229	4.017.897
Total Passif	2.562.929	34.358	48.422	46.621	2.692.330

La répartition du chiffre d'affaires et des actifs du Groupe par secteur est la suivante :



Les performances et la situation financière de chaque secteur sont détaillées et analysées ci-après dans le rapport de gestion.

2 EVOLUTION DU GROUPE

2.1 Filiales

Le Groupe est composé de 264 filiales au 31 décembre 2020 contre 243 filiales au 31 décembre 2019, représentant une évolution nette de 21 filiales.

Durant l'année 2020, le Groupe a créé 12 filiales dans le cadre du développement international de ses activités (10 filiales en 2019). Le Groupe a également acquis 26 filiales en dehors de regroupements d'entreprises (14 acquises en 2019) et n'a pas consolidé en intégration globale des sociétés précédemment consolidées selon la méthode de la mise en équivalence contrairement à l'année précédente où 8 entités étaient dans ce cas de figure. Le Groupe a cédé 14 filiales (aucune en 2019). Le Groupe a procédé à la liquidation de 2 entités (3 entités liquidées en 2019). Finalement, 1 société a été fusionnée au sein d'autres entités du Groupe (1 sociétés fusionnées en 2019).

2.2 Associés et co-entreprises

Dans le cadre du développement de ses activités liées à l'industrie et au sport, le Groupe a acquis 6 sociétés et en a créé 1 (une seule en 2019). Ces participations sont classées en co-entreprises.

3 LES SECTEURS D'EREN GROUPE

3.1 Secteur de l'énergie

Le Groupe développe, construit et exploite des actifs d'énergie renouvelable dans des pays développés (Australie, France, Grèce, Italie ou Israël) et des pays émergents dont les besoins énergétiques sont en forte croissance, notamment en Inde, Afrique, Asie du Sud Est, Asie centrale et Amérique latine. Les pays sélectionnés présentent les caractéristiques suivantes :

- De bonnes ressources renouvelables (irradiation, vitesse du vent) ;
- Une capacité à garantir des contrats de vente d'électricité à long terme ;
- Une demande énergétique en croissance ;
- Un potentiel de réalisation de la masse critique.

Afin de traiter efficacement avec les diverses contraintes et spécificités du marché, le Groupe développe ses projets en partenariat avec des développeurs locaux qui ont une profonde connaissance et expérience du marché local et des contacts importants.

Le Groupe possède une expertise unique tout au long de la chaîne de valeur, depuis l'identification des projets en interne et leur sélection, au financement, à la construction et à l'exploitation des sites.

En s'appuyant sur des relations de longue date avec des banques, des fournisseurs et des sous-traitants de premier plan, le Groupe est en mesure d'obtenir des conditions commerciales compétitives et d'optimiser la rentabilité de ses projets.

Total Eren se concentre principalement sur l'éolien et le photovoltaïque terrestre, avec et sans stockage.

Au 31 décembre 2020, les centrales suivantes contrôlées par le Groupe sont en fonctionnement :

Pays	Technologie	31/12/2019	Variation 2020	31/12/2020
		MW	MW	MW
Portugal	Eolien	435,4	-	435,4
	Photovoltaïque	18,9	-	18,9
	Hydroélectrique	33,2	-	33,2
Grèce	Eolien	269,6	18,3	287,9
	Photovoltaïque	43,9	-	43,9
Reste de l'Europe	Eolien	73,1	-	73,1
	Photovoltaïque	114,3	(18,8)	95,5
	Hydroélectrique	21,5	-	21,5
Afrique & Moyen-Orient	Photovoltaïque	188,5	2,4	190,9
Asie	Photovoltaïque	164,0	128,2	292,2
Amérique latine	Photovoltaïque	169,8	-	169,8
	Eolien	-	50,4	50,4
Total consolidé		1.532,2	180,5	1.712,7
Portugal	Wind farm	8,0	-	8,0
Grèce	Wind farm	14,6	-	14,6
Rest of Europe	Photovoltaic	30,2	(5,2)	25,0
Reste de l'Europe	Wind farm	14,0	-	14,0
Asia Pacific	Photovoltaic	171,0	-	171,0
Amérique latine	Photovoltaic	-	-	-
Total des participations significatives		237,8	(5,2)	232,6
Capacité totale		1.770,0	175,3	1.945,3
Total en construction				1.553,7

Comme le montre le tableau ci-dessus, seul un nombre relativement faible de projets a été mis en service en 2020, conséquence de la pandémie de Covid19 voir ci-dessous. Cependant, durant l'année 2020, de nombreux projets ont été mis en service.

3.1.1 Performance opérationnelle

Covid-19

La pandémie de Covid-19 a déclenché une grave récession mondiale, à la suite de mesures de confinement généralisées prises dans de nombreux pays pour tenter de ralentir l'épidémie.

Les actifs d'exploitation sont restés relativement épargnés par cette situation malgré des retards supplémentaires sur la livraison de certaines pièces de rechange/équipements. Aucun retard n'a été enregistré dans le recouvrement des créances, la seule exception étant la Grèce, où une nouvelle taxe extraordinaire a été mise en place pour 2020 afin d'améliorer la situation financière de l'acheteur.

Cependant, les projets en construction ont rencontré des problèmes qui ont considérablement ralenti la progression de la construction sur certains grands projets, comme expliqué ci-après. Parmi les problèmes rencontrés sur les chantiers de construction figuraient l'accès restreint, principalement lorsque des experts internationaux étaient requis, les divers retards apportés par la désorganisation des administrations publiques, les livraisons tardives d'équipements et un ralentissement général induit par la pandémie.

Production

Globalement la production provenant des actifs consolidés a atteint 3,8 TWh, soit une augmentation de près de 0,9 TWh par rapport à 2019. Les principales raisons de cette augmentation sont :

- la prise en compte de la production des actifs de Novenergia en année pleine au lieu de 9 mois en 2019, qui a contribué à plus de 0,4 TWh à la hausse globale ;
- la production des actifs mis en service en 2019 et 2020, représentant une augmentation de 0,6 TWh. Parmi les principaux atouts, les projets PV au Kazakhstan (mise en service fin 2019), le projet PV Dracena au Brésil (mise en service en août 2019), une série de parc éoliens en Grèce (mise en service du printemps 2019 à mai 2020) ainsi que le Projets PV (mise en service en avril 2019).

Pour les actifs consolidés déjà en exploitation depuis le début de l'année 2019 (excluant les actifs de Novenergia), 2019 enregistre une production supérieure de 1,2% par rapport à 2019, principalement dû à une augmentation de la production par les parcs éoliens en Grèce comparé à 2019.

Au contraire, la production des actifs de Novenergia est inférieure à 2019 qui était une année au-dessus de la moyenne. La baisse de production a été particulièrement marquée pour les parcs éoliens au Portugal, avec des chiffres 2020 légèrement inférieurs à la moyenne long terme et nettement inférieurs aux très bons chiffres de l'année précédente.

Technologie	Pays	2020 GWh	2019 GWh	2018 GWh
Eolien	Grèce	841	655	471
	Portugal	963	800	-
	Reste de l'Europe	172	107	-
	Amérique Latine	27	-	-
	Sous-total Eolien	2.003	1.562	471
Photovoltaïque	Grèce	72	70	66
	Afrique et Moyen Orient	393	311	98
	Asie	297	47	48
	Amérique Latine	318	216	68
	Portugal	29	23	-
	Reste de l'Europe	135	129	25
Sous-total Photovoltaïque	1.243	796	305	
Hydroélectrique	Portugal	96	66	-
	Reste de l'Europe	73	77	74
Sous-total Hydroélectrique	169	143	74	
Total consolidé		3.415	2.501	850
Eolien	Grèce	43	44	45
	Reste de l'Europe	41	45	-
	Sous-total Eolien	84	89	45
Photovoltaïque	Asie	278	28	29
	Reste de l'Europe	28	270	277
	Sous-total Eolien	306	298	306
Total part du Groupe		390	387	351
Total		3.805	2.888	1.201

L'énergie solaire

Le Groupe a poursuivi sa croissance dans l'énergie solaire comme détaillé ci-dessous :

a Australie

Le Groupe a poursuivi la construction de la ferme solaire de Kiamal en Australie. Ce projet, d'une puissance installée de 256,5 MWc, est situé au nord-ouest de Victoria. Il est composé de 718.000 panneaux photovoltaïques avec trackers monoaxe couvrant plus de 500 ha. Le projet est soutenu par quatre accords d'achat d'électricité («PPA») conclus avec un grand fabricant de produits alimentaires (Mars Australia), deux détaillants d'énergie (Alinta Energy et Flow Power) et Zero Emissions Water, un collectif de 13 principales sociétés victoriennes des eaux.



Bien que le projet ait subi plusieurs retards, le Groupe a réussi à poursuivre sa construction et à la fin de 2020, la moitié du projet était en opération ; le reste du projet a été mis en service début 2021, tous les PPA étant alors en vigueur.

En septembre 2020, le condenseur synchrone de Kiamal (« Syncon ») a été achevé et mis en service. Le Syncon a été fourni en tant que partie intégrante du projet afin de renforcer localement la force du système de réseau. Étant donné que la capacité installée du Syncon dépasse le montant requis pour compenser uniquement l'intégration de la centrale photovoltaïque, le projet a participé à l'appel d'offres AEMO pour les services de renforcement du système dans le nord-ouest de Victoria et est l'un des deux soumissionnaires retenus. Un accord de service de puissance du système a été conclu avec AEMO, selon lequel le Syncon fonctionne ainsi sur une base continue (24 heures sur 24, 7 jours sur 7) à un taux horaire fixe.

b Inde

Le Groupe a continué de développer activement des projets solaires en Inde avec son partenaire, EDF Renewables, à travers leur joint-venture EDEN Renewables India (« EDEN »).

La construction de SECI III, un projet solaire de 450 MWc au Rajasthan, a été lancée en 2020 et devrait être achevée à la fin de l'année 2021. Le projet bénéficie d'un PPA à long terme de 25 ans avec SECI (Solar Energy Corporation of India).

Le projet SECI III a été financé avec succès grâce à un prêt vert de USD 165m accordé par DBS Bank Ltd, Standard Chartered Bank et Sumitomo Mitsui Banking Corporation (branche de Singapour).

Entre avril et juin 2020, EDEN Renewables a également remporté :

- deux projets solaires photovoltaïques de 450 MWc lors des derniers appels d'offres organisés par Solar Energy Corporation of India (SECI VIII et SECI IX) ;
- un projet solaire photovoltaïque de 450 MWc lors du dernier appel d'offres organisé par la National Hydro Power Corporation (NHPC), pour lequel un contrat d'achat d'électricité (PPA) de 25 ans a été signé avec NHPC fin août 2020.

En 2020, EDEN a également refinancé son premier projet (BAP, 120MWc) avec deux institutions financières indiennes. Le nouveau financement d'un montant total de INR 5,27b a permis de libérer des fonds supérieurs à INR 1,3b aux actionnaires.

c Philippines

Le Groupe a fait ses premiers pas aux Philippines en partenariat avec Mabalacat Solar Philippines Inc., une société d'énergie renouvelable basée à Manille et Sindicatum Renewable Energy, basée à Singapour, pour construire un total de 135 MWc de centrales solaires à grande échelle à Luzon.

Le premier projet, Tarlac, est un projet solaire photovoltaïque de 60 MWc, situé à Luzon, dans le nord des Philippines, et détient un contrat d'approvisionnement en électricité de 20 ans. Cette société a été mise en service en août 2021.

d Grèce

La construction du projet solaire Kozani 40MWc a commencé en 2020 et s'achèvera au quatrième trimestre 2021. Le financement sans recours pour ce projet a été clôturé en mars 2021.

En avril, l'autorité de régulation grecque RAE a organisé une vente aux enchères mixte, au cours de laquelle le Groupe a obtenu un tarif pour un projet photovoltaïque de 70 MWc à construire dans le Péloponnèse.

e Ouzbékistan

Le projet Tutly (131,4 MWc), dans la région de Samarkand, a commencé sa construction fin 2020. Le projet est l'un des deux premiers projets solaires à grande échelle en Ouzbékistan, et l'un des premiers projets électriques dans le cadre du programme Independent Power Producer. Le projet Tutly est également la première centrale solaire photovoltaïque de Total Eren équipée de modules solaires photovoltaïques bifaciaux.

Le financement par emprunt sera assuré par la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et Proparco.

f Chili

La construction de la centrale photovoltaïque de Santa Isabel (190MWc) s'est poursuivie en 2020. Le projet, situé dans la région d'Antofagasta, est composé de 477.000 panneaux photovoltaïques avec trackers à axe unique. Le projet a été mis en service en juin 2021 (190MW). Le Groupe détient une participation de 50 % aux côtés de Total Renewables.

g Le Portugal

Au cours du premier semestre 2020, les activités de construction ont commencé sur Mexeeiro, une ferme solaire de 27,5 MWc située à Ribatejo, au Portugal, composée de panneaux solaires montés sur des structures de suivi. Le projet a été développé par Novenergia. La construction sera

complétée au premier semestre 2021. Le Groupe envisage de se départir de ce projet une fois terminé.

h Espagne

Le Groupe a cédé ses actifs espagnols, faisant partie du groupe Novenergia acquis en 2019. Ces actifs étaient constitués de centrales photovoltaïques, d'une puissance installée globale de 24 MWc. Une plus-value supérieure à EUR 46m a été enregistrée sur cette opération.

Le produit de cette vente a été utilisé pour rembourser une partie des emprunts levés pour financer l'acquisition. Ce remboursement (EUR 76m) a eu lieu début juillet.

i Italie

La majeure partie du portefeuille photovoltaïque italien, acquis avec Novenergia en 2019, a été refinancé en décembre 2020. Avec cette transaction, le Groupe a obtenu de meilleures conditions de financement et augmenté l'effet de levier, ce qui a permis un nouveau remboursement du prêt d'acquisition de EUR 32m.

Energie éolienne

En 2020, le Groupe poursuit sa croissance dans l'activité de l'éolienne par d'importantes activités de constructions.

a Argentine

En novembre, le Groupe a réalisé avec succès la mise en service de son projet éolien « Malaspina » de 50,4 MW dans la province de Chubut, un endroit où la vitesse moyenne du vent peut dépasser 10 m/s (comparable aux emplacements des parcs éoliens offshore dans la partie allemande de la mer du Nord).



Le parc éolien a été cofinancé par KfW IPEX-Bank et FMO en décembre 2018 et détient un accord d'achat d'électricité (PPA) d'une durée de 20 ans avec CAMMESA, l'administrateur argentin du marché de gros de l'électricité. Il devrait produire 245 GWh par an.

L'autre projet éolien en Argentine, à savoir « Vientos Los Hercules » (97,2 MW) dans la province de Santa Cruz, était en voie d'achèvement fin 2020, avec une mise en service complète en février 2021.

Il s'agit d'une réalisation majeure pour le Groupe, car les deux projets ont été confrontés à un certain nombre de problèmes (insolvabilité du fournisseur de turbines, crise financière argentine, Covid-19, etc.) qui ont entraîné des retards importants dans la réalisation de ces projets.

b Ukraine

La construction du projet éolien terrestre Syvash de 245,7 MW, détenu en collaboration avec le développeur d'énergie éolienne NBT, s'est poursuivie en 2020. Le projet est situé près du lac Syvash dans le district de Chaplynski de Kherson Oblast, en Ukraine.

Le financement du projet a été sécurisé en deux phases en 2019, pour un total de EUR 262,6m auprès de 7 prêteurs : BERD, FMO, NEFCO, Proparco, Black Sea Trade and Development Bank, Finnfund et IFU.

Certaines turbines ont commencé à produire de l'électricité au cours des phases de mise en service pendant le deuxième semestre, mais dans l'ensemble, le projet a subi des retards importants, principalement en raison de problèmes de gestion de la construction.



c Brésil

Le Groupe a poursuivi la construction de deux parcs éoliens situés dans l'État du Rio Grande do



Norte, entraînant la diversification et l'expansion de son portefeuille d'actifs au Brésil : Terra Santa (92,3 MW) et Maral (67,5 MW). La construction de Terra Santa a été lancée en octobre 2019 tandis que celle de Maral a commencé en novembre 2019. Les projets, qui détiennent tous deux un PPA privé de 20 ans, devraient atteindre la mise en service en 2021. Les deux projets ont obtenu un financement BNB (Banco do Nordeste do Brasil), fin 2019.

d Grèce

Le Groupe a mis en service le projet de Mandra en Grèce en mai 2020, un projet de 14,4 MW situé en Thrace. Le projet a sécurisé son tarif lors d'une vente aux enchères organisée en décembre 2018. Suite à l'achèvement de ce projet, la capacité éolienne installée en Grèce dépassera 250 MW.

Le Groupe a continué à travailler à l'amélioration des conditions financières de ses actifs en exploitation et a réussi à augmenter significativement le montant de sa dette, tout en sécurisant des marges réduites.

e Portugal

Novenergia a lancé la construction d'une extension de 4 MW du parc éolien de Caramulo, ainsi qu'un suréquipement du même projet de 18,9 MW. Le suréquipement correspond à une augmentation pouvant aller jusqu'à 20% de la capacité installée d'un projet, ce qui est autorisé en vertu de la réglementation en vigueur au Portugal. L'extension et le suréquipement devraient tous deux être achevés d'ici la fin de 2021.

Un suréquipement supplémentaire sur d'autres projets est à l'étude et la construction devrait être lancée prochainement.

3.1.2 Développements futurs

Le secteur d'activité des énergies renouvelables est en plein essor dans le monde entier, car de nombreux pays en développement cherchent à promouvoir un développement durable. Au cours des dernières années, le Groupe a fait des efforts considérables pour développer sa présence en Asie Pacifique, en Amérique Latine et en Afrique, au travers de partenariats locaux et d'acquisition de projets à fort potentiel ou de portefeuilles de projets.

Le Groupe a gagné une série de grands projets photovoltaïques via des appels d'offres en Inde. En 2020, le Groupe, via Eden Renewables India détenue à 50-50 avec EDF Renouvelables, a sécurisé 1.350 MWC de projets qui doivent être construits en 2021/2022.

Plus généralement, le Groupe explore toutes les opportunités raisonnables de croissance future dans l'éolien ou le photovoltaïque. Parmi ces développements :

- Poursuite du développement auprès des clients miniers et industriels en Afrique;
- Développer des perspectives avec des PPA privés au Brésil,
- Exploration de nouveaux marchés en Amérique latine et en Asie, suite à l'entrée du Groupe sur le marché philippin en 2020.

3.1.3 Performance financière

	2020	2019	Variation
	kEUR	kEUR	%
Chiffre d'affaires	371.014	279.967	32,5%
Résultat d'exploitation	197.099	100.768	95,6%
Profit/(perte) avant impôts	84.197	34.694	42,7%
Profit/(perte) de l'exercice	70.729	28.327	49,7%
Total Actif	3.708.048	3.619.664	2,4%
Total Passif	2.566.726	2.566.172	0,0%

L'augmentation de ses indicateurs financiers reflète la croissance de la capacité installée. Les résultats 2020 incluent également le profit réalisé sur la cession des actifs espagnols du Groupe, qui s'est traduit par un gain de EUR 46m.

L'EBITDA des entités opérationnelles se décompose comme dans le tableau ci-dessous par zones géographiques :

	2020	2019	Variation
	m EUR	m EUR	%
Portugal	98,8	71,3	38,6%
Grèce	80,8	57,7	40,0%
Reste de l'Europe	47,4	43,8	8,2%
Afrique & Moyen orient	34,6	28,9	19,7%
Amérique latine	15,9	18,5	-14,1%
Asie	24,0	3,8	531,6%
Total	301,5	224,0	34,6%

3.1.4 Principaux risques et incertitudes

Risque de change et risque géographique

Une part importante de l'activité du Groupe est réalisée en d'autres devises que l'Euro, les devises sont indiquées dans les termes des contrats d'achat d'énergie et pour la dette financière. Cette situation est appelée à se détériorer car la plupart des projets actuellement en construction ne fonctionneront pas en euros.

Le Groupe va continuer sa politique d'atténuation des risques de change en s'assurant que les dettes des projets sont libellées dans la même devise que les revenus liés au contrat. La seule exception à cette règle à la fin de l'année 2020 est le projet Essakane, avec le financement en Euro tandis que le contrat d'achat d'énergie est en USD. Le Groupe a contracté une option tunnel pour couvrir ce risque partiellement. Le financement des nouveaux grands projets en Inde peut être libellé en USD, dans ce cas, des swaps de devises seront conclus pour couvrir ce risque.

Les instruments de couverture de risque de change sont aussi utilisés pour couvrir des opérations à court terme dans d'autres devises, principalement pendant les phases de constructions. Par

exemple, le Groupe a conclu un certain nombre d'opérations de couverture pour la fourniture de panneaux payables en USD pour sa coentreprise indienne.

Risque de taux d'intérêt

Bien qu'un grand nombre de prêts soient à taux fixe, une proportion importante des emprunts bancaires est à taux variable. Afin de réduire le risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des swaps de taux d'intérêt pour convertir les emprunts bancaires à taux variable en emprunts à taux fixe.

Compte tenu de l'évolution des marchés financiers mondiaux et européens, les instruments de swap représentent des passifs pour le Groupe car les taux de l'euro ont régulièrement diminué au cours des dernières années.

Risque technologique et de performance

Ces deux risques sont fortement corrélés car les mauvaises performances résultent souvent de mauvais choix techniques. Afin de réduire le risque technologique à son minimum et maximiser les performances, le Groupe a orienté sa stratégie sur :

- Le développement en interne d'une expertise sur l'évaluation des projets afin de permettre une identification précoce des risques inhérents,
- La collaboration avec les meilleurs fournisseurs et entrepreneurs, avec une longue expérience et la capacité de donner une garantie sur les performances à long terme,
- L'investissement ou le recours à des technologies matures telles que les parcs éoliens terrestres et les centrales photovoltaïques pour lesquelles la direction possède une expérience significative.

3.2 Secteur de l'industrie

Les technologies du Groupe constituent une réponse à un défi économique mondial : l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Le Groupe continue de développer ses technologies sur les marchés français et internationaux, que ce soit seul ou en partenariat avec des acteurs de premier plan.

Confiant dans l'efficacité de ses solutions techniques combinée à la puissance économique de son modèle fondé sur les services, le Groupe cherche à se positionner en tant que « Premier groupe » international dédié à l'efficacité et l'économie des ressources naturelles.

Actuellement, le Groupe développe des technologies innovantes et compétitives dans trois domaines : l'économie d'énergie, le traitement des eaux et effluents et l'amélioration de la sécurité, la fiabilité et la durée de vie des infrastructures.



Les **technologies d'économie de l'énergie** sont principalement orientées autour d'une technologie :

- Les systèmes d'optimisation de la gestion et du stockage du froid avec les solutions Fafco et Cryogel.



Le Groupe détient en totalité et développe les solutions Fafco et Cryogel.

Les **technologies de traitement des eaux et effluents** sont orientées autour de deux technologies :

- Le conditionnement, le prétraitement, le traitement et la valorisation des boues municipales et industrielles avec la technologie SLG™ mise au point par Orège.
- Les systèmes de purification de l'eau avec les technologies Aquastill™ et Ecostill™ mises au point par TMW.



La sécurité, fiabilité et durée de vie de la technologie des infrastructures est orientée autour de plusieurs technologies :

- La technologie de la corde optique développée par Osmos.



- Les produits et systèmes de surveillance environnementale développés par SIAP+Micros S.p.a

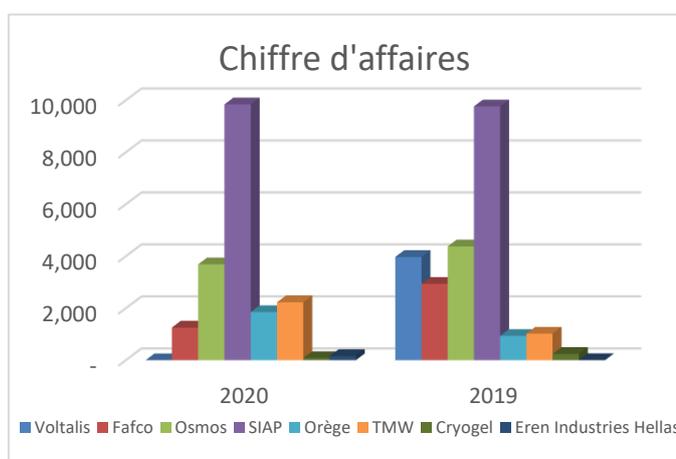
3.2.1 Performances et situation du secteur Industries

Les performances et la situation financière du secteur de l'industrie sont les suivantes :

	2020	2019
	kEUR	kEUR
Chiffre d'affaires	19.104	23.252
Résultat d'exploitation	40.090	(21.291)
Profit/(perte) avant impôts	34.450	(21.923)
Profit/(perte) de l'exercice	33.987	(23.986)
Total Actif	95.463	59.160
Total Passif	29.360	34.358

Au cours de l'exercice 2020 le chiffre d'affaires a été généré par chaque entité selon le graphique ci-contre.

Le chiffre d'affaires du secteur « Industrie » a diminué de 17,8% par rapport à l'année 2019. Cette diminution significative résulte principalement de l'abandon du sous groupe Voltalis générant une diminution de chiffres d'affaires consolidés sur une année. En revanche l'entreprise SIAP continue de performer avec un chiffre d'affaires de EUR 9.843k (2019 : EUR 9.764k) représentant 52% du chiffre d'affaires réalisé par le secteur « Industries » en 2020 (2019 : 42%). Parmi les entités historiques du Groupe, Osmos a enregistré une diminution de son chiffre d'affaires de 16% (EUR 688k), représentant 19% du total du secteur. Le chiffre d'affaires généré par Orège a significativement augmenté de 98%, représentant 10% du total, il atteint EUR 1.850k (2019 : EUR 935k) et celui de TMW a plus que doublé pour enregistrer une augmentation de 118%, représentant 12% du total. Toutefois, bien que certaines de ces filiales obtiennent de meilleurs résultats en 2020 qu'en 2019, ces dernières sont toujours en phase de développement et, en conséquence, ne génèrent pas encore des revenus importants. Les activités et les performances de chaque filiale du Groupe font l'objet d'une analyse séparée.



3.2.2 TMW

Fondée en 2000 et basée à Juigne sur Loire (France), TMW conçoit et développe des solutions de traitement novatrices pour les effluents industriels et la désalinisation de l'eau de mer. L'offre de TMW est centrée sur deux grandes lignes de produits :

- Ecostill™ : est dédiée au traitement des effluents liquides agressifs et toxiques produits lors de procédés industriels



- Aquastill™ : est dédiée à la désalinisation de l'eau de mer et à la production d'eau pure dans des endroits isolés (par exemple des bases de vie)



Ces produits utilisent la technologie « Multi Humidification - Déshumidification (MHD) » détenue par TMW, le résultat d'un effort capitalisé en R&D sur 10 ans. La MHD est basée sur l'évaporation à pression atmosphérique à basse température et permet de concentrer les matières polluantes dans un volume restreint. La technologie TMW s'applique aux procédés industriels et permet à ses utilisateurs de :

- Générer des économies substantielles, car elle leur donne la possibilité de concentrer leurs effluents sur le site et de réduire considérablement les volumes d'eaux usées à traiter ;
- Contribuer efficacement à la mise en œuvre d'une politique de Zéro Déchet Liquide (ZDL).
- De régénérer un distillat, de qualité proche de l'eau pure pouvant être réutilisé dans le process industriel du client et participer ainsi à l'économie de la ressource hydrique.

En outre, la solution MHD de TMW peut être alimentée en utilisant la chaleur perdue ou l'énergie produite au cours des processus industriels et permet de produire de l'eau déminéralisée qui peut être générée par de tels processus.

Les produits Ecostill™ et Aquastill™ peuvent être suivis à distance grâce à leur module GSM sécurisé. Les modules envoient les données de fonctionnement en permanence vers les serveurs TMW quelque soient leurs lieux d'implantation. Un accès internet permet à l'utilisateur, via une page dédiée, de visualiser et d'exploiter ces données sous forme de tableau synthétique ou en produisant des graphiques pour chaque type de valeur. Des alertes peuvent ainsi être envoyées aux utilisateurs via email ou SMS.

TMW répond à la demande d'une vaste clientèle internationale composée essentiellement d'acteurs de l'industrie qui ont besoin de répondre à leurs besoins de traiter les polluants liquides : les principaux marchés abordés incluent le traitement des surfaces métalliques (aéronautique, industries mécaniques), les produits chimiques et pétrochimiques, l'environnement (concentration de lixiviat de décharge et digestats de méthaniseur) et le textile / cuir (tanneries).

Forte de son offre de services complète et intégrée incluant l'installation des équipements (solution « plug and play »), le suivi et la maintenance, TMW propose la mise en œuvre d'un modèle de « location de matériel » ou de vente, suivant la stratégie financière du client.

Les activités de TMW

La ligne de produits Ecostill™ aborde le marché du traitement des effluents liquides agressifs et toxiques, estimé à 2,5 millions de mètres cubes par an en France et qui croît à un rythme soutenu. Au sein de ce marché, TMW cible de façon plus spécifique les clients présents dans le secteur du traitement de surface des métaux (par exemple, l'aéronautique et l'automobile), de l'électronique et de la pharmacie / cosmétique. Dans tous ces sous-secteurs, les opérateurs doivent appliquer une politique de Zéro Déchet Liquide (ZDL), ce qui représente un avantage important pour la technologie de TMW. En plus de ces principaux marchés, TMW vise également plusieurs marchés de niche tels que le lavage des textiles pour l'industrie hôtelière, ou encore les tanneries.

Les solutions traditionnelles qui font concurrence à Ecostill™ sont la compression mécanique des vapeurs et les pompes à chaleur. Cependant, grâce à l'avantage significatif que représente son coût opérationnel (OPEX) (fonctionnement à la pression atmosphérique, conception en plastique bon marché et récupération de la chaleur, faible coût d'exploitation), Ecostill™ s'impose actuellement auprès de plusieurs clients industriels de premier ordre.

La ligne de produits Aquastill™, du fait qu'elle s'adresse au marché de la production d'eau potable dans des endroits isolés, est centrée sur l'exportation, en particulier vers l'Afrique. TMW espère que sa technologie va l'emporter sur l'osmose inverse, qui est actuellement la plus couramment utilisée, en raison du très faible niveau d'entretien requis, de sa fonctionnalité « plug-and-play » et de sa capacité à transformer de l'eau fortement chargée en effluents toxiques en eau potable. A ce jour, cette technologie, relativement onéreuse, est adaptée soit au traitement d'eaux saumâtres ou très chargées, ou en complément d'un osmoseur.

Performances et situation de TMW

Si les premiers contrats ont été difficiles à concrétiser du fait du caractère innovant de la technologie, les premières références obtenues ont rassuré les nouveaux prospects. De nouveaux clients ont progressivement contracté avec TMW, confortant la stratégie commerciale de développement avec des entreprises. Parallèlement, TMW propose des équipements de plus forte capacité.

Depuis 2017, le module d'évaporation MHD est désormais capable de traiter jusqu'à 50m³/jour sur la base de modules de base de 2m³/jour, avec des évolutions techniques visant à :

- Réduire la consommation énergétique avec la mise en service du nouvel échangeur à plaques plastiques,
- Des modifications permettant de faciliter la maintenance,
- Une structure des modules d'évaporation réalisée en polypropylène et recouverte d'une housse isolante thermiquement, solution fiable et appréciée des clients.

L'ensemble de ces modifications a permis de réaliser avec succès des installations de taille significative et croissante, la plus importante étant une installation de 20m³/jour livrée chez AGRATI en août 2019.

Confortés par les références antérieures telles que OBERTHUR Fiduciaire (2016), SOITEC (2017), et AGRATI (2018), les clients encore hésitants, ont opté pour la technologie de TMW, quand bien même ils étaient équipés d'évaporateurs concurrents (H2O et KMU-Loft). Nous citerons :

- ARC International (Ecostill 4000)
- Vallourec (+ contrat cadre au niveau international) (Ecostill 4000 et 12000)
- VERBRUGGE (Ecostill 10000)
- Radiall (Ecostill 14000)
- Nalco-Ecolab (Ecostill 2000 et 4000)
- Hermès (Ecostill 10000).

Malgré la crise sanitaire, toutes les commandes, généralement acquises dans le deuxième semestre 2019 et début 2020, ont été livrées en respect des échéances précises.

La valeur moyenne des nouvelles commandes a augmenté significativement, se traduisant par une hausse majeure du chiffre d'affaires (+118%).

Malgré la crise sanitaire, 2020 correspond pour TMW :

- A l'acquisition de références commerciales longtemps attendues (Hermès, Radiall, ARC, Vallourec, Nalco, Verbrugge...);
- A l'implantation chez des clients acquis auparavant aux technologies /fournisseurs concurrents (H2O, KMU-Loft);
- A l'accès à des marchés de volume unitaire plus importants (sup à 10m³/jour);
- A un embryon de standardisation, certaines affaires ayant pu être dupliquées (HERMES/Verbrugge);
- A un redressement significatif du résultat financier (même s'il reste encore négatif) lié à l'effet volume;
- A l'établissement du début d'une base de prix de revient, grâce au retour d'expérience sur les affaires réalisées;
- Outre le ralentissement brutal de l'activité industrielle à compter du mois de mars, le confinement a sérieusement impacté nos actions de prospection commerciales. Ceci se ressentira sur l'activité de l'année 2021.

A compter de mars 2020, TMW a dû s'adapter à la situation sanitaire, en revoyant son organisation du travail, et en recourant au télétravail. TMW a continué l'assemblage de ses produits en limitant les effectifs travaillant simultanément. Afin de supporter les effets de la pandémie, TMW a bénéficié de reports de règlement des charges sociales, du chômage partiel et d'un prêt garanti par l'État (PGE).

Principaux Risques et Incertitudes

L'activité de TMW bénéficie de politiques et des réglementations environnementales de plus en plus strictes, ainsi que des tendances générales du marché. A noter toutefois que la réglementation européenne se limite à une « directive », et non encore à une norme ou à une quelconque obligation réglementaire. Le client industriel investira donc si et seulement si le retour sur investissement est admissible par rapport à ces objectifs financiers.

Quelques rares industriels peuvent investir sur la seule réflexion stratégique environnementale. Ils ne sont pas nombreux.

Développements futurs de TMW

- **« Solution provider »**

TMW vise à être reconnu comme un fournisseur de solutions de traitement des effluents, centré sur un procédé d'évaporation (ECOSTILL), complété des pré ou post traitements généralement nécessaires. Cette reconnaissance a été acquise, et mise en œuvre de façon significative chez Vallourec, mais également Hermès

- **Recentrage de l'activité en Chine**

Après trois années d'investigation en Chine par ses propres collaborateurs, relativement infructueuses, TMW a appliqué la décision prise en 2019 de s'appuyer sur des partenaires, voire licenciés, locaux, afin de poursuivre ses efforts de développement de ce marché chinois, porteur, tout en réduisant les frais liés à cette politique.

Ainsi en 2020, TMW a collaboré avec CPS (Shuzhou) avec qui la société a signé un accord limité et temporaire de partenariat industriel, avec comme seul coût fixe, le financement d'une personne localement.

Enfin, TMW a confié une mission à un VIE, mission pénalisée par les contraintes sanitaires.

3.2.3 Orège

Fondée en 2005, Orège est une entreprise française à dimension internationale comprenant deux sites en France (le siège de la société et un site d'activité en région Parisienne et un centre de R&D à Aix-en Provence), un site aux USA (Atlanta) et un site au Royaume-Uni (près de Birmingham). Orège développe des technologies et des solutions propriétaires dédiées au conditionnement, au traitement et à la valorisation des boues urbaines et industrielles.

Activités d'Orège

SLG® est une technologie de rupture brevetée qui optimise le conditionnement des boues en modifiant, notamment, leurs caractéristiques physico-chimiques et rhéologiques. Cette solution améliore les performances globales de l'atelier boues, diminue le volume des boues à éliminer et abaisse les coûts d'exploitation des stations d'épuration.

Le produit SLG-F est une combinaison de la solution de conditionnement SLG et du Flosep (le nouvel outil d'épaississement propriétaire d'Orège) pour la séparation et l'épaississement des boues.



L'épaississement avancé avec la solution SLG-F offre des performances et bénéfices pour les boues municipales et industrielles en amont des étapes de déshydratation, du transport ou de la digestion anaérobie. Ce procédé est compatible avec tous types de boues incluant les boues secondaires (biologiques), les boues mixtes (primaires/biologiques), les boues digérées, ou les boues issues d'un traitement de précipitation du phosphore.

L'optimisation de l'étape de déshydratation avec la solution de conditionnement SLG améliore les performances et réduit le temps d'exploitation des outils de déshydratation existants ou nouveaux, y compris les filtres à bandes et les centrifugeuses. Ce procédé améliore la siccité, réduit la consommation de polymère, augmente le débit hydraulique, améliore la qualité du filtrat et la rhéologie de la boue.

L'amélioration de l'étape de digestion anaérobie avec une étape d'épaississement SLG-F suivie d'un prétraitement avec la solution SLG. Ce procédé améliore la rhéologie de la boue, le mélange des boues, augmente le temps de séjour hydraulique et la production de biogaz.

La réduction des odeurs et de la corrosion provoquée par les gaz nocifs par le conditionnement SLG. Ce procédé élimine le sulfure d'hydrogène et d'autres gaz nocifs des boues, les concentre et les dirige vers une étape de traitement d'air.

L'optimisation des procédés de séchage des boues et de leur valorisation énergétique avec la production de granulés de boues SLG. Cette étape réduit le temps de séchage grâce à une porosité accrue de la boue SLG et réduit la consommation énergétique par tonne d'eau évaporée.



Performances et situation d'Orège

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2020 s'élève à EUR 2.006k, à comparer à EUR 935k en 2019.

Début 2020, alors qu'Orège amorçait un nouvel élan dans son développement commercial et dans la mise en œuvre de ses partenariats, son activité a été brutalement arrêtée par la première vague de pandémie Covid-19 dès le mois de mars.

Les mois qui suivirent furent tout aussi perturbés par la seconde vague de pandémie et le développement des affaires a subi de nombreuses contraintes induites :

- La fermeture des frontières US et Japon aux européens, sans aucune visibilité sur le calendrier de réouverture.
- Des projets gelés, en attente de la reprise de leur réalisation, et quelques autres en « stop and go ».
- L'évolution des échanges commerciaux vers davantage de rendez-vous virtuels, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, venant complexifier le développement de l'activité.
- De grandes incertitudes sur l'engagement des budgets d'investissement des municipalités (Etats-Unis, France, Italie et Allemagne), de nombreuses décisions étant repoussées à mi-2021, notamment aux Etats-Unis.

Néanmoins, nous avons observé un redémarrage des activités en Grande-Bretagne dès le 4ème trimestre 2020. Les Water Companies ont désormais toutes validé leur plan quinquennal 2020-2025 avec le régulateur OFWAT (les dernières début 2021) et elles peuvent engager de nouveaux investissements.

Ainsi, sur l'exercice 2020, Orège a reçu trois commandes de Scottish Water, chacune pour une solution SLGF, dont deux, livrées et facturées sur le deuxième semestre 2020, contribuent au chiffre d'affaires de l'exercice pour environ EUR 420k (la troisième sera livrée et facturée au premier semestre 2021).

L'équipe Orège UK, a également pu procéder à des visites de sites d'autres Water Companies et qualifier plusieurs projets.

Aux Etats-Unis, l'activité a repris en fin d'année 2020, mais dans une moindre mesure. Les équipes ont pu retourner sur sites au quatrième trimestre pour réaliser et conclure les tests de performance de deux contrats qui avaient été gelés au premier semestre. Orège a également pu concrétiser la deuxième vente d'une solution SLG avec son client GCUA, ces trois opérations générant au global pour 2020 un chiffre d'affaires de plus de USD 1.100k.

Dans ce contexte difficile, Orège a œuvré pour rationaliser et optimiser son organisation et ses coûts.

Le total des charges opérationnelles est en baisse de 15% par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par les actions entreprises sur l'année 2020 dans le contexte de la crise sanitaire, ainsi que l'effort continu d'optimisation de l'organisation d'Orège et de réduction des coûts. Elle se poursuivra en 2021 où les mesures prises s'appliqueront pleinement, même si les aides spécifiques à la crise sanitaire (chômage partiel) cessent.

Principaux Risques et Incertitudes

Les risques liés aux activités d'Orège sont de nature multiple :

- Risque lié aux évolutions technologiques et aux solutions alternatives ;

Le succès de l'entité repose sur ses technologies de pointe et leur développement continu. Ce marché est soumis à des changements rapides au niveau des technologies, ce qui pourrait avoir une incidence sur la compétitivité de l'entité. L'entité gère le risque en surveillant les changements intervenus sur le marché.

En outre, l'entité est confrontée à de potentielles nouvelles solutions alternatives développées par des concurrents.

- Risque lié aux résultats et aux retards au niveau des études industrielles et des tests ;

Orège doit habituellement préparer des études de lancement et des tests sur place avant d'entrer en affaire avec ses partenaires. Ces procédures engendrent des dépenses et ne se traduisent pas toujours en contrat avec des partenaires. Ce risque devrait disparaître avec la croissance de l'entité et sa reconnaissance par les principaux clients.

- Risque lié aux contrats conditionnés par l'atteinte de certains critères de performance ;
- Risque lié aux coûts des solutions relatifs à la conception et à la construction ;
- Risque lié aux lacunes des fournisseurs et des sous-traitants ;
- Risque lié à l'échec du partenariat avec la clientèle ;
- Risque lié aux échecs des performances de la solution ;
- Risques environnementaux liés aux solutions à mettre en œuvre dans les sites Seveso à haut risque.

Développements futurs d'Orège

Le contexte de crise économique et sanitaire a eu un effet très significatif sur la croissance de Orège et le déploiement de sa principale technologie, le SLG. De nombreuses ventes qui étaient en discussion fin 2019 et début 2020 ont été reportées ou annulées. Toutefois, l'année 2020 aura également été pour Orège une année de consolidation et de construction grâce aux décisions prises et à la mise en œuvre d'actions qui se poursuivront au premier semestre 2021 avec :

- Un recentrage encore plus significatif de l'activité commerciale sur les marchés les plus porteurs (Royaume-Uni et Etats-Unis) ainsi que sur les partenariats stratégiques avec Alfa Laval et Itochu.
- Un positionnement renforcé sur les applications des solutions Orège pour la valorisation énergétique et agricole des boues (digestion anaérobie/biométhane, production de granulés, épandage, compostage,), les boues conditionnées par le SLG pouvant le plus souvent devenir « un produit valorisable » et non plus un déchet.
- Un travail continu d'optimisation de l'organisation, d'amélioration de la marge industrielle et de réduction des coûts fixes.

Orège accompagne dorénavant ses clients et partenaires dans une démarche globale visant à faciliter leur transition environnementale sur toutes les étapes, du conditionnement à la valorisation des boues en passant par leur traitement pour en dégager un produit à forte valeur ajoutée.

Malgré un contexte de pandémie toujours présente et contraignante, qui aura un impact sur la croissance de Orège et sa performance financière au moins sur 2021, Orège devrait être en mesure de redémarrer ses activités commerciales sous réserve de :

- La réouverture des frontières, notamment aux Etats-Unis et au Japon, permettant aux équipes Orège de retourner sur site pour accélérer la qualification et la mise en œuvre des projets ;
- Une reprise quasi normale des opérations, attendues chez nos clients et prospects sur le second semestre 2021.

Même si force est de constater que cela n'est pas pleinement le cas à l'heure actuelle, de nombreux projets sont actuellement en cours de discussions avec une volonté première des Water Utilities au Royaume-Uni, ou des municipalités aux US, d'améliorer les empreintes carbone et environnementales dans un contexte mondial où des sphères d'influence de plus en plus puissantes (politiques, ONG, populations, acteurs privés...) militent dans ce sens, aidées par les incitations financières et évolutions réglementaires. L'activité commerciale devrait également pouvoir reprendre en 2022 en Italie, en Allemagne, en Espagne et au Japon après un gel complet des activités depuis mars 2020.

Le partenariat avec Alfa Laval est en train d'être rediscuté avec la direction de ce groupe afin de tirer les enseignements de cette collaboration depuis l'été 2020, handicapée par les contraintes liées à la pandémie. Des premières retombées commerciales ont été concrétisées durant l'été 2021. Le partenariat devrait ainsi être renforcé, afin notamment de mettre à profit la reprise d'activité désormais soutenue dans le secteur du traitement des eaux usées et des boues.

L'accélération franche des demandes de qualification de projets, de négociations d'offres aux US et au Royaume-Uni est un signal positif quant au dynamisme attendu en 2022. Orège a décidé d'accélérer cette reprise d'activité en renforçant ses équipes commerciales au Royaume-Uni et aux US.

Activités de recherche et de développement

La recherche et le développement d'Orège sont au cœur de l'objectif du Groupe, ciblant la préservation des ressources naturelles par le biais d'innovations et de solutions répondant aux nouvelles exigences environnementales et industrielles.

3.2.4 Fafco

Fondée en 1981, Fafco est spécialisée dans la conception, la fabrication, l'installation et la maintenance de systèmes de production et de stockage à froid, ainsi que de systèmes de chauffage de l'eau, et ce, pour les secteurs immobiliers, industriels et commerciaux.

Activités de Fafco

Fafco est acteur sur deux marchés principaux : production de froid / stockage de glace et chauffage de l'eau. Elle s'appuie pour cela sur une technologie propriétaire d'échangeurs de chaleurs fabriqués à partir de petits tubes plastique dans son usine de Dijon.

a Production de froid et de stockage de glace

Le stockage de glace Fafco permet à ses clients de réaliser des économies substantielles sur leur poste énergétique grâce à l'optimisation de leurs processus de production et de gestion du froid. Cette technologie est bien adaptée aux besoins de refroidissement importants comme la climatisation de grands ensembles immobiliers ou la réfrigération de sites industriels.

Les batteries de stockage de froid de Fafco, commercialisées sous la marque « Icebat » mettent en œuvre la technologie dite de « glace sur tube ». Plongés dans un bac contenant de l'eau, les échangeurs tubulaires de Fafco véhiculent le liquide réfrigérant ; entraînant la création de glace autour de chaque tube. Lorsque le liquide circulant est chaud, il récupère le froid de l'Icebat en faisant fondre la glace constituée pendant la phase de charge. Cette technologie de stockage de glace est plus particulièrement adaptée pour les installations nécessitant d'importantes puissances de froid, c'est-à-dire nécessitant de mobiliser le froid stocké en des temps de décharge courts.

La solution de Fafco offre différents leviers d'économie en fonction des applications, que ce soit pour la climatisation ou la réfrigération commerciale ou industrielle :

- Le stockage de froid permet de couvrir les pics de besoin en froid. La puissance des groupes frigorifiques associés peut donc être réduite, diminuant ainsi le coût de tous les auxiliaires (tours de refroidissement) et de la connexion électrique ;
- La puissance de froid apportée par le stockage est modulable en temps réel et permet donc de simplifier la régulation, de ne pas surproduire ou surconsommer du froid, d'éviter les charges partielles et les arrêts-démarrages des machines. La centrale de froid nécessite donc moins de maintenance et de renouvellement de matériel ;
- Le froid peut être produit à des heures choisies pour profiter de tarifs électriques avantageux ou de la température extérieure plus basse la nuit, générant ainsi des économies d'énergie. Il peut aussi permettre de réduire pour une période de quelques heures la consommation électrique liée à la production de froid
- L'abonnement électrique peut être réduit et coûte moins cher ;
- La maintenance du stockage est faible comparée à celle d'un groupe froid. Notamment, les gaz réfrigérants à forte émission de gaz à effet de serre sont de plus en plus soumis à des taxes et autorisations. L'utilisation du stockage permet de réduire la taille des groupes et donc leur volume de gaz ;
- Le stockage apporte flexibilité et sécurité à la fourniture de froid. Il peut donc remplacer d'autres systèmes de sécurité (générateur électrique, surcapacité de production) et peut permettre d'alléger les équipes d'exploitation ;
- Le stockage utilisé pour récupérer du froid ou optimiser une chaîne de production de froid permet d'économiser de l'énergie ;
- Dans des réseaux de froid, le stockage est indispensable pour couvrir les pics de consommation sans surdimensionner l'ensemble du système.

Avec plus de 1.350 références installées dans près de 25 pays, Fafco a déjà une notoriété importante dans ce domaine. Il est déjà très présent sur des sites agro-alimentaires, pharmaceutiques, chimiques, des immeubles de bureaux, ou encore des salles de congrès.

b Chauffe-eau

Fafco fabrique des panneaux solaires en tubes plastique dédiés au chauffage de l'eau sous la marque « Atmosolar ». Utilisés seuls, ils constituent le moyen le plus performant de chauffer les piscines. Couplés à une pompe à chaleur, ils permettent de récupérer l'énergie solaire et la chaleur de l'air pour produire de l'ECS ou de l'eau de chauffage. La technologie de Fafco permet de répondre aux besoins en chauffage des bâtiments, ainsi qu'à une large gamme de procédés industriels pour une fraction des coûts des systèmes de chauffage traditionnels. Elle peut être déployée dans des zones géographiques variées, y compris dans des climats froids si la ressource solaire est intéressante.



Pour son activité Piscine, Fafco vend essentiellement en Europe au travers de grossistes historiques. L'activité ECS/Chauffage qui avait été développée dans les années 80, puis abandonnée, est en cours de redéploiement. Fafco installe directement les premières réalisations tandis que l'objectif, dans un premier temps, est de redévelopper un réseau d'installateurs partenaires sur la France. Initialement, cette solution avait été commercialisée essentiellement en Suède où Fafco avait un actionnaire de référence partenaire sur cette activité.

Grâce à sa technologie exclusive, Fafco est bien placé pour profiter de la croissance du marché mondial de l'efficacité énergétique. Les échangeurs Atmosolar de récupération de la chaleur solaire se révèle en effet particulièrement intéressante pour la conception d'installations de chauffage bas carbone. Combinée avec la mise en œuvre des algorithmes d'intelligence artificielle de la société Accenta, dans laquelle le Groupe a pris une participation, ils permettent de concevoir des installations énergétiques dont les performances techniques et économiques sont les seules à pouvoir répondre aux nouvelles réglementations environnementales pour la transition énergétique des bâtiments (RE2020).

La combinaison de stockage de froid pour optimiser les installations de climatisations et la production d'eau chaude par le système Atmosolar ouvre la voie à une offre innovante. L'objectif de Fafco est d'appliquer cette approche à facettes multiples dans une poignée de pays pilotes, à savoir la France, la Suisse et l'Allemagne.

Performances et situation de Fafco

Le chiffre d'affaires est passé de EUR 2,9m en 2019 à EUR 1,25m en 2020, soit une diminution de 57%. La situation due au Covid a en effet considérablement réduit l'activité ; notamment au niveau international.

En conséquence, l'EBITDA s'est établi à EUR -1,2m, en diminution de EUR 0,8m par rapport à l'année précédente. La baisse d'activité a un niveau historiquement très bas n'a en effet pas permis d'absorber un niveau minimum de charges de structures.

L'année 2020 a été marquée par le recrutement d'un nouveau Président Directeur Général afin de mener une restructuration du site de Dijon visant à abaisser le point mort tout en refocalisant le développement commercial sur les marchés à potentiel géographiquement proches (Europe de l'Ouest).

Principaux Risques et Incertitudes

Les principaux risques identifiés par rapport aux développements de Fafco sont les suivants :

- L'émergence potentielle de nouveaux concurrents ou le renforcement de concurrents existants dans le secteur du stockage du froid. Cela pourrait s'exprimer par l'arrivée d'acteurs de niches qui souhaitent étendre leur marché ou d'acteurs déjà établis qui, à la faveur d'alliances ou de changements de stratégie, pourraient décider de renforcer leurs positions.
- L'avènement potentiel de technologies perturbatrices qui pourraient avoir une incidence sur l'écosystème Fafco, comme des groupes frigorifiques ou des batteries électriques très

bon marché ou très efficaces. Fafco doit donc bien suivre l'émergence de telles solutions, s'allier aux acteurs les plus innovants rester en pointe, et continuer à gagner en compétitivité ;

- Comme toute entité opérant à l'échelle mondiale, Fafco peut être affectée par les fluctuations de change ou des problèmes politiques ou économiques globaux : embargos, etc...

Développements futurs de Fafco

Une inflexion de la politique commerciale a été entreprise afin de concentrer le développement sur les applications très porteuses de froid industriel ainsi que le marché en émergence du solaire thermique ; désormais enjeux majeurs dans le contexte de changement climatique.

Dans l'objectif de développer des synergies techniques et commerciales, un projet de fusion de Fafco avec la société Cryogel a été initié.

Recherche et développement chez Fafco

Une action vigoureuse a été engagée afin de remettre techniquement à niveau la ligne de production et de relancer de nombreux projets d'innovation qui permettront à Fafco de réussir son repositionnement sur les nouveaux marchés visés. Les développements poursuivis en 2020 – 2021 portent en particulier sur :

- Développement de systèmes de stockage à froid avec des points de congélation PCM variés, afin de s'adapter aux besoins des différents marchés desservis par Fafco (agro-alimentaire, climatisation) ;
- Développement de solutions clé-en-main pour la production et le stockage du froid, ainsi que de systèmes de plus petite taille afin de rivaliser avec les produits catalogue disponibles chez les concurrents ;
- Développement de meilleurs systèmes de télésuivi et de contrôle ;
- Optimisation de la conception et de la fabrication des Icebat par une meilleure modélisation mécanique et thermique ainsi que par la recherche de matériaux techniquement plus performants et économiques.
- Amélioration de la conductivité thermique des polymères utilisés par Fafco.

3.2.5 Cryogel

Fondée en 1985, la société Cryogel a été acquise par le Groupe en février 2016. Cryogel est spécialisé dans la conception, la fabrication, l'installation et la maintenance de systèmes de production et de stockage de froid par la technologie dite de « glace encapsulée ».

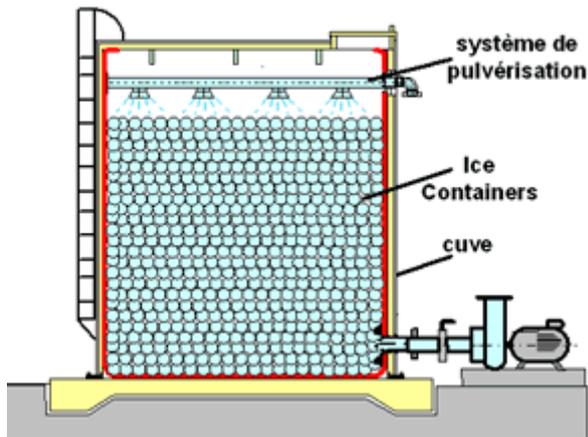
Activités de Cryogel

Cryogel a mis au point et développé un produit dénommé « **Ice Container** » ou « **IC** » protégé par un brevet déposé dans 9 pays (Europe, Iran, Malaisie, Japon, Inde, Corée du Sud, Chine, Brésil, USA). Cette sphère scellée en plastic est remplie d'un liquide à changement de phase (PCM) à base d'eau. Au contact d'un fluide réfrigérant extérieur, le PCM encapsulé dans la sphère se transforme en glace ; ce qui permet de stocker du froid. La conception de ces sphères a été optimisée afin de maximiser les échanges thermodynamiques et d'assurer une excellente fiabilité de fonctionnement. Elles comportent un système d'expansion interne qui empêche toute déformation de la sphère lors du changement de phase.



Ice containers

Les IC de Cryogel ont une durée de vie qui dépasse les 25 ans ; ce qui permet de concevoir des installations de stockage de froid particulièrement stables dans la durée, et ne nécessitant pas de maintenance. Celles-ci peuvent être mises en œuvre principalement suivant 2 types de systèmes :



Le système « Ice Spray », constitue un système original de stockage de glace encapsulée fonctionnant par pulvérisation et ruissèlement d'eau glycolée sur les « Ice Containers », depuis le sommet du tank de stockage dans lequel les IC sont disposées.

L'échange de chaleur est réalisé par le refroidissement et le réchauffement des « Ice Containers », faisant geler ou dégeler alternativement l'eau contenue dans les capsules, en fonction de la température du glycol injecté dans l'installation.

Cette méthode permet de réduire considérablement la quantité de Glycol mis en

œuvre dans le système. Le tank est totalement statique (les IC sont immobiles).

Le système « Ice Containers Immergées » constitue une variante dans laquelle le tank est totalement rempli d'un mélange d'eau glycolée. L'eau glycolée, refroidie par les compresseurs frigorifiques, est injecté dans la cuve afin de geler l'intérieur des IC. Cette eau glycolée à basse température circule ensuite dans les systèmes de refroidissement où elle se réchauffe. Elle est alors ensuite réinjectée dans la cuve où elle se recharge en froid en faisant fondre la glace contenue dans les « IC ».

Les systèmes de stockage de froid sont utilisés pour réduire la puissance frigorifique normalement requise par un bâtiment climatisé sans pour autant affecter le niveau de confort dans le bâtiment. D'une manière très générale, l'énergie frigorifique est stockée la nuit (lorsque les tarifs de l'électricité sont bas) et utilisée le jour (lorsque les tarifs de l'électricité sont plus élevés) à la place ou simultanément avec les systèmes de refroidissements.

Les stockages de froid mettant en œuvre la technologie Cryogel sont utilisés en association avec la centrale de production frigorifique centralisée qui alimente les grands bâtiments ou les réseaux de distribution d'eau glacée pour les secteurs immobiliers, industriels et commerciaux, les installations industrielles et de nombreux types d'applications. Les bénéfices qu'ils apportent sont multiples et permettent d'optimiser les performances de la climatisation à moindre coût, par exemple :

- Le dimensionnement des systèmes de refroidissements (centrales de climatisation) peut être fortement réduit, tout en augmentant leur puissance ;
- La consommation d'énergie électrique peut être répartie sur 24 heures et/ou stoppée pendant les heures de pointe ; ce qui améliore le bilan carbone de l'installation ;
- La fiabilité de la climatisation se trouve améliorée du fait d'une double alimentation (refroidisseurs & stockage).

La technologie innovante de Cryogel constitue une solution particulièrement attractive pour la mise en œuvre de batteries de stockage de froid. Elle permet en effet :

- Une très grande facilité pour l'installation de tank de stockage - suivant la configuration du site, ils peuvent être de formes variées (cylindrique, rectangulaire) et de matériaux différents (béton, acier, etc).
- Une flexibilité inégalée pour le dimensionnement du stockage pouvant aller jusqu'à plusieurs milliers de m³ et des hauteurs jusqu'à 15m.
- Une capacité de stockage évolutive en fonction de l'accroissement du besoin de fourniture de froid – lorsque le tank est suffisamment grand, il suffit de compléter le volume d'IC rajouter des billes sans avoir à réinvestir dans une installation complète de groupes froids.
- Une utilisation optimale de l'espace disponible dans un bâtiment, notamment les sous-sols et espaces perdus qui peuvent ainsi facilement valorisés en maximisant la capacité de stockage malgré des contraintes d'environnement.

Cryogel a capitalisé plus de 30 années d'expérience dans la R&D et la mise en œuvre de systèmes de stockage de froid. La société a développé de nombreuses références avec plus de 1 GWh de capacités de stockages installées dans le monde entier. Ces références incluent des clients aussi

prestigieux que l'un des plus grands complexes sportifs du monde à Singapour, le district cooling de KLCC à Kuala Lumpur en Malaisie, des centres commerciaux en Espagne, des bâtiments de bureau en Corée et au Japon, etc.

Cryogel dispose de deux filiales en Malaisie et en Inde afin de développer son activité sur les marchés très compétitifs du grand export. La société a construit un business-model « Fab-less » puisque qu'elle s'appuie sur un réseau de sous-traitants de fabrication plasturgiste exclusifs pour la fourniture des IC à coûts minimum : en France pour le marché Européen, ainsi qu'en Malaisie pour servir le Sud Est Asiatique et le Moyen Orient. Une production locale est également en cours de démarrage en Inde afin de réduire les coûts de transports sur ce marché.

Performances et situation de Cryogel

Le chiffre d'affaires réalisé par Cryogel est de EUR 92k pour l'année 2020 contre EUR 108k pour l'année 2019. L'EBITDA généré par Cryogel est de EUR (470)k sur cette même année contre EUR (783)k en 2019.

Ces performances commerciales s'expliquent par la situation sanitaire mondiale qui a très durement impactée l'activité de l'équipe dont les zones de prospection étaient situées essentiellement hors Europe :

- Asie du Sud Est (Malaisie, Indonésie, Japon, Corée)
- Moyen Orient (UAE, Arabie Saoudite, Koweït)
- Europe
- Afrique de l'Ouest
- Inde

L'impossibilité de voyager dans les pays du grand export eux-même soumis à des quarantaines sévères s'est traduit par un arrêt quasi-total de toute activité. L'unité de production en Malaisie a été mise sous cloche et aucun nouveau client n'a été livré en Inde durant l'année.

Principaux Risques et Incertitudes

Les principaux risques identifiés par rapport aux développements de Cryogel sont les suivants :

- L'émergence potentielle de nouveaux concurrents dans le secteur du stockage du froid. Il pourrait s'agir du plus petit acteur spécialisé aux grandes entreprises internationales qui cherchent à étendre leur produit ;
- L'avènement potentiel de technologies perturbatrices qui pourraient avoir une incidence sur l'écosystème Cryogel, tel que les systèmes de refroidissement plus rentables/à consommation plus faible ou les solutions de stockage d'énergie électrique plus efficaces ;
- Comme toute entité opérant à l'échelle mondiale, Cryogel peut être affectée par des facteurs susceptibles d'avoir des répercussions globales, par exemple les fluctuations de change, les restrictions sanitaires, ect.

Développements futurs de Cryogel

Les axes de développement potentiels identifiés en 2019 ne sont pas remis en cause. Cryogel recherche principalement à implanter ces produits dans les domaines suivants :

- Installation de climatisation d'immeubles du grand tertiaire (bureaux, centres commerciaux, aéroport, banques, universités, etc...);
- District Cooling : les boucles d'eau glacée ceinturant les grandes villes sont de plus en plus souvent installées de par le monde. Elles nécessitent des stockages de grandes capacités pour lesquels le système Cryogel est particulièrement bien adapté ;
- Turbines à gaz : le système « Ice Turbo » de Cryogel permet d'augmenter la puissance de la turbine jusqu'à 30% par l'effet du refroidissement de l'air à l'entrée de la turbine. Sur ce marché, Cryogel a mis en place un partenariat avec la société d'ingénierie espagnole Araner, spécialisée dans le retrofit des turbines à gaz.
- « RoofTop adiabatiques » : le stockage de glace en appoint des installations de climatisation développées par la société américaine ICT / Air2O est particulièrement adaptés pour les data centers et infrastructures des grands acteurs du numérique.

Dans le contexte économique actuel durablement compliqué et afin de faciliter le re-démarrage de l'activité, un projet de rapprochement avec Fafco a été initié. Les synergies espérées par la mise en commun de ressources techniques et commerciales devraient se matérialiser avec la fusion des deux entités.

Recherche et développement chez Cryogel

Cryogel a étudié plusieurs développements possibles utilisant les Ice Containers, par exemple le « Rolltainer » permettant le maintien de la chaîne du froid dans la logistique alimentaire et médicale. La société évalue également l'intérêt d'utiliser une gamme plus large de PCM afin de concevoir des systèmes de stockage d'énergie thermique. Enfin, Cryogel enrichit son logiciel de conception d'installations de stockages de froid avec de nouvelles fonctionnalités de calculs de coûts de revient.

3.2.6 Osmos

Créée en 2001 et basée à Paris, Osmos est le pionnier dans l'analyse du comportement mécanique des structures (« SHM » : Structural Health Monitoring).

La raison d'être d'Osmos est de prolonger la vie des structures (ouvrages d'art, bâtiments, équipements industriels...) pour économiser les ressources naturelles nécessaires à leur entretien et à leur reconstruction, tout en garantissant la sécurité des usagers.

Le cœur de métier d'Osmos est de capter, transmettre, stocker, visualiser et interpréter des mesures pour répondre aux interrogations des gestionnaires d'ouvrage et sociétés d'ingénierie et de construction sur le comportement mécanique de leurs structures.

Activité d'Osmos

Ses services s'articulent autour :

- D'une technologie propriétaire, la corde Optique™, qui différencie Osmos de la concurrence par ses propriétés. Ce sont des capteurs à base de fibre optique qui mesurent les déformations entre deux points (sur une longueur de 1 à 2 m) avec une résolution micrométrique. Elles permettent des mesures en continu, en temps réel, en statique et en dynamique (100 Hz). Elles sont insensibles aux perturbations électro-magnétiques.
- De l'intégration de tous types de capteurs basés sur d'autres technologies (inclinomètres, extensomètres, accéléromètres, systèmes de positionnement...).
- D'une architecture informatique capable de collecter, transmettre, stocker et mettre à disposition des volumes importants de données en temps réel, de manière sécurisée et continue.
- D'ingénieurs en génie civil qui interprètent les mesures et peuvent accompagner les clients dans la gestion des ouvrages.
- D'algorithmes avancés, développés par des experts, capable de traiter des volumes de données très importants intégrant des techniques d'intelligence artificielle.
- D'une plateforme Web, SAFE Works, qui permet de visualiser les mesures et leurs interprétations.

Ses services s'appliquent à tout type d'ouvrages : ponts et ouvrages d'art, équipements et génie civil industriels, bâtiments y compris immeubles de grande hauteur, établissements recevant du public et le patrimoine ancien.

Les contextes d'intervention s'étendent de la maintenance préventive à la gestion de crise (post effondrements, séismes, inondations, incendies, etc.) en passant par l'aide à l'expertise et le suivi de travaux.

Grâce à son modèle intégré de la conception des capteurs au traitement des mesures, Osmos propose des services inédits comme le WiM+D™ (Weigh-in-Motion + Deformation). Développé spécifiquement pour les ponts, ce service permet de mesurer le poids des charges empruntant le pont et d'évaluer leur impact sur la structure avec le même dispositif.

En offrant à ses clients une vision claire de l'état de leurs ouvrages, Osmos leur permet de gérer durablement leurs ouvrages et d'effectuer les bons travaux au bon moment, évitant ainsi des dépenses parfois inutiles.

Osmos est présent dans une douzaine de pays avec des filiales en France, en Belgique, en Grèce, et en Italie. Depuis mars 2019, elle est le partenaire de Bureau Veritas pour les services de monitoring dans le monde, avec une exclusivité en Italie, Espagne, Portugal, Brésil et Inde. Osmos entretient également ses partenaires historiques en Turquie, à Taiwan, au Japon, et en Israël.

Osmos développe des partenariats de recherche avec : l'Université Gustave Eiffel, l'École des ponts Paris Tech, Le Mans Université, Université de Strasbourg, University of Zurich, pour enrichir l'état de l'art sur l'étude et la connaissance des structures et le mettre au service du Structural Health Monitoring. Ces travaux sont par la suite utilisés lors de l'élaboration de nos algorithmes de traitement de données, ce qui nous permet d'améliorer constamment la qualité de nos analyses.

6 axes stratégiques ont été définis pour assurer la pérennité de la société :

- Améliorer la fiabilité et la compétitivité de nos prestations
- Développer l'activité en France et à l'international
- Garantir la satisfaction de nos clients et partenaires
- Maîtriser les dépenses et les investissements
- Continuer à innover
- Renforcer les compétences des collaborateurs

Performances et situation d'Osmos

Au cours de l'année 2020, Osmos a généré un chiffre d'affaires de EUR 13,5m contre EUR 14m et un EBITDA de EUR (1,3m) contre EUR (0,9m) en 2019.

L'année 2020 a été marquée par :

- La crise sanitaire de la COVID-19 avec un très net ralentissement du développement international lié à l'impossibilité de voyager, le télétravail généralisé dans les périodes de confinement. Osmos n'a déploré aucun cas de transmission au sein de l'entreprise. Osmos a fait appel aux dispositifs mis en place par l'Etat de chômage partiel et de Prêt Garanti par l'Etat.
- Le premier projet signé par Bureau Veritas faisant appel aux services d'Osmos : projet de suivi de travaux à Barcelone (Espagne)
- En France, le chantier de Notre-Dame de Paris a continué de faire confiance dans la surveillance de l'échafaudage calciné durant l'incendie lors de son démontage. Cette opération extrêmement délicate a nécessité la présence sur le chantier d'un ingénieur d'Etudes en permanence et un dispositif d'alerte inédit. Par ailleurs, plusieurs partenariats avec des cabinets de géomètre ont été signés pour relayer le développement commercial
- L'amélioration continue de la qualité de nos dispositifs et de nos processus
- La structuration de nos offres par marché : ouvrages d'art, industrie, patrimoine ancien, bâtiments, avec la mise à jour de nos supports marketing (site web, brochures)

Principaux Risques et Incertitudes

Les principaux risques identifiés par rapport aux développements d'Osmos sont les suivants :

- L'émergence potentielle de nouveaux concurrents dans le secteur de la surveillance des structures, qui varient de l'acteur spécialisé, plus petit, aux grandes entreprises internationales qui cherchent à étendre leur produit (eg. Sixense du Groupe VINCI, Socotec avec le rachat de Cementys) ;
- L'émergence massive de sociétés dans l'analyse de données (data analytics, machine learning et AI, et Big Data) provenant d'équipements industriels, de bâtiments et d'infrastructure pour le suivi et la maintenance d'actifs structurels ;

Recherche et Développement chez Osmos

Côté R&D, 2020 s'est inscrite dans la continuité de 2019 autour de la fiabilisation :

- Fiabilisation des capteurs
- Evolutions majeures de la V5.2
- Premiers projets avec la LIRIS v3

Quant à la direction scientifique, elle a amélioré les performances de notre solution WIM+D™ et suivi les thèses en cours avec nos partenaires prestigieux (Université Gustave Eiffel – ex IFSTAR, Ecole des Ponts et Chaussées, Université du Mans).

3.2.7 SIAP+Micros

SIAP+Micros est née en 2003 de la fusion de SIAP Bologna (1925) et Micros (1976). Forte d'une histoire et d'une expérience presque centenaire dans le secteur météorologique, la société s'est dotée d'une expertise de pointe mondialement reconnue dans le domaine de la surveillance environnementale. SIAP+Micros a développé l'une des gammes les plus complètes de produits et systèmes du plus haut niveau technologique, entièrement fabriqués en Italie, comprenant des capteurs météorologiques, hydrologiques et environnementaux, ainsi que des équipements de transmission de données et des logiciels à haute valeur ajoutée. Elle est passée sous le contrôle de Osmos en septembre 2018.

Activité de SIAP+Micros

Le Groupe, via sa filiale Osmos, a pris le contrôle sur SIAP+Micros par le biais d'un partenariat avec Sanlien Technology Corp.

Le partenariat entre Osmos, Sanlien et SIAP+Micros représente une combinaison unique des portefeuilles d'expertises et de services différenciés. Il permettra de proposer une gamme plus large et complémentaire de solutions intégrées de surveillance pour les secteurs de la construction, des infrastructures et de l'industrie.



Le climat et les conditions météorologiques ont un impact sur la vie quotidienne, sur les sociétés, les économies et les infrastructures. Ces infrastructures vieillissent et se trouvent exposées à des phénomènes climatiques extrêmes, cette situation étant amplifiée par les changements climatiques. De fait, elles sont toujours plus touchées par les conséquences de la mondialisation, notamment par l'intensification de la

circulation routière. Dans ces conditions, des solutions de surveillance de grande qualité sont essentielles pour anticiper les travaux nécessaires de maintenance et de rénovation des infrastructures et pour garantir leur fonctionnement dans la durée et leur sécurité à long terme.

Osmos assure déjà la surveillance de nombreuses infrastructures partout dans le monde et s'est établis comme un acteur majeur des solutions intégrées de surveillance. Le contrôle de SIAP+Micros représente une étape clé dans le développement du Groupe, cette opération apportant une expertise et des solutions supplémentaires extrêmement efficaces dans les domaines de la surveillance météorologique, hydrologique et environnementale. Ce rapprochement permet également à SIAP+Micros de tirer profit des réseaux déjà établis par ses partenaires à travers le monde pour accélérer son propre développement à l'international.

Depuis une dizaine d'années, la société a consolidé son expertise et accéléré son développement en Italie comme à l'international. La capacité de SIAP+Micros à créer des solutions innovantes, à offrir une prestation complète et à nouer des partenariats à l'international lui ont permis de développer sa clientèle aussi bien parmi les acteurs publics qu'au sein du secteur privé.

Performances et situation de SIAP+Micros

Le chiffre d'affaires réalisé par SIAP+Micros est de EUR 9,8m pour l'année 2020, stable par rapport à celui de 2019 de EUR 9,8m. L'EBITDA généré par SIAP+Micros est de EUR 1,4m sur cette même année contre EUR 1,3m en 2019.

Ces performances financières s'expliquent par une position forte auprès des marchés publics italiens ainsi qu'un développement international maîtrisé ; ciblant exclusivement les contrats dont le financement export est garanti par de grandes organisations internationales.

Principaux Risques et Incertitudes

Les principaux risques identifiés par rapport aux développements de SIAP+Micros sont les suivants :

- La volatilité du contexte italien des marchés publics d'équipement et de maintenance des stations météorologiques,
- La concurrence de grandes entreprises internationales du monitoring météorologique dont l'effet d'échelle peut représenter un risque sur le plan commercial
- L'avènement potentiel de technologies de communication et d'interconnexion des capteurs qui pourraient avoir une incidence sur l'écosystème de SIAP+Micros ;
- Comme toute entité opérant à l'échelle mondiale, de SIAP+Micros peut être affectée par des facteurs susceptibles d'avoir des répercussions globales, par exemple les fluctuations de change ou la plus faible disponibilité de budgets disponibles auprès de grandes organisations internationales de financement de ce type d'infrastructures.



Développements futurs de SIAP+Micros

SIAP+Micros se concentre sur les axes stratégiques qui ont fait le succès de sa croissance avec une forte rentabilité :

- Réponse aux appels d'offres italiens d'équipement, de renouvellement et de maintenance de réseaux de station de monitoring environnemental ;
- Le positionnement sur des grands projets d'équipements de pays en développement qui sont soutenus par des organisations internationales permettant de garantir le financement ;
- Le développement spécifique des marchés du Sud-Est Asiatiques en s'appuyant sur les implantations et le réseau de Sanlien.

Recherche et développement chez SIAP+Micros

SIAP+Micros met un accent particulier sur les data loggers et solutions de transmissions des mesures capteurs issues du terrain. L'interopérabilité de ses systèmes couplées avec des protocoles de communication et de traitement des données les rends particulièrement compétitifs sur un marché qui reste morcelé.

3.2.8 Accenta

Créée en 2016, Accenta est une société ayant développé des technologies nouvelle génération de chauffage et climatisation bas carbone pour les bâtiments. Le Groupe, via sa filiale Eren TES, en est devenu un actionnaire de référence à la faveur d'une augmentation de capital finalisée en octobre 2019.

Née sur le campus de l'école polytechnique, l'entreprise agrège une équipe pluridisciplinaire d'une cinquantaine de personnes, spécialistes du monde de l'énergie, de l'ingénierie et de l'intelligence artificielle. La technologie d'Accenta a été développée au cours d'un programme de recherche de trois années en collaboration avec les laboratoires de l'Ecole Polytechnique, du Centre d'Efficacité Energétique des Systèmes de Armines Mines Paristech et du Bureau de Recherche Géologique et Minière. Elle a reçu de multiples distinctions d'innovation dont ILAB 2018 ou le Concours d'innovation PIA 2019.

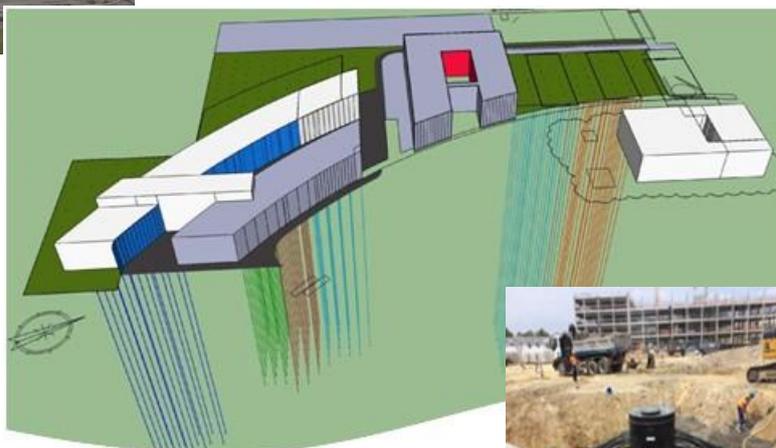


Activité d'Accenta

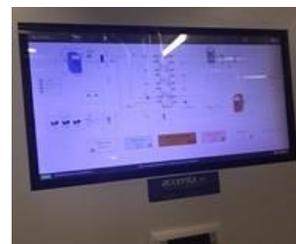
Accenta a développé et commercialise une nouvelle génération de systèmes énergétiques bas carbone pour les bâtiments tertiaires et pour les logements collectifs qui s'appuie sur :

- **Le stockage inter-saisonnier par sondes géothermiques**

– cette technologie permet de gérer l'injection dans le sol de la chaleur perdue des processus de climatisation ou de la chaleur solaire décarbonée produite pendant l'été. Pendant l'hiver, Accenta chauffe le bâtiment avec des pompes à chaleur avec une grande efficacité et une très faible carbonation en s'appuyant sur le stock de chaleur disponible dans le sol. Le système énergétique bas carbone d'Accenta maximise ainsi le rendement des pompes à chaleur (+250% par rapport aux rendements habituels des équipements), ce qui réduit drastiquement les consommations d'énergie et les émissions de CO2 associées.



- **Une unité de chauffage et climatisation bas carbone** – cette dernière est dimensionnée aux besoins du bâtiment. Elle est composée de pompes à chaleur eau/eau et air/eau, et de l'ensemble du dispositif hydraulique et de contrôle commande nécessaire à un fonctionnement efficace des installations.



- **Un logiciel de contrôle commande intelligent, prédictif et auto-apprenant** – ce logiciel optimise en temps réel le rendement de la production d'énergie thermique pour le bâtiment en fonction de la demande (conditions météorologiques, habitudes de consommation des occupants et inertie thermique des bâtiments), mais aussi du tarif et de la charge en carbone de l'électricité du réseau.

Le système énergétique bas carbone Accenta affiche des **consommations énergétiques réduites jusqu'à 70%** par rapport aux systèmes conventionnels et **diminue de plus de 80% les émissions de CO2**. Il réduit les dépenses énergétiques liées à la climatisation et offre un rafraîchissement gratuit pour les bâtiments résidentiels collectifs, et les bâtiments tertiaires non climatisés.

Ce système se révèle particulièrement compétitif par rapport aux stratégies d'isolation des bâtiments largement mise en avant dans les années 2000 – 2020 pour réduire les émissions de CO2 du chauffage et de la climatisation, faire baisser la consommation d'énergies fossiles comme le gaz, le fioul ou l'électricité du réseau. En comparaison, la solution de chauffage et climatisation bas carbone d'Accenta affiche un coût d'abattement du CO2 jusqu'à 40 fois inférieur à celui des travaux d'isolation de l'enveloppe du bâtiment. Elle devrait pouvoir constituer une solution de référence prometteuse pour accélérer la transition énergétique et de décarbonation des bâtiments, tant pour des constructions neuves que dans le cadre de rénovations.

Performances et situation d'Accenta

Au cours des 2 dernières années, Accenta a signé des contrats pour équiper plus de 450.000 m² de bâtiments. Elle est dès à présent utilisée par des grandes entreprises référentes sur le marché comme Airbus Group, VINCI, Eurovia, ICADE, PROLOGIS, etc.

En 2020, son chiffre d'affaires était de EUR 1,02m avec une perte d'exploitation de EUR 2,4m compte tenu du fort investissement en Recherche et Développement. L'activité devrait croître de manière très significative dans les années à venir, tirée par la matérialisation / construction des projets clients et de la pénétration de la technologie sur les marchés.

Principaux Risques et Incertitudes

Les principaux risques identifiés par rapport aux développements d'Accenta sont les suivants :

- La forte pression des acteurs du secteur du BTP privilégiant les solutions traditionnelles de rénovation des enveloppes de bâtiments,
- L'émergence potentielle de nouveaux concurrents dans le secteur de la transition énergétique (exemple batterie Li-ion, Hydrogène, etc).
- La montée en puissance d'acteurs de l'IA et des solutions logicielles promouvant des approches plus « légères » de diagnostic / monitoring des performances nécessitant moins d'investissements
- Comme toute entité, Accenta peut être affectée par des facteurs susceptibles d'avoir des répercussions globales, par exemple la situation économique, les contraintes sanitaires, etc.

Développements futurs d'Accenta

En complément de sa technologie bas carbone, Accenta investit dans l'enrichissement des fonctionnalités de son offre et a en particulier développé des outils logiciels et des services complémentaires associés :

- **ACCENTA.Insight** pour suivre la performance délivrée dans le cadre d'un contrat de performance énergétique (CPE)
- **ACCENTA.Design** pour concevoir les systèmes de chauffage et climatisation bas carbone au moindre coût
- **ACCENTA.Pilot** pour optimiser et garantir la performance énergétique des bâtiments tout au long de leur exploitation – cette fonctionnalité résulte du rachat de la société Effipilot effectué au cours de l'exercice 2020 et qui a été totalement intégrée au sein d'Accenta.

Par ailleurs, afin d'accélérer le déploiement de ses solutions en France, Accenta est rentré en septembre 2020 à hauteur de 10% dans une JV (« Aïden ») créée à parité entre Eren TES et le groupe IDEX. Cette société vise à combiner la technologie d'Accenta avec les ressources financières d'Eren et les ressources métiers d'Idex pour proposer aux marchés des Contrats de Performance Énergétique et Environnementale (CP2E). Cette offre devrait rencontrer un intérêt grandissant de tous les acteurs de l'immobilier ; qu'ils soient investisseurs souhaitant maximiser la valeur de leurs actifs par la performance RSE, property managers cherchant à diminuer les charges d'exploitation de leur activité tout en minimisant l'empreinte carbone associée....

Recherche et développement chez Accenta

ADN de la société, la recherche et le développement fait l'objet d'investissements importants afin de garder une longueur d'avance par rapport à de multiples start-up qui apparaissent sur le marché de la performance énergétique. Les travaux de R&D visent notamment à renforcer la fiabilisation et la sécurité des systèmes Accenta et à introduire des applications toujours plus pertinentes pour répondre aux nouvelles réglementations environnementales entrant en vigueur (RE2020, Décret Tertiaire, Décret BACS).

3.2.9 Intelligent Cooling Technology (ICT) Inc.

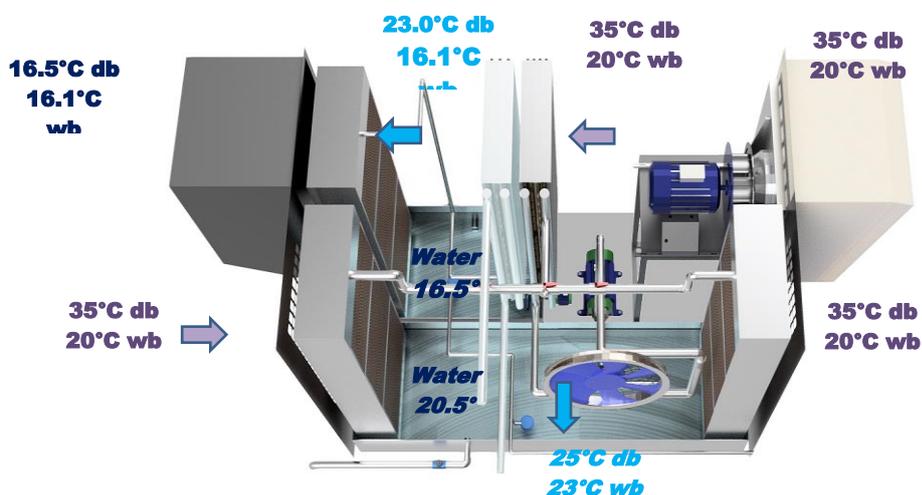
Créée en 2014 et installée à Phoenix (Arizona – US), Intelligent Cooling Technology (« ICT ») a développé une technologie de « Roof-Top adiabatiques ». Commercialisés sous la marque Air2O, cette technologie utilise le principe de l'évaporation de l'eau pour apporter une solution de refroidissement à grande échelle réduisant la consommation électrique de 60% par rapport à une installation traditionnelle.

Activité d'ICT

Les équipements de types Roof-Top, très communément utilisés aux USA, sont des appareils de climatisation / chauffage monobloc tout intégrés, incluant un dispositif de traitement de l'air (filtre, batterie froide / chaude, ventilateur, etc.) ainsi qu'un générateur de chaud / froid. En général disposés en toiture, ils sont rapides à installer car ne nécessitent qu'un raccordement électrique et aéraulique.

La technologie propriétaire mise au point par Air2O est un système très efficace fondée sur un refroidissement hybride par évaporation en deux étapes. L'air extérieur passe dans un premier média adiabatique qui refroidit à la fois l'air et eau qui s'écoule dans un premier bac puis :

- Etape 1 : l'air aspiré à l'extérieur passe dans la batterie refroidie par l'eau du premier bac
- Etape 2 : l'air est refroidi une seconde fois en passant dans le second media alimenté en eau du second bac.



La performance de cette technologie hybride développée par Air2O est supérieure à celle de ses concurrents directs du fait d'un système de contrôle intelligent breveté (ACSESS) qui permet une plus grande flexibilité d'usage des différents composants du système en fonction des conditions climatiques.

Cette régulation mesure l'humidité et la température de l'air extérieur en temps réel pour déterminer une stratégie optimale de refroidissement évitant de passer par des phases inutiles de fonctionnement. De fait, le système consomme en moyenne 60% d'électricité en moins et nécessite une puissance électrique 40% inférieure à des systèmes Roof Top traditionnels.

Le fonctionnement est particulièrement efficace dans les zones où l'air extérieur est chaud et sec. Dans le cas où le taux d'humidité s'élève (temps pluvieux, etc.), l'ajout de batteries d'eau glacée et de stockage de glace permet d'absorber la charge thermique à évacuer. Cette invention récente qui fait l'objet d'un brevet conduit à aspirer l'air du (puis à le renvoyer vers le) bâtiment en fermant l'arrivée d'air extérieur dans le caisson de mélange.



ICT s'est doté d'un bureau d'ingénierie particulièrement expérimenté pour dimensionner les installations pour chaque projet client. Elle utilise pour cela un logiciel propriétaire unique (DEN) afin d'estimer la puissance effective du système d'évaporation durant l'année en fonction de (a) la température voulue par le client (b) la température externe et (c) le niveau d'humidité absolu de l'air. Si la puissance effective du système par évaporation est inférieure à la puissance requise pour fournir le service, un système classique de refroidissement par compression est ajouté au design. Il est d'une taille au moins égale à l'écart maximal entre la puissance requise et la puissance effective du système par évaporation.

Comptant plus d'une trentaine de personnes, ICT s'appuie sur des relations directes avec les manufacturiers et assembleurs chinois de la région de Xianjing. Bien que récente, ICT a déjà commercialisé environ un millier d'unités qui sont déployées dans une dizaine de pays, la plus grosse partie du parc étant située en Amérique du Nord (États Unis et Canada). Les rooftops adiabatiques d'ICT équipent des clients prestigieux comme Ikea, Pepsico, Amazon, Microsoft, Universal Studios, Jaguar, Mall of Qatar, Al Maktoum hospital, Grand Mosque in Saudi Arabia, etc.

Performances et situation d'ICT

ICT a connu son premier exercice commercial en 2018 avec un chiffre d'affaires de USD 3.3m de chiffre d'affaires. Depuis, elle n'a cessé de démontrer une croissance rentable malgré les incertitudes liées au Covid. En 2020, son CA a atteint USD 10,5m en croissance de 14,5% par rapport à 2019. L'EBITDA était de 10,4% en 2020 contre 8,9% l'année précédente.

ICT bénéficie de la tendance lourde du marché de la climatisation en recherche d'efficacité énergétique. Elle est tirée par la forte croissance du marché des rooftops aux USA qui en est de loin le premier marché mondial.

Principaux Risques et Incertitudes

Les principaux risques identifiés par rapport aux développements d'ICT sont les suivants :

- Le renforcement de la concurrence sur le marché de la climatisation industrielle dont certains disposent de solutions hybrides similaires à celle développée par Air2O
- Le renchérissement des coûts des matières premières et des coûts de transport entre la Chine et les USA, et dont la volatilité est susceptible de peser sur les besoins en fonds de roulement
- Les tensions géopolitiques entre les USA et la Chine qui pourraient handicaper des produits ne pouvant se prévaloir du label « made in US »;
- Comme toute entité opérant à l'échelle mondiale, ICT peut être affectée par des facteurs susceptibles d'avoir des répercussions globales, par exemple les fluctuations de change, les restrictions sanitaires, ect.

Développements futurs d'ICT

La société est présente sur plusieurs segments de la climatisation : industries et commerces, agriculture, déshumidification et data centers.



L'axe de développement le plus dynamique identifié par la société est celui des data centres, segment en forte croissance du domaine de l'IT et affichant des besoins combinés important de refroidissement et de maîtrise de leur consommation électrique. A date, la société a déployé 100 unités dédiées à la climatisation de data centres et prévoit que plus de 20% de son activité en 2021 sera représentée par des ventes à ce segment, contre presque rien il y a deux ans.

Recherche et développement chez ICT

ICT poursuit des développements lui permettant de proposer une gamme de produits et de savoir-faire en ingénierie très spécialisés dans les data centers. Dans ce domaine, ces systèmes atteignent des niveaux particulièrement performants avec un Power Unit Ratio (PUR) aussi bas que 1.3.

Par ailleurs, le département ingénierie, fort de ses liens étroits avec des universités américaines de la côte Ouest, développe plusieurs innovations à fort potentiel de croissance.

3.3 Secteur du sport et de la culture

3.3.1 Performances et situation des activités sportives et culturelles

Les performances et la situation financière du secteur du sport et de la culture sont les suivantes :

	2020	2019
	KEUR	KEUR
Chiffre d'affaires	13.841	23.947
Résultat d'exploitation	(12.745)	(4.504)
Profit/(perte) avant impôts	(16.928)	(8.262)
Profit/(perte) de l'exercice	(16.802)	(8.084)
Total Actif	147.611	96.844
Total Passif	88.544	48.422

Le chiffre d'affaires a diminué de EUR 10,1m pendant l'exercice 2020 résultant, principalement de la perte de chiffre d'affaires lié aux activités de la société d'exploitation Hotel Country Club environ EUR 3m contre EUR 8,6m en 2019, soit une diminution d'environ 65%. L'académie a également fait une forte perte de chiffre d'affaires durant l'année 2020, environ 31% de moins qu'en 2019 (soit une variation de EUR 4,7m).

Le résultat d'exploitation a diminué par rapport à l'exercice 2019 de EUR 11,8m. L'EBITDA est de EUR (10,8)m (2019 : EUR 395k).

3.3.2 Mouratoglou Tennis Academy

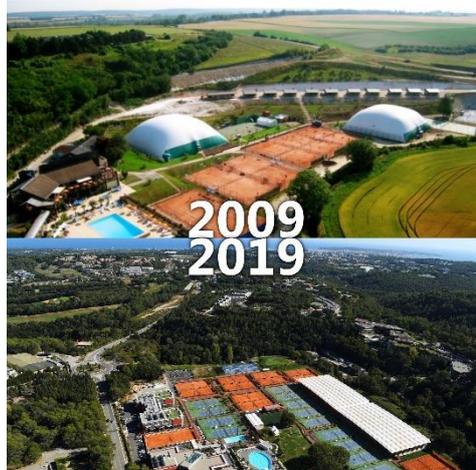
Fondée en 1996, l'académie de tennis nommée Mouratoglou Academy est dédiée à l'entraînement des joueurs de tennis. Grâce à la réputation de son fondateur, Patrick Mouratoglou, l'académie a attiré des joueurs de tennis professionnels tels que Stefanos Tsitsipas, Daniil Medvedev Novak Djokovic, Serena Williams, Marcos Baghdatis Jérémy Chardy, Milos Raonic et David Goffin.



Initialement basée à Montreuil (banlieue de Paris) puis à Thiverval Grignon, elle est maintenant située à Biot (Sophia Antipolis). L'inauguration de la nouvelle académie a eu lieu le 19 septembre

2016, avec les meilleurs joueurs du monde tels que Serena Williams et Novak Djokovic. Aujourd'hui cette structure fait partie du top 5 des académies mondiales. Elle possède à son effigie, 10 titres du grand chelem, 10 titres du grand chelem junior, plus de 40 joueurs dans le top 100 ATP et WTA depuis 1996 et 5 numéros un mondiaux chez les juniors. En plus d'être focalisée sur le tennis, l'académie offre également des activités de fitness qui représentent une activité secondaire.

Le Groupe a amélioré les infrastructures existantes de l'académie en offrant un nouveau complexe pour accueillir les étudiants sur une année complète. Le complexe rénové est composé d'un hôtel/restaurant avec spa et deux piscines, 33 courts de tennis toutes surfaces dont 8 courts ouvertes, plusieurs terrains de paddle extérieurs, un court central, un centre de remise en forme avec piscine couverte et piscine extérieure, un restaurant, un bar, un magasin vendant des articles de tennis, un centre médical de première classe, des salles de réunion ainsi qu'un salon pour accueillir des séminaires et des VIP. Le complexe comprend également l'infrastructure nécessaire pour accueillir les étudiants avec une nouvelle académie et un pensionnat.



L'école de Tennis

Avec plus de 40 nationalités, l'académie de tennis compte des joueurs qui viennent du monde entier, En effet, 80% des sportifs sont étrangers et 20% français. Pour accompagner les joueurs de tennis, l'académie travaille directement avec 40 coachs de tennis, 10 préparateurs physiques et 2 préparateurs mentaux. L'objectif consiste à accompagner les élèves afin qu'il puisse apprendre et s'entraîner de manière intensive sans jamais compromettre leur éducation.

L'école de tennis permet de suivre :

- Un programme « Stage Jeune » : Dans cette formule nous retrouvons les stages intensifs, les stages sous forme de compétition, les stages qui combinent l'apprentissage d'une langue et du tennis et les summer tours etc.
- Un programme « Stage adultes » : Cette formule combine les stages intensifs, les stages demi-journée, les pack famille Week end et padel. 303 stages pour les adultes ont été souscrits en 2020 (249 stages adultes et 54 week-ends).
- Un programme « Tennis-Etude » : Ce programme offre aux jeunes étudiants une formation sportive et scolaire de haut niveau permettant de concilier entraînement intensif, tournois et cursus scolaire aménagé tout au long de l'année. Il y a eu 179 étudiants en sport-études, dont 135 pour le tennis. Sur ces 179 étudiants, il y a 73 nouveaux inscrits, 106 étaient déjà présents l'année précédente. A ces 179 étudiants il faut ajouter 22 « proteam » dont 18 scolarisés. Les « proteam » sont des joueurs de très haut niveau qui ont le potentiel pour figurer parmi les 500 premiers joueurs mondiaux.
- La formule « Centre d'Entrainement » : Ce programme offre un programme centré sur l'entraînement intensif individualisé. Elle est destinée aux joueurs de 16 ans et plus et requiert un niveau minimum d'entrée.
- Et divers autres types de programmes dans l'objectif de développer un vrai centre professionnel

Au total 3.374 cours de tennis ont été dispensés au cours de l'année. Ces chiffres devraient continuer à augmenter au cours des années futures.

Le programme Tennis-Etude

Une équipe de professeurs expérimentés s'adapte aux exigences d'un programme scolaire / tennis intense.

De plus, les petites classes (moins de 15 élèves) sont présentes pour mieux répondre aux besoins de chaque élève.

Les horaires scolaires sont également adaptés pour équilibrer parfaitement la pratique du tennis et le suivi du programme scolaire. Les études nocturnes supervisées, permettant aux étudiants de ne pas accumuler de retard dans leurs études. Tous les efforts mis en place par l'académie permettent qu'il y ait :

- 100% de réussite scolaire (93% de mention au baccalauréat)
- 85% de nos étudiants de dernière année obtiennent une bourse pour rejoindre une université américaine. Les bourses couvrent en moyenne 85% du total des frais. Compte tenu des frais de scolarité élevés des universités américaines (entre USD 25k et USD 60k en fonction de l'université), nos étudiants sont en mesure d'économiser plusieurs milliers de dollars par an, grâce à cette bourse. L'académie offre le premier programme en Europe qui permet de placer les étudiants dans les universités américaines
- 80 % des personnes ayant passés le test sont placées dans le top 50%.
- Placement garanti des étudiants en universités britanniques et européennes

L'académie de tennis Biot figure parmi les meilleures academies de tennis dans le monde et la plupart de ses étudiants sont prêts à entrer dans les universités américaines. L'académie Biot a formé certains joueurs mondialement reconnus.

Infrastructures comprises dans le programme « Tennis-Etude ».

Tout a été conçu pour offrir le confort et l'équipement nécessaire à tous les étudiants. Que ce soit l'Internet haut débit, des salles climatisées, jusqu'au personnel sur place 24h/24 et 7j/7 ou des mesures de sécurité optimales. Les infrastructures de l'internat comprennent :

- 76 chambres avec salle de bain privative, air conditionné et wifi
- 1-3 étudiants par chambre
- 17 salles de classe
- salle d'études & médiathèque
- salle de jeux

En plus des internats, les résidences sont une solution d'hébergement pour les familles qui souhaitent vivre au cœur du complexe. La résidence propose plusieurs appartements confortables à louer : du studio au 3 pièces, avec une cuisine entièrement équipée, un garage et une piscine chauffée. Cette nouvelle infrastructure rassemble tous les meilleurs aspects pour permettre de vivre des moments uniques en famille.

Santé et nutrition

Tous les repas ont été conçus pour le sportif. Des menus sont élaborés par un nutritionniste du sport afin de fournir le bon équilibre en nutriments, pour faire face aux défis physiques rigoureux de nos athlètes. Les repas sains et variés sont tous préparés sur place.

Le Centre Médico-Sportif Mouratoglou bénéficie d'une infrastructure exceptionnelle et d'équipements technologiques de pointe, pour vous assurer un service médical optimal. Les académiciens bénéficient d'un accès aux soins médicaux et de kinésithérapie, à des Bassins d'immersion et des séances de massages de récupération et séances d'ostéopathie. Le service premium rassemble certains des meilleurs spécialistes en Europe.



Actuellement le Mouratoglou Tennis Academy travaille avec de nombreux partenaires qui soutiennent et accompagnent l'établissement.

L'hôtel et le restaurant

Situé au sein de la technopole Sophia Antipolis, à deux pas d'Antibes et à 15km de l'aéroport de Nice, le « Mouratoglou Hotel et Resort » anciennement appelé le Beachcomber French Riviera est bordé par un parc de 13 hectares. Cet établissement quatre étoiles est bien plus qu'un hôtel, pour le sport, la remise en forme et la détente. On y trouvera une équipe pluridisciplinaire, vous proposant des soins de kinésithérapie, cryothérapie, balnéothérapie, ostéopathie, ainsi qu'un accompagnement particulier pour les sportifs. Le centre médical est également ouvert à la clientèle extérieure, sportive ou non. Il offre également des espaces dédiés aux séminaires et aux banquets.



L'Hôtel a une capacité de 155 chambres. Le prix de la chambre d'hôtel varie entre 150 euros pour une chambre double à 450 euros pour la suite. L'hôtel et le restaurant sont en partie occupés par les étudiants de tennis et leurs familles, le reste étant composé par des clients d'entreprises et des séminaires.

Principaux risques et incertitudes liés au sport

Le secteur du sport fait face à plusieurs risques et incertitudes décrits comme suit :

- Risque lié à la réputation de l'académie

Le principal atout de l'académie est sa réputation et sa capacité à former les futurs talents. Tout impact négatif sur la réputation de l'académie aurait de graves répercussions sur le nombre d'élèves et sur celui des formations hebdomadaires. Le Groupe travaille en permanence avec ses entraîneurs, afin de maintenir un niveau de performance très élevé.

- Risque lié aux conditions météorologiques

Le Groupe a décidé de déménager son académie de tennis de la région de Paris vers le sud de la France. La nouvelle académie est située sur la Côte d'Azur, région qui bénéficie de 320 jours de soleil par an. Le Groupe a également construit des courts de tennis en plein air à l'ombre afin de permettre la pratique du tennis durant la période la plus chaude de l'année.

- Les incertitudes liées à l'amélioration de l'académie Biot

Le Groupe est confronté au risque que les améliorations réalisées sur l'académie Biot ne donnent pas lieu à l'augmentation attendue au niveau des demandes d'entraînements hebdomadaires et « bourses » pour jeunes sportifs. Cela viendrait impacter la rentabilité et le projet. Des coûts importants ont été engagés afin de réaliser ces améliorations.

Développement futurs en matière de sport

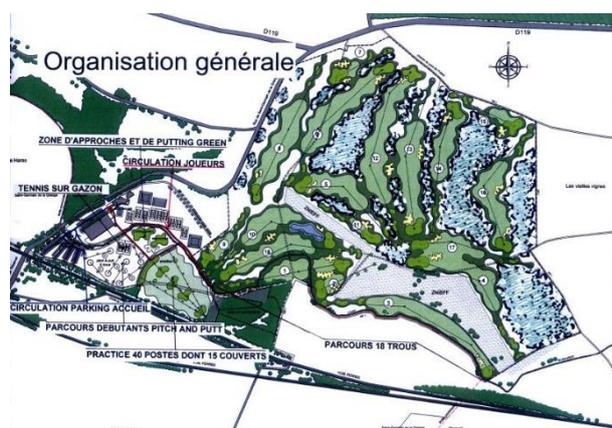
Le site de Thiverval est maintenant revenu à une configuration de club de sport avec une dominante fitness à laquelle se rajoute deux piscines et quelques courts de tennis. Une extension avec un golf fait partie des projets à moyen terme.

La nouvelle académie de tennis à Biot est opérationnelle depuis le 1^{er} juillet 2016, et sa structure ne devrait plus connaître que des ajustements à la marge. L'objectif est maintenant d'utiliser les installations à pleine capacité, et développer des événements apportant de la visibilité et de la notoriété au site, à l'instar de la première édition du tournoi ATP Verrazzano qui a eu lieu en avril 2017, du Mouratoglou Open en avril 2019 ou encore de l'UTS, « Ultimate Tennis Showdown », un nouveau format de compétition de tennis lancé en 2020 par Patrick Mouratoglou et diffusé dans plus de 100 pays avec des joueurs de renom tels que Dominic Thiem, Alexander Zverev, Matteo Berrettini, Grigor Dimitrov, Daniil Medvedev, Fabio Fognini, ou encore Stefanos Tsitsipas

En travaux depuis six ans, le golf de Thiverval-Grignon (Yvelines) devrait ouvrir en 2023. Un parcours de 18 trous et une zone d'entraînement seront réalisés.

Situé à la fois sur les communes de Thiverval-Grignon et Saint-Germain-la-Grange, le golf comprendra un parcours de 18 trous. Une zone d'entraînement sera réalisée en contrebas. Elle comprendra un practice et un petit parcours de 6 trous « avec de vrais greens de 400 m² ». Ce sera un golf adapté à tous les joueurs.

Un système de récupération des eaux de pluie sera mis en place et permettra d'arroser les greens. Pour accueillir cette nouvelle clientèle de golfeurs, le parking du Liberty sera agrandi de 170 places.



3.4 Autres

Cet intitulé regroupe les fonds disponibles par le Groupe qui servent à financer les trois activités stratégiques : Énergies, Industries et Sport.

Le Groupe diversifie ses fonds dans plusieurs investissements qui sont principalement : investissements cotés et non cotés à long terme, investissements cotés à court terme et placements immobiliers.

Les performances et la situation financière du segment « Autres » sont les suivantes :

	2020	2019
	KEUR	KEUR
Chiffre d'affaires	1.591	1.614
Résultat d'exploitation	(9.570)	(9.116)
Profit/(perte) avant impôts	11.572	42.047
Profit/(perte) de l'exercice	11.155	41.311
Total Actif	206.351	242.229
Total Passif	33.050	46.621

Le Groupe a finalisé le re-développement et la vente d'espaces immobiliers permettant de générer un chiffre d'affaires conséquent sur cette opération. Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué des facturations pour services de gestion et pour la cession de biens immobiliers.

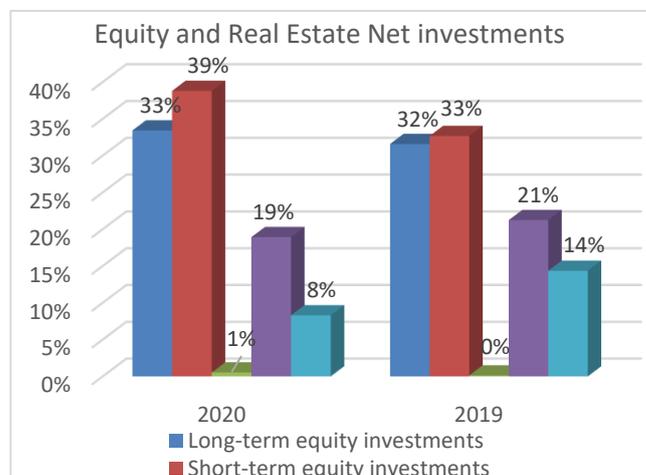
Les gains résultant des placements à court terme sont comptabilisés dans les résultats financiers. Ceux provenant des placements à long terme sont comptabilisés dans les résultats financiers à la cession des investissements, et s'ils ne sont pas réalisés, les gains sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

La répartition des actifs entre les types d'investissement est la suivante :

	2020	2019
	KEUR	KEUR
Placements à long terme	68.987	76.527
Investissements en capitaux propres à court terme	80.074	79.149
Biens immobiliers	1.101	310
Trésorerie et dépôts	39.055	51.461
Autres	17.134	34.782
	206.351	242.229

3.4.1 Placements à long terme

Les placements à long terme du Groupe sont classés en 3 catégories : les investissements dans des co-entreprises et entreprises associées, les prêts et les créances ainsi que les placements en instruments de capitaux propres.



La répartition des investissements dans chaque catégorie est la suivante :

	2020	2019
	KEUR	KEUR
Investissement dans des associés et des co-entreprises	2.343	3.645
Prêts et créances	7.595	7.830
Placements en instruments de capitaux propres et autres actifs financiers	59.049	65.052
	68.987	76.527

Le Groupe détient des participations dans lesquelles il exerce une influence notable sur l'exploitation et les décisions financières à travers sa participation au sein du conseil de gestion des investissements. Ces investissements sont davantage détaillés et analysés ci-après.

Le Groupe a fourni un financement à ces investissements qui est inclus dans « Prêts et Créances ».

Les placements en instruments de capitaux propres et autres actifs financiers représentent des investissements détenus à des fins de long terme dans des fonds et dans des petites entreprises privées. Ces investissements sont détaillés et analysés ci-après.

Associés et co-entreprises

Les investissements dans les entreprises associées et co-entreprises représentent des placements privés dans les entités suivantes :

	2020	2019
	KEUR	KEUR
Bois Fleuri SA	1.481	1.525
Eco Chic LLC	11	1.210
Maison de Vignon	851	900
Infralion PPP	-	-
Autres	-	10
	2.343	3.645

Bois Fleuri gère un camping 5 étoiles et un parc résidentiel de loisirs dans le sud de la France. Eco Chic est une boutique cosmétique spécialisée dans les produits de beauté bio. Infralion détient un placement immobilier.

Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé EUR (2.177k) de gains découlant de sa participation aux résultats des entreprises associées et co-entreprises (2019 : EUR 1.520k de gains).

Cette perte résulte principalement des résultats générés par Infralion PPP ainsi que ceux d'Eco Chic qui s'explique pour le développement continu de ses activités de vente au détail par l'ouverture de nouveaux points de vente.

Cette situation devrait se poursuivre dans les années futures aussi longtemps que le niveau de développement des points de vente de Eco Chic ne permettra pas d'absorber les coûts d'implantation de nouveaux magasins.

Placements en instruments de capitaux propres

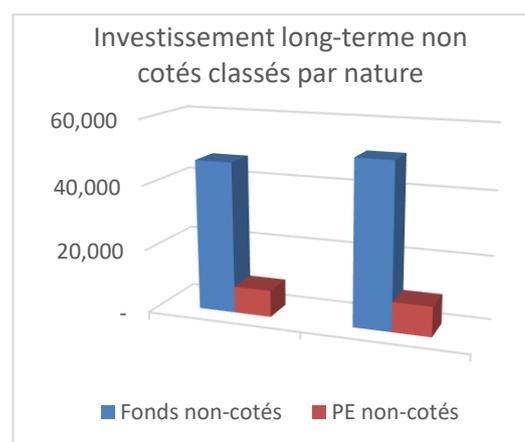
Les placements en instruments de capitaux propres représentent principalement des investissements dans des sociétés non cotés. De même, le Groupe a également réalisé des investissements dans des titres en actions cotées. Les investissements les plus importants détenus par le Groupe sont détaillés comme suit :

	2020		2019	
	KEUR	%	KEUR	%
Five Arrows Principal Investments International II SCSp	10.771	18%	9.714	15%
Qumra Capital I	6.346	11%	7.005	11%
PAI Europe VI SCSP	4.515	8%	4.269	7%
I-Ten	3.736	6%	3.736	6%
MI Homair Vacances FPCI	2.949	5%	5.866	9%
Editura Adevarul	2.803	5%	3.148	5%
Montefiore Investment III	2.651	4%	3.336	5%
Five Arrows Principal Investments International Feeder II	2.617	4%	3.142	5%
ERES III	2.481	4%	1.556	2%
Eco CO2 Holding	2.468	4%	910	1%
Next World Capital II LP	2.097	4%	2.626	4%
QS Donuts	1.587	3%	1.917	3%
Truffle Capital II	1.740	3%	1.325	2%
Five Arrows Principal Investments III SCSp	1.459	2%	691	1%

PAI Europe VI FPCI	1.077	2%	998	2%
QS Direct SI 2 SCA SICAR	1.042	2%	1.566	2%
Quinten SAS	1.001	2%	1.001	2%
Five Arrows Autobench S.à r.l.	909	2%	1.686	3%
NovEnergia II	58	0%	1.179	2%
Nautilus Co-Invest	-	0%	1.444	2%
Other	3.101	5%	3.246	5%
Total investissements en capital non cotés	55.408	94%	60.361	94%
Attica Bank	135	0%	235	1%
Moderna Therapeutics Inc.	-	0%	797	2%
Equipe de France	3.506	6%	3.659	6%
Total des placements en instruments de capitaux propres	59.049	100%	65.052	103%

Les investissements en capitaux propres non cotés du Groupe sont représentés par des investissements dans des fonds et dans de petites entreprises privées. Ils peuvent être divisés par nature ainsi que démontré dans le graphique ci-contre.

En rapport avec les placements en instruments de capitaux propres, le Groupe a comptabilisé une réserve de EUR 13.444k au 31 décembre 2020 (2019 : EUR 12.854k). Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé des corrections de valeurs nettes sur les valeurs de placements en instruments de capitaux propres dans la réserve pour juste valeur des placements en instruments de capitaux propres pour EUR 1.738k et EUR 1.685k ont été reclassés de la réserve au compte de résultat.



3.4.2 Investissements en titres à court terme

Les investissements en capitaux propres à court terme sont majoritairement représentés par valeurs mobilières cotées.

Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé en résultat global un gain de EUR 8.109k (2019 : EUR 22.845k). Résultant de distribution de dividendes, gain de réévaluation et gain de cession sur ces valeurs mobilières.

3.4.3 Description des principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes du Groupe liés au segment « Autres » se rapportent à l'évaluation de ses investissements.

Les investissements cotés sont principalement cotés à la bourse française pour lesquels les risques sont liés aux aléas des marchés financiers et plus spécifiquement du marché français.

4 ACTIVITES DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Les activités de recherche et de développement réalisées par le Groupe font partie de l'objectif constant du Groupe d'économiser les ressources naturelles grâce à des solutions innovantes pour répondre aux nouvelles exigences environnementales et industrielles. Le Groupe dispose d'importantes activités de R&D avec le développement continu des technologies TMW, Orège, Osmos, SIAP+Micros, Fafco, Cryogel, Accenta et ICT.

Le Groupe continue à développer ses technologies existantes et à investir dans le but d'identifier des technologies nouvelles et plus efficaces.

5 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers du Groupe sont essentiellement représentés par : pour les actifs financiers ; trésorerie, créances commerciales et autres créances, investissements et prêts cotés et non cotés ainsi que par les passifs financiers ; prêts et emprunts, dettes commerciales et autres dettes et instruments de couvertures (swaps).

Le Groupe a une utilisation très limitée des instruments financiers dérivés, représentés essentiellement par des swaps de taux d'intérêt et par des contrats de couvertures sur les prix de ventes d'électricité, l'utilisation de ces instruments résultant principalement des activités dans le secteur de l'énergie.

La politique du Groupe est d'investir les ressources disponibles, via son segment « Autres », et de maximiser le rendement de ces ressources dans le but de les utiliser pour financer les activités des trois segments primaires.

Le Groupe a plusieurs emprunts bancaires portant des taux d'intérêt variables. Le Groupe couvre le risque du taux d'intérêt variable en utilisant des instruments de swap. En raison de la situation financière actuelle sur le marché mondial et le marché de l'Euro en particulier, les instruments de swap représentent des passifs pour le Groupe puisque le taux fixe est actuellement plus élevé que le taux variable selon le contrat de prêt.

Le Groupe a également conclu un contrat d'option d'achat et de vente sur les titres de Total Eren Holding avec Total. Ces options sont exerçables en 2023.

6 ACTIONS PROPRES

Au cours de l'année 2020, la Société a procédé au rachat de certaines de ses actions propres. La Société a racheté 158.228 titres pour une valeur de EUR 964k. Les actions de la Société n'ont pas de valeur nominale et le pair comptable est de EUR 3,80 par action.

Au 31 décembre 2020, la Société détient des actions propres pour EUR 12.845k (2019: EUR 11.881k) représentant 2.002.336 actions, soit 1,4% du capital souscrit.

7 EVENEMENTS POST-CLOTURE

Les événements importants post-clôture du Groupe sont les suivants :

7.1 Secteur de l'énergie

Au niveau des activités liées à l'énergie le Groupe a mis en service un grand nombre d'actifs depuis le début de l'année 2021. Ces actifs sont :

- Le parc solaire de Kiamal - le parc photovoltaïque de 256,5MWp à Victoria, Australie fonctionne à pleine capacité depuis janvier 2021 et tous les PPA sont en vigueur.
- Vientos Los Hércules - le parc éolien de 97,2MW construit en Argentine a été achevé dans la seconde moitié de février 2021.
- Syvash - Le contrat EPC a été résilié au début du mois de mars en raison du manquement de l'entrepreneur EPC à ses obligations dans le cadre de ce contrat ; par conséquent, la société de projet a mis fin au contrat de fourniture de turbines avec Nordex. A la mi-avril 48 turbines sur 63 étaient en fonctionnement. Les turbines restantes seront probablement mises en service commercial dans les prochaines semaines.
- Santa Isabel - le parc photovoltaïque a produit ses premiers kWh fin avril et la mise en service complète a été effective en juin 2021 (190MW).
- Caramulo - Ce parc éolien a été construit au Portugal, achevé lors du second trimestre 2021 à une capacité de 24MW.
- Terra Santa et Maral, sont deux projets éoliens Brésilien qui seront totalement achevés avant la fin de l'année 2021, mise en service prévu de 160MW.
- Le projet SECI III détenu par la société Cité (co-entreprise) est également achevé courant du second semestre 2021 et a une capacité de 300MWac.
- Tarlac, mise en service aux Philippines en août 2021.
- Konzani, mise en service en octobre 2021.

Une fois la mise en service terminée, la capacité brute supplémentaire totale depuis le début de 2021 dépassera 1.400 MW.

Du côté des acquisitions, le Groupe a acquis un parc photovoltaïque, Battambang, à 100%, en septembre 2021, de 73MW au Cambodge.

7.2 Secteur de l'industrie

ESE Solar, est une société dont le Groupe a acquis 70% de son capital social et de ses droits de vote par le biais de la société Eren TES. ESE Solar a pour objet, le négoce de technologies et de produits ou prestations associés dans le domaine de l'énergie solaire thermodynamique.

Le Groupe a également effectué un investissement dans la société Delta Dore INC et a acquis 40% du capital social de cette dernière par l'acquisition à 100% de la société Delta Dore EMS. Delta Dore Inc a pour objet le développement des moyens de contrôle de la consommation énergétique des bâtiments.

7.3 Secteur du sport et de la culture

Dans le cadre de ses activités sportives, le Groupe a créé au premier semestre 2021, « Mouratoglou Merchandise » et « Mouratoglou Retail » qui sont des sociétés à des fins commerciales afin de promouvoir la marque Mouratoglou ou acheter vendre toutes marques d'accessoire de sport.

En janvier 2021, dans le cadre de son développement de production audiovisuelle lié au sport, le Groupe a développé la société « Mouratoglou Production » qui lui permet de produire pour son compte ou le compte de tiers, du contenu vidéo, digitale ou sonore.

P. Dagallier
Président du
Directoire

A. Robillard
Membre du
Directoire

J. Decembry
Membre du
Directoire

Au 31 décembre 2020, les membres du Directoire et du Conseil de surveillance sont les suivants :

Directoire :

Pierre Dagallier (Président)

Alain Robillard

Jonathan Decembry

Conseil de surveillance

Pâris Mouratoglou (Président)

Catherine Mouratoglou

Patrick Mouratoglou

Philippe Mouratoglou

David Corchia

Elie Cohen

Armando Manca di Villahermosa

Le Réviseur d'entreprises agréés de la Société est :

RSM Audit Luxembourg S.A.

6, Rue Adolphe

L-1116 Luxembourg

(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DECEMBRE 2020

	Notes	31 déc 2020 k EUR	31 déc 2019 k EUR
ACTIF			
Actif non-courant			
Immobilisations corporelles	15	2.578.949	2.486.514
Immobilisations incorporelles	16-17	281.493	255.278
Investissement dans des entreprises associées et des co-entreprises	9-10	77.273	67.943
Autres actifs financiers non courants	26.1	184.958	92.055
Trésorerie restreinte ou bloquée non courante	19	46.611	47.514
Autres créances non courantes	23	1.597	27.709
Autres actifs non courants	18	2.194	1.916
Impôts différés actif	14.3	92.300	88.250
		3.265.375	3.067.179
Actif courant			
Autres actifs financiers courants	26.1	107.558	87.143
Trésorerie restreinte ou bloquée courante	19	38.364	95.626
Clients et autres débiteurs	23	227.909	189.828
Autres actifs courants	18	19.439	16.087
Trésorerie et dépôts court-terme	19	482.770	557.434
		876.040	946.118
Actifs détenus en vue de la vente	7	16.058	4.600
Total actif		4.157.473	4.017.897
CAPITAUX PROPRES & PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	20	561.986	561.986
Prime d'émission		6.861	6.861
Actions propres		(12.845)	(11.881)
Autres réserves de capital		600	340
Autres composantes des capitaux propres		3.618	2.113
Résultats reportés		192.420	132.004
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		752.640	691.423
Intérêts minoritaires	8	685.684	630.901
Total des capitaux propres		1.438.324	1.322.324
PASSIF			
Passif non courant			
Prêts et emprunts non courants	26.2	1.998.738	2.031.878
Autres passifs financiers non courants	26.3	66.118	76.643
Provisions non courantes	21	23.929	35.556
Autres dettes non courantes	24	21.390	1.356
Produits différés non courants	22	34.018	31.560
Impôts différés passifs	14.3	183.259	150.948
		2.327.452	2.327.941
Passif courant			
Prêts et emprunts courants	26.2	218.152	220.641
Autres passifs financiers courants	26.3	5.708	1.599
Provisions courantes	21	662	4.192
Fournisseurs et autres créditeurs	24	149.271	119.567
Produits différés courants	22	16.415	18.390
		390.208	364.389
Total passif		2.717.660	2.692.330
Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente	7	1.489	3.243
Total des capitaux propres et du passif		4.157.473	4.017.897

(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RESULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2020

	Notes	2020 k EUR	2019 k EUR
Chiffre d'affaires	11	405.550	328.780
Matières premières et consommables utilisés		(19.894)	(8.360)
Frais de personnel	12.1	(47.094)	(47.432)
Autres charges d'exploitation	12.3	(142.411)	(121.919)
Autres produits d'exploitation	12.4	52.648	22.345
Autres résultats opérationnels	12.5	92.602	(3.507)
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	12.6	(126.527)	(104.047)
Résultat d'exploitation		214.874	65.857
Charges financières	13	(93.191)	(70.662)
Produits financiers	13	13.295	34.549
Autres produits et charges financières	13	(14.372)	15.972
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des co-entreprises	9-10	(7.315)	840
Résultat avant impôts		113.291	46.556
Impôts sur les résultats	14	(14.222)	(8.881)
Résultat de l'exercice des activités poursuivies		99.069	37.675
Résultat de l'exercice des activités abandonnées	7	-	(107)
Résultat de l'exercice		99.069	37.568
Résultat de l'exercice attribuable aux :			
Part du Groupe		64.431	24.261
Part des intérêts minoritaires		34.638	13.307
		99.069	37.568
Autres éléments du résultat global			
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres recyclables en résultat :			
Gains/(pertes) nettes des instruments de couvertures		61.786	(11.997)
Ecart de conversion provenant de la conversion des entités étrangères		(27.548)	1.068
Gains/(pertes) nettes des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		(3.861)	102
		30.377	(10.827)
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres qui ne sont pas recyclables en résultat :			
Gains/(pertes) de réévaluation des régimes à prestations définies		(90)	(57)
Gains/(pertes) nettes sur juste valeur des placements en instruments de capitaux propres		(1.017)	(8.342)
Gains/(pertes) nettes de réévaluations		-	(1)
		(1.107)	(8.400)
Total des autres éléments du résultat global de l'exercice, net d'impôt		29.270	(19.227)
Total du résultat global de l'exercice, net d'impôt		128.339	18.341
Total du résultat global de l'exercice attribuable aux :			
Part du Groupe		66.352	9.893
Part des intérêts minoritaires		61.987	8.448
		128.339	18.341

(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2020

Notes	Attribué aux actionnaires de la société mère					Résultats reportés	Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Autres réserves de capital	Autres composantes des capitaux propres				
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Au 1 janvier 2019	561.986	6.861	(4.000)	235	14.109	115.580	694.771	288.531	983.302
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	24.261	24.261	13.307	37.568
Autre résultat global	-	-	-	-	(14.368)	-	(14.368)	(4.859)	(19.227)
Total du résultat global	-	-	-	-	(14.368)	24.261	9.893	8.448	18.341
Rachat d'actions	20.3	-	(7.881)	-	-	-	(7.881)	-	(7.881)
Acquisition d'intérêts minoritaires		-	-	4	2.362	(7.727)	(5.361)	282.794	277.433
Regroupement d'entreprises		-	-	-	3	(192)	(189)	506	317
Changements dans le périmètre de consolidation		-	-	-	-	(22)	(22)	53.840	53.818
Dividendes distribués		-	-	-	-	-	-	(3.874)	(3.874)
Absorption des pertes		-	-	-	-	(135)	(135)	656	521
Paiements fondés sur des actions		-	-	347	-	-	347	-	347
Autres mouvements		-	-	(246)	7	239	-	-	-
Au 31 décembre 2019	561.986	6.861	(11.881)	340	2.113	132.004	691.423	630.901	1.322.324
Au 1 janvier 2020	561.986	6.861	(11.881)	340	2.113	132.004	691.423	630.901	1.322.324
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	64.431	64.431	34.638	99.069
Autre résultat global	-	-	-	-	1.921	-	1.921	27.349	29.270
Total du résultat global	-	-	-	-	1.921	64.431	66.352	61.987	128.339
Rachat d'actions	20.3	-	(964)	-	-	-	(964)	-	(964)
Acquisition d'intérêts minoritaires		-	-	(215)	(287)	(4.957)	(5.459)	(3.346)	(8.805)
Regroupement d'entreprises		-	-	-	-	-	-	(125)	(125)
Changements dans le périmètre de consolidation		-	-	-	(135)	(81)	(216)	1.597	1.381
Dividendes distribués		-	-	-	-	-	-	(5.300)	(5.300)
Absorption des pertes		-	-	-	-	(1)	(1)	1	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	1.474	-	-	1.474	-	1.474
Transferts		-	-	(999)	6	1.024	31	(31)	-
Au 31 décembre 2020	561.986	6.861	(12.845)	600	3.618	192.420	752.640	685.684	1.438.324

(Tous les montants sont en keuros, sauf indication contraire)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2020

	Notes	2020 k EUR	2019 k EUR
Résultat de l'exercice avant impôts		113.291	46.556
Résultat de l'exercice des activités abandonnées		-	(107)
Ajustement pour réconcilier le résultat aux flux de trésorerie nets :		119.866	128.149
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	12.6	119.112	96.534
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles (Gain)/Perte sur cession	12.6	7.138	8.529
Impact des réévaluations de change		2.705	621
Quote-part dans le (bénéfice)/perte des entreprises mises en équivalence	9-10	19.922	4.107
Autres (produits) et charges financières	13	7.315	(840)
Autres ajustements		75.657	20.142
		(111.983)	(944)
Variations des provisions, avances et subventions		(3.759)	14.808
Variations liées aux avantages du personnel		(1.106)	3.176
Variation du besoin en fonds de roulement		6.396	(44.027)
Intérêts payés		(920)	(2.010)
Intérêts reçus		1.194	998
Impôts sur le résultat payés		(18.987)	(32.409)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitations		215.975	115.140
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	15-16	(387.022)	(655.000)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles		5.045	10.572
Variation nette sur opérations de location-financement		70	183
Investissement dans des entreprises associées, des co-entreprises et des filiales		(41.610)	(461.999)
Produits de cession des investissements dans des entreprises associée, des co-entreprise et filiales		113.090	840
Dividende reçu de co-entreprises et associés		2.487	3.249
Flux nets de trésorerie liés aux participations à la juste valeur		5.195	104.168
Variation nette de prêts octroyés à des tiers		(5.164)	406
Intérêts reçus sur des prêts à des tiers		2.013	2.419
Variation nette de trésorerie restreinte ou bloquée		52.649	(83.427)
Acquisitions / Produits provenant d'autres instruments financier (investissement)		175	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissements		(253.072)	(1.078.587)
Activités de financement			
Transactions nettes avec intérêts minoritaire		(9.256)	218.233
Paiements pour racheter les actions de l'entité	20.3	(964)	-
Dividende versé aux actionnaires de la société mère (uniquement pour Eren Groupe)		-	(3.452)
Dividende payé aux intérêts minoritaires	8	(6.619)	(2.528)
Capital des filiales payé par les intérêts minoritaires		3.402	103.653
(Décaissements) sur opérations de location-financement		(6.410)	(4.784)
Emissions d'obligations		89.495	18.544
Remboursement d'obligations		(49.404)	(32.095)
Emissions d'emprunts bancaires		261.851	1.011.664
Remboursement d'emprunts bancaires		(232.196)	(102.329)
Emissions d'autres emprunts		6.028	13.817
Remboursement d'autres emprunts		(6.196)	(573)
Coûts de transaction sur émission d'emprunts		(1.339)	(32.279)
Intérêt payé sur emprunts		(76.414)	(62.130)
Produit de subvention d'état		157	-
Achat/produit s'autres instruments financiers		(74)	(2.645)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financements		(27.939)	1.123.096
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	19	556.520	394.832
Écart de change de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(8.575)	2.039
Cash et équivalent inclus dans un groupe en vue d'être cédé		(1.416)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	19	481.493	556.520

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

1 INFORMATIONS GENERALES

EREN Groupe SA (la « Société » ou « EREN Groupe ») a été constituée pour une durée illimitée le 23 décembre 1991 sous forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

Le siège social est établi au 4, rue Willy Goergen L-1636 Luxembourg.

La Société est la société mère du groupe EREN qui comprend la Société et ses filiales, désignées collectivement comme le « Groupe ». Des informations sur la structure du Groupe sont fournies à la note 5.

L'exercice de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le Groupe a trois branches d'activités principales : Énergie, Industrie et Sport.

L'activité principale de la Société est la détention et la gestion de participations directes ou indirectes dans des entreprises. La Société anime et contrôle le fonctionnement opérationnel de ses filiales.

1.2 Déclaration de conformité aux IFRS

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (« IFRS » : normes comptables internationales) telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB » : conseil international des normes comptables) et approuvées par l'Union européenne.

Les états financiers consolidés du Groupe EREN pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés par le Directoire en date du 30 novembre 2021.

1.3 Base d'établissement des comptes consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés selon les principes comptables décrits à la note 2.

La Société ne remplissant pas les conditions rendant obligatoire l'application des normes IFRS 8 *Segments d'exploitation* et IAS 33 *Gain par Action*, la Société a décidé de ne pas les appliquer.

Les états financiers consolidés ont été préparés en respectant le principe du coût historique, à l'exception des biens d'investissement, des instruments financiers dérivés, des actifs financiers de placements en instruments de capitaux propres qui ont été évalués à la juste valeur. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

Conformément à l'évaluation réalisée par le Directoire, les états financiers consolidés ont été élaborés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés fournissent des informations comparatives par rapport à la période précédente.

1.4 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et de ses filiales.

Ces filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle direct ou indirect, tel que défini dans les principes comptables.

Le Groupe a également des investissements dans des entreprises associées et des co-entreprises, qui sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce soit une influence notable, soit un contrôle conjoint.

Le périmètre du Groupe et les investissements dans des entreprises associées et des co-entreprises sont décrits dans la note 5.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2 RESUME DES PRINCIPAUX PRINCIPES COMPTABLES

Les principaux principes comptables appliqués dans la préparation des états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

2.1 Consolidation

2.1.1 Filiales

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers du Groupe et de ses filiales au 31 décembre 2020. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle direct ou indirect.

Le contrôle est atteint lorsque le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité détenue et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Plus précisément, le Groupe contrôle une entreprise détenue si et seulement si le Groupe :

- A le pouvoir sur l'entreprise détenue (à savoir des droits qui lui donnent une capacité réelle de diriger les activités pertinentes de l'entreprise détenue).
- Est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entreprise détenue, et
- A la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entreprise détenue de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Lorsque le Groupe évalue s'il contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement, le Groupe considère tous les faits et circonstances pertinents pour déterminer s'il a le pouvoir sur une entreprise, y compris :

- Les dispositions contractuelles avec les autres détenteurs d'un droit de vote dans l'entreprise détenue
- Les droits découlant d'autres dispositions contractuelles
- Les droits de vote et les droits de vote potentiels du Groupe

Le Groupe réévalue s'il contrôle une entreprise détenue lorsque les faits et les circonstances indiquent qu'il y a des changements à un ou plusieurs niveaux des trois éléments de contrôle. La consolidation d'une filiale commence lorsque le Groupe obtient le contrôle sur une filiale et cesse lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale. Le résultat net ou les autres éléments du résultat global des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont comptabilisés à partir de la date effective de l'acquisition ou jusqu'à la date effective de cession.

Le résultat et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux actionnaires de la société mère et aux actionnaires minoritaires, même si cela se traduit par des intérêts minoritaires ayant un solde déficitaire. Si nécessaire, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient en conformité avec les principes comptables du Groupe. Tous les actifs et le passif intra-Groupe, capitaux propres, revenus, dépenses et flux de trésorerie liés aux transactions entre les sociétés du Groupe sont entièrement éliminés en consolidation.

Un changement dans la détention d'une filiale, sans perte de contrôle, est comptabilisé directement en capitaux propres. Si le Groupe perd le contrôle sur une filiale, elle :

- Décomptabilise les actifs (y compris les écarts d'acquisition) et le passif de la filiale
- Décomptabilise la valeur comptable des intérêts minoritaires
- Décomptabilise les écarts de conversion cumulés comptabilisés en capitaux propres
- Comptabilise la juste valeur de la contrepartie reçue
- Comptabilise la juste valeur d'un investissement conservé
- Comptabilise tout excédent ou déficit dans le résultat global
- Reclasse la part du Groupe précédemment comptabilisée dans les autres éléments du résultat global en résultat ou en résultat reportés, selon le cas, comme cela serait nécessaire si le Groupe avait cédé directement les actifs ou passifs correspondants.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.1.2 Investissement dans une entreprise associée et une co-entreprise

Un associé est une entité sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Une influence notable signifie que le Groupe a le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, mais n'a aucun contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Une co-entreprise est un type d'accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs nets de la co-entreprise. Le contrôle conjoint est le partage convenu par contrat du contrôle, qui existe seulement lorsque les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les éléments pris en compte pour déterminer une influence notable ou un contrôle conjoint sont semblables à ceux qui sont nécessaires pour déterminer le contrôle sur les filiales.

Les investissements du Groupe dans les entreprises associées et les co-entreprises sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Selon la méthode de la mise en équivalence, l'investissement dans une entreprise associée ou une co-entreprise est initialement comptabilisé sur la base du coût. La valeur comptable de l'investissement est ajustée pour tenir compte des changements dans la part du Groupe des actifs nets de l'entreprise associée ou co-entreprise depuis la date d'acquisition. L'écart d'acquisition relatif à l'entreprise associée ou co-entreprise est inclus dans la valeur comptable de l'investissement et n'est ni amorti, ni testé individuellement pour dépréciation.

L'état du résultat global reflète la part du Groupe dans les résultats d'exploitation de l'entreprise associée ou co-entreprise. Tout changement dans les autres éléments du résultat global de ces entreprises détenues est présenté comme faisant partie des autres éléments du résultat global du Groupe. En outre, quand il y a eu un changement comptabilisé directement dans les capitaux propres de l'entreprise associée ou co-entreprise, le Groupe reconnaît sa part de tout changement, le cas échéant, dans l'état des variations des capitaux propres. Les gains et les pertes non réalisés résultant de transactions entre le Groupe et l'entreprise associée ou co-entreprise sont éliminés proportionnellement à l'intérêt dans l'entreprise associée ou co-entreprise.

Le total de la part du Groupe dans le résultat d'une entreprise associée et une co-entreprise est indiqué dans l'état du résultat global en dehors du résultat d'exploitation et représente un résultat après impôts et intérêts minoritaires dans les filiales de l'entreprise associée ou co-entreprise.

Les états financiers de l'entreprise associée ou co-entreprise sont préparés pour le même exercice comptable que le Groupe. Si nécessaire, des ajustements sont apportés pour aligner les principes comptables avec ceux du Groupe.

Après l'application de la mise en équivalence, le Groupe détermine s'il est nécessaire de comptabiliser une perte de valeur sur son investissement dans son entreprise associée ou co-entreprise. A chaque date d'arrêté des comptes, le Groupe détermine s'il y a des preuves objectives que l'investissement dans l'entreprise associée ou la co-entreprise a perdu de la valeur. En présence d'une telle preuve, le Groupe calcule le montant de la perte de valeur comme la différence entre la valeur recouvrable de l'entreprise associée ou co-entreprise et sa valeur comptable, puis comptabilise la perte comme 'Autres produits et charges financières' dans l'état du résultat global.

Sur la perte d'influence notable sur l'entreprise associée ou le contrôle conjoint sur la co-entreprise, le Groupe mesure et comptabilise tout investissement conservé à sa juste valeur. Toute différence entre la valeur comptable de l'entreprise associée ou co-entreprise sur la perte d'influence notable ou contrôle conjoint et la juste valeur de l'investissement conservé et le produit de cession est comptabilisée dans le résultat global.

2.2 Les regroupements d'entreprises

Le Groupe applique la méthode de l'acquisition pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises. Le coût d'une acquisition est évalué comme le total de la contrepartie transférée évaluée à la date de l'acquisition à la juste valeur et le montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise. Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe décide s'il faut mesurer

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise à la juste valeur ou suivant la part proportionnelle de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises en cours, le Groupe décide s'il faut mesurer les intérêts minoritaires suivant la part proportionnelle de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Les coûts d'acquisition sont enregistrés en charges dans l'exercice de réalisation.

Le Groupe comptabilise les actifs identifiables acquis et les passifs pris en charge dans un regroupement d'entreprises indépendamment du fait qu'ils ont été précédemment comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs pris en charge sont mesurés à la date d'acquisition à leur juste valeur.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, toute détention précédemment détenue est réévaluée à sa date d'acquisition à la juste valeur et tout gain ou perte en résultant est comptabilisé en résultat.

Toute contrepartie éventuelle à transférer par l'acquéreur sera comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. La contrepartie conditionnelle classée comme un actif ou un passif qui est un instrument financier et dans le champ d'application de la norme IFRS 9 Instruments financiers, est mesurée à la juste valeur avec les variations de la juste valeur comptabilisées en résultat. Si la contrepartie conditionnelle ne relève pas du champ d'application de la norme IFRS 9, elle est mesurée conformément à la norme IFRS appropriée. La contrepartie conditionnelle qui est classée dans les capitaux propres n'est pas réévaluée et le règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

Le « Goodwill » est évalué initialement au coût. Il est calculé comme étant l'excédent de la somme de a) la juste valeur de la contrepartie transférée, b) le montant comptabilisé de tout intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise et c) la date d'acquisition à la juste valeur de toute participation existante dans l'entreprise acquise, sur la juste valeur des actifs net identifiables à la date d'acquisition. Si la juste valeur des actifs nets identifiables dépasse la somme calculée ci-dessus, le montant excédentaire (c'est-à-dire le profit réalisé sur une acquisition à des conditions avantageuses) est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après une comptabilisation initiale, le « Goodwill » est évalué au coût déduction faite des pertes de valeur cumulées. Pour les besoins des tests de dépréciation, le « Goodwill » acquis dans un regroupement d'entreprises, à partir de la date d'acquisition, doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités.

Lorsque le « Goodwill » a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et que tout ou partie de cette unité est cédée, le « Goodwill » affecté à cette unité est testé afin de déterminer sa valeur recouvrable résiduelle. Si une réduction de valeur est nécessaire, celle-ci est comptabilisée en résultat afin de neutraliser les gains comptabilisés sur la cession.

2.3 Classification courante contre non courante

Le Groupe présente les actifs et passifs dans l'état consolidé de la situation financière sur la base de la classification courant / non courant. Un actif est classé comme courant lorsqu'il est :

- Susceptible d'être réalisé ou destiné à être vendu ou consommé au cours du cycle d'exploitation normal.
- Détenu à des fins de revente.
- Susceptible d'être réalisé dans les douze mois après la période de clôture, ou
- L'actif se compose de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie, sauf s'il ne peut être échangé ou utilisé pour régler un passif pendant au moins douze mois après la période de clôture.

Tous les autres actifs sont classés comme non courants.

Un passif est classé comme courant lorsque :

- Il devrait être réglé dans le cycle d'exploitation normal.
- Il est détenu principalement aux fins d'être négocié.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

- Il devrait être réglé dans les douze mois après la période de clôture, ou
- Il n'y a pas de droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la période de clôture.

Le Groupe classe tous les autres passifs comme non courants.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont classés comme actifs et passifs non courants.

2.4 Conversion des devises

2.4.1 Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle de la société mère est l'euro. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros (« k EUR ») qui est la monnaie de présentation du Groupe.

2.4.2 Transactions et Bilans

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les gains et les pertes en devises étrangères résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères qui sont évalués à la juste valeur sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change des dates auxquelles les valeurs ont été déterminées.

2.4.3 Sociétés du Groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe qui ont une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie fonctionnelle du Groupe de la manière suivante :

- Les actifs et les passifs de chaque bilan présenté (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de clôture à la date de chacun de ces bilans ; et
- Les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de change moyen de la période et
- Tous les écarts de change en résultant sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres.

Lorsqu'une opération étrangère est vendue, ces différences de change sont comptabilisées dans l'état du résultat global comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

'Goodwill' et ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon le modèle du coût, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont composées d'éléments construits par le Groupe et d'éléments acquis auprès de tiers.

2.5.1 Éléments du coût

La construction des immobilisations corporelles requiert la capitalisation de coûts directement attribuables et coûts d'emprunts (se référer à la note 2.6) engagés pour mettre l'actif dans l'état nécessaire à son exploitation par le Groupe.

Le Groupe a également inclus dans le coût des immobilisations corporelles une estimation de la valeur actuelle des coûts de démantèlement et d'enlèvement de l'actif en vue de restaurer le site sur lequel il est construit, lorsque l'entité a une obligation juridique ou implicite de restaurer le site.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Ce point est expliqué dans la note sur les jugements comptables, estimations et hypothèses (se référer à la note 3).

Le Groupe n'a pas alloué dans le coût de la construction un montant spécifique pour inspection majeure, Le coût des inspections majeures sera inclus dans le coût des immobilisations corporelles lorsqu'ils sont encourus.

2.5.2 Amortissement

Le Groupe amortit les immobilisations corporelles en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque élément. Le Groupe détermine la valeur résiduelle de chaque élément à la fin de sa durée d'utilité. L'amortissement est calculé sur base de la valeur de coût diminué de sa valeur résiduelle estimée sur la période restante de la durée d'utilité. Ces points sont expliqués plus en détail dans la note sur les jugements comptables importants, estimations et hypothèses (se référer à la note 3).

Le Groupe amortit les immobilisations selon la méthode linéaire. Le Groupe considère cette méthode comme étant la plus représentative du rythme de consommation des avantages économiques futurs. Ce jugement est basé sur le fait que les immobilisations corporelles vont générer des bénéfices similaires tout au long de leur durée d'utilité pour le Groupe.

Le Groupe réévalue à chaque date de clôture les estimations pour la durée d'utilité, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement. Tout changement est appliqué de façon prospective comme un changement d'estimation comptable.

Le coût initial d'une immobilisation corporelle est réparti entre divers composants. Ces éléments sont amortis séparément en utilisant leur propre durée d'utilité et valeur résiduelle.

L'amortissement des immobilisations corporelles commence dès que celui-ci est prêt à être mis en service, c'est-à-dire que l'actif se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaires pour pouvoir être exploité de la manière prévue par la direction. L'amortissement cesse à la date la plus proche correspondant soit à la date à laquelle l'actif est classé comme détenu en vue de la vente soit à celle où l'actif est décomptabilisé.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire afin de réduire le coût de chaque actif à leur valeur résiduelle, sur leur durée d'utilité estimée. En moyenne, les périodes d'amortissement annuelles sont les suivantes :

- Terrains non amortis
- Bâtiments 10 à 50 ans
- Installations techniques et machines
 - o Énergie 19 à 30 ans
 - o Industrie 1 à 10 ans
 - o Autres 5 à 20 ans
- Véhicules à moteur 3 à 8 ans
- Autres éléments 3 à 25 ans

2.5.3 Perte de valeur

Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, elle est ramenée à sa valeur recouvrable.

Le Groupe a testé ses principaux actifs afin de déterminer si une correction de valeur devrait être appliquée. En conclusion de ce test, le Groupe considère qu'aucune réduction significative n'est requise sur les immobilisations corporelles.

2.5.4 Coûts de maintenance

Les dépenses pour réparations et entretien des immobilisations corporelles sont imputées à l'état consolidé du résultat global de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts des rénovations majeures sont inclus dans la valeur comptable quand il est probable que les avantages économiques futurs au-delà de la norme de performance initialement estimée de l'actif existant iront au Groupe. Les rénovations majeures sont amorties sur la durée d'utilité restante de l'actif.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.5.5 Décomptabilisation

Une immobilisation corporelle, ainsi que tout composant d'une telle immobilisation est décomptabilisée lors de la cession ou si aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans l'état consolidé du résultat global lorsque l'actif est décomptabilisé.

2.5.6 Réévaluation

Le Groupe n'applique le modèle de la réévaluation pour aucune des immobilisations corporelles.

2.6 Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont capitalisés pendant la période nécessaire pour terminer et préparer l'actif pour son utilisation prévue ou de sa vente. Les coûts d'emprunts comprennent les intérêts et autres coûts qu'une entité encourt dans le cadre de l'emprunt de fonds.

Le Groupe capitalise les coûts d'emprunts pour l'ensemble des actifs éligibles dont la construction a été débutée à partir du 1^{er} janvier 2012. Tous les autres coûts d'emprunts sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

2.7 Contrats de locations

Le Groupe évalue à la souscription d'un contrat si ce contrat est, ou contient, un contrat de location. Autrement dit, si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période de temps en échange d'une contrepartie.

2.7.1 Groupe en tant que locataire

Le Groupe applique une approche unique de comptabilisation et d'évaluation pour tous les contrats de location, à l'exception des locations à court terme et des locations d'actifs de faible valeur. Le Groupe comptabilise les passifs de location pour effectuer les paiements de location et les actifs liés aux droits d'utilisation représentant le droit d'utiliser les actifs sous-jacents.

a Actifs liés au droit d'utilisation

Le Groupe comptabilise les actifs liés aux droits d'utilisation à la date de début du contrat de location (c'est-à-dire la date à laquelle l'actif sous-jacent est disponible). Les droits d'utilisation sont évalués au coût, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés, et ajusté de toute réévaluation des passifs de location. Le coût des actifs liés aux droits d'utilisation comprend le montant des passifs de location comptabilisés, les coûts directs initiaux engagés et les paiements de location effectués à la date de début ou avant déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs liés aux droits d'utilisation sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée la plus courte de la location et la durée de vie utile estimative des actifs, comme suit :

- Terrains et bâtiments 1 à 25 ans
- Véhicules à moteur 3 à 4 ans

Si la propriété de l'actif loué est transférée au Groupe à la fin de la durée du bail ou si le coût reflète l'exercice d'une option d'achat, l'amortissement est calculé en utilisant la durée de vie utile estimée de l'actif.

b Passif de location

À la date de début du contrat de location le Groupe comptabilise les passifs de location évalués à la valeur actuelle des loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les loyers comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance) moins toute incitation au bail à recevoir, les paiements de location variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux, et les montants qui devraient être payés au titre des garanties de valeur résiduelle. Le paiement de location comprend également le prix d'exercice d'une option d'achat raisonnablement certaine d'être exercée par le Groupe et le paiement d'indemnités pour la résiliation du bail, si la durée du

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

bail reflète le fait que le Groupe exerce l'option de résiliation. Les paiements de location variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges (sauf s'ils sont engagés pour produire des stocks) dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

Pour calculer la valeur actuelle des loyers, le Groupe utilise le taux d'emprunt marginal par entité à la date du début du bail car le taux d'intérêt implicite du bail n'est pas toujours déterminable. Après la date d'entrée en vigueur le montant des passifs de location est augmenté pour refléter l'accroissement des intérêts et réduit du montant des paiements de location effectués. De plus, la valeur comptable des passifs de location est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, une modification des paiements de location (par exemple, des modifications des paiements futurs résultant d'une modification d'un indice ou d'un taux utilisé pour les déterminer) ou un changement dans l'évaluation d'une option d'achat des actifs sous-jacents.

c Location à court terme et location d'actifs de faible valeur

Le Groupe applique l'exemption de reconnaissance des locations à court terme aux contrats de location des installations et des machines (c'est-à-dire les contrats qui ont une durée de location de 12 mois ou moins à compter de la date de début et ne contiennent pas d'option d'achat). Le Groupe applique également l'exonération de la reconnaissance des actifs de faible valeur aux contrats de location de matériel de bureau considérés comme de faible valeur. Les paiements pour les locations à court terme et les locations d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

2.7.2 Groupe en tant que bailleur

Les contrats de location dans lesquels le Groupe ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en contrats de location simple. Les revenus locatifs qui en découlent sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée des baux et sont inclus dans les produits opérationnels dans l'état de résultat global en raison de leur nature opérationnelle. Les coûts directs initiaux engagés dans la négociation et la conclusion d'un contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés sur la durée du contrat de location sur la même base que les revenus de location. Les loyers conditionnels sont comptabilisés en produits dans la période au cours de laquelle ils sont générés.

2.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées lors de leur comptabilisation initiale au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Les durées d'utilité des immobilisations incorporelles sont évaluées comme étant soit déterminées soit indéterminées.

2.8.1 Durée de vie déterminée - Amortissement

Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée, le Groupe amortit les éléments d'immobilisations incorporelles conformément à la durée d'utilité estimée.

L'amortissement est effectué en considérant une valeur résiduelle nulle pour chaque élément pour lequel le Groupe ne dispose pas d'engagement d'un tiers d'acquérir l'actif et pour lequel il n'y a pas de marché actif.

Le Groupe applique la méthode linéaire pour l'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée. Le Groupe considère cette méthode comme la plus représentative du modèle dans lequel les avantages économiques futurs de ces éléments iront au Groupe. Ce jugement est basé sur le fait que les immobilisations incorporelles de la branche Energie sont principalement représentées par des droits liés à la production d'électricité, qui est considérée comme linéaire sur la durée de vie de ces droits.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Le Groupe réévalue à chaque date de clôture les estimations pour la durée d'utilité, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement. Tout changement est appliqué de façon prospective comme un changement d'estimation comptable.

L'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée commence lorsque les actifs sont disponibles pour leur utilisation de la manière prévue par la Direction. L'amortissement cesse au plus tôt à la date à laquelle les actifs sont classés comme détenu en vue de la vente ou à la date à laquelle les actifs sont décomptabilisés

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire afin de réduire le coût de chaque actif à leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile estimée. La durée de vie utile est généralement représentative de la durée des droits ou la licence fournie qui varie de 5 à 30 ans.

2.8.2 Durée de vie indéterminée – perte de valeur

Les immobilisations incorporelles à durée de vie utile indéterminée ne sont pas amorties, mais sont testées annuellement pour dépréciation.

2.8.3 Décomptabilisation

Un élément des immobilisations incorporelles est décomptabilisé lors de sa cession ou si aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans l'état de résultat global lorsque l'actif est décomptabilisé.

2.9 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût augmenté des coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les immeubles de placement sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui reflète les conditions du marché à la date d'arrêté des comptes. Les gains ou pertes résultant des variations de la juste valeur des immeubles de placement, ainsi que leur impact fiscal, sont inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les justes valeurs sont déterminées sur la base d'une évaluation annuelle effectuée par un évaluateur externe indépendant accrédité appliquant un modèle d'évaluation recommandé par l'IVSC (International Valuation Standards Committee : Comité de normes d'évaluation internationale).

Les immeubles de placement sont décomptabilisés lors de la cession, ou lorsque leur utilisation cesse de manière permanente et qu'aucun avantage économiques futur n'est attendu suite à leur décomptabilisation. La différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de l'actif est comptabilisée dans le résultat de la période de décomptabilisation.

Des transferts ne sont effectués vers (ou depuis) les immeubles de placement qu'en cas de changement d'utilisation. Pour un transfert d'immeuble de placement à immeuble à usage propre, le coût réputé pour sa comptabilisation ultérieure correspond à la juste valeur à la date du changement d'utilisation. Si l'immeuble à usage propre devient un immeuble de placement, le Groupe comptabilise ce bien conformément à la méthode comptable énoncée pour les immobilisations corporelles jusqu'à la date du changement d'utilisation.

2.10 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le coût est déterminé à l'aide de la méthode du premier entré, premier sorti.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, diminué des coûts d'achèvement et des frais de vente. Lorsque la valeur de réalisation nette de stock est inférieure à son coût, des provisions pour perte de valeur sont créées pour réduire la valeur du stock à sa valeur de réalisation nette.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.11 Dépréciation des actifs non financiers

A chaque arrêté et conformément à la norme IAS 36, les actifs qui ont une durée de vie indéfinie ne sont pas amortis et sont testés annuellement pour dépréciation.

La valeur des actifs amortissables et autres actifs non financiers, comme les stocks, est revue à chaque fois qu'il existe un indice quelconque de perte de valeur. S'il existe un tel indice, l'entité doit estimer la valeur recouvrable de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT), est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente (en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés) et sa valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif doit être ramenée à sa valeur recouvrable. Cette réduction est une perte de valeur.

Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont regroupés aux plus bas niveaux pour lesquels ils sont séparément identifiables en tant que flux de trésorerie (unités génératrices de trésorerie).

Le Groupe n'a pas identifié d'évènements ou de changements de situation qui indiqueraient que la valeur comptable d'un actif financier pourrait ne pas être recouvrable.

2.12 Instruments financiers

2.12.1 Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les actifs financiers sont classés, lors de leur comptabilisation initiale, comme étant ultérieurement évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (AERG) et à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

La classification des actifs financiers lors de la comptabilisation initiale dépend des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier et de la stratégie de gestion financière appliquée par le Groupe. À l'exception des créances commerciales qui ne contiennent pas d'élément de financement significatif ou pour lesquelles le Groupe a appliqué l'exemption pratique, le Groupe évalue initialement un actif financier à sa juste valeur y compris, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les coûts de transaction. Les créances commerciales qui ne contiennent pas d'élément de financement significatif ou pour lesquelles le Groupe a appliqué la méthode de l'exemption pratique sont évaluées au prix de transaction.

Pour qu'un actif financier soit classé et évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, il doit donner lieu à des flux de trésorerie qui sont "uniquement des paiements de capital et d'intérêts (SPPI) sur le montant du principal à la date de clôture. Cette évaluation est appelée "test SPPI" et est effectuée au niveau de l'instrument. Les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne sont pas des SPPI sont classés et évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, quel que soit le modèle d'entreprise.

La stratégie financière du Groupe pour la gestion des actifs financiers définit la façon dont il gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie. La stratégie financière détermine si les flux de trésorerie résulteront de la collecte des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers, ou des deux. Les actifs financiers classés et évalués au coût amorti sont détenus au sein d'un modèle dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin de collecter des flux de trésorerie contractuels, tandis que les actifs financiers classés et évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont détenus au sein d'un modèle dont l'objectif est à la fois la détention pour collecter des flux de trésorerie contractuels et la revente.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Évaluation ultérieure

Aux fins de l'évaluation ultérieure, les actifs financiers sont classés en trois catégories :

- Actifs financiers au coût amorti
- Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

a Actifs financiers comptabilisés au coût amortis

Les actifs financiers au coût amorti sont ensuite évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) et font l'objet d'une dépréciation. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque l'actif est décomptabilisé, modifié ou déprécié.

Les actifs financiers du Groupe au coût amorti comprennent les créances commerciales, et les prêts et créances inclus dans les autres actifs financiers.

b Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut choisir de classer irrévocablement ses placements en actions comme des instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global lorsqu'ils répondent à la définition des capitaux propres selon IAS 32 Instruments financiers : Présentation, et ne sont pas détenus à des fins de transaction. La classification est déterminée au cas par cas.

Les gains et les pertes sur ces actifs financiers ne sont jamais recyclés en résultat. Les dividendes sont comptabilisés comme des autres produits dans l'état de résultat global lorsque le droit au paiement a été établi, sauf lorsque le Groupe bénéficie de ces produits en tant que recouvrement d'une partie du coût de l'actif financier, auquel cas, ces gains sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas soumis à un test de dépréciation.

Le Groupe a choisi de classer irrévocablement ses investissements en actions non cotées dans cette catégorie.

c Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état de résultat global

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés dans l'état de résultat global à la juste valeur, les variations nettes de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état du résultat global.

Cette catégorie comprend les instruments dérivés et les placements en actions cotées que le Groupe n'avait pas choisi irrévocablement de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dividendes sur les investissements en actions cotées sont comptabilisés comme autres produits dans l'état des résultats lorsque le droit au paiement a été établi.

Un dérivé incorporé dans un contrat hybride, avec un passif financier ou un hôte non financier, est séparé de l'hôte et comptabilisé comme un dérivé distinct si : les caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à l'hôte ; un instrument distinct avec les mêmes termes que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé ; et le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les dérivés incorporés sont mesurés à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées en résultat. La réévaluation n'a lieu que s'il y a soit un changement dans les termes du contrat qui modifie de manière significative les flux de trésorerie qui seraient autrement nécessaires, soit un reclassement d'un actif financier hors de la catégorie de la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé lorsque :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie de l'actif ont expiré

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

- Le Groupe a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie de l'actif ou a assumé une obligation de payer les flux de trésorerie reçus en totalité et sans délai à un tiers en vertu d'un accord dit de rétrocession ; et soit (a) le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, soit (b) le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle de l'actif.

Lorsque le Groupe a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie d'un actif ou a conclu un accord de rétrocession, et n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, ni transféré le contrôle de l'actif, l'actif est comptabilisé à la hauteur de l'intérêt conservé par le Groupe dans l'actif.

Dans ce cas, le Groupe comptabilise également un passif associé. L'actif transféré et le passif associé sont mesurés sur une base qui reflète les droits et obligations que le Groupe a conservés.

Une implication continue qui prend la forme d'une garantie sur l'actif transféré est mesurée à la valeur comptable initiale de l'actif ou du montant maximum de la contrepartie que le Groupe pourrait être tenu de rembourser si celle-ci est inférieur.

Perte de valeur des actifs financiers

Le Groupe comptabilise une provision pour pertes de valeur (ECL) pour tous les instruments de dette qui ne sont pas détenus à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Les ECL sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus conformément au contrat et tous les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir, actualisés à une approximation du taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie attendus comprendront les flux de trésorerie provenant de la vente des garanties détenues ou d'autres améliorations de crédit qui font partie intégrante des conditions contractuelles.

Les ECL sont comptabilisées en deux étapes, Pour les expositions de crédit pour lesquelles il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, les ECL sont fournies pour les pertes de crédit qui résultent d'événements de défaillance possibles dans les 12 mois suivants (une ECL de 12 mois). Pour les expositions de crédit pour lesquelles il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, une provision pour pertes est requise pour les pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante de l'exposition, indépendamment du moment de la défaillance (une ECL à vie).

Pour les créances commerciales et les actifs contractuels, le Groupe applique une approche simplifiée pour le calcul des ECL. Par conséquent, le Groupe ne suit pas l'évolution du risque de crédit, mais comptabilise une provision pour pertes sur la base des ECL à vie à chaque date de clôture.

Le Groupe considère qu'un actif financier est en défaut lorsque des informations indiquent qu'il est peu probable que le Groupe reçoive la totalité des montants contractuels en cours avant de tenir compte des rehaussements de crédit détenus par le Groupe. Un actif financier est radié lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de recouvrement des flux de trésorerie contractuels.

2.12.2 Dettes financières

Comptabilisation et évaluation initiales

Les dettes financières sont classées comme des passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat, prêts et emprunts, ou comme les instruments dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, le cas échéant. Le Groupe détermine la classification de ses passifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

Tous les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et dans le cas des prêts et emprunts, sont compris les coûts de transaction qui leur sont directement attribuables.

Les passifs financiers du Groupe comprennent les dettes commerciales et autres dettes, les emprunts portant intérêt, les autres passifs financiers au coût amorti et les instruments dérivés, comme des swaps de taux d'intérêt.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Évaluation ultérieure

Aux fins de l'évaluation ultérieure, les passifs financiers sont classés en deux catégories :

- Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat
- Passifs financiers au coût amorti (prêts et emprunts)

a Passif financier à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat :

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprennent les passifs financiers désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture dans des relations de couverture telles que définies par la norme IFRS 9. Les dérivés incorporés séparés sont également classés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture efficaces.

Les gains ou pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans l'état des résultats.

Les passifs financiers désignés lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont désignés à la date initiale de comptabilisation, et seulement si les critères de la norme IFRS 9 sont satisfaits. Le Groupe n'a désigné aucun passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat lors de sa comptabilisation initiale.

b Prêts et emprunts :

C'est la catégorie la plus pertinente pour le Groupe. Après leur comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode TIE. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les passifs sont décomptabilisés ainsi que par le biais du processus d'amortissement du TIE.

Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition et des frais ou coûts qui font partie intégrante du TIE. L'amortissement du TIE est inclus en tant que coûts financiers dans l'état des résultats.

Décomptabilisation

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation liée au passif est éteinte, annulée ou expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur à des conditions sensiblement différentes, ou que les conditions d'un passif existant sont ensuite modifiées, un tel échange ou modification est traité comme une décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'état de résultat global.

2.12.3 Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière si, et seulement si, il existe un droit juridique exécutoire de compenser les montants comptabilisés et il y a une intention de régler sur une base nette, ou de réaliser les actifs et régler le passif simultanément.

2.13 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

2.13.1 Comptabilisation initiale et évaluation ultérieure

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, tels que les swaps de taux d'intérêt pour couvrir ses risques de taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est conclu et sont ensuite réévalués à la juste valeur. Les dérivés sont comptabilisés comme des actifs financiers lorsque la juste valeur est positive et comme des passifs financiers lorsque la juste valeur est négative.

Les gains ou pertes résultant des variations de la juste valeur des instruments dérivés sont pris directement en compte dans l'état du résultat global, sauf pour la partie efficace des couvertures

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

de flux de trésorerie, qui est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis reclassée dans l'état du résultat global lorsque l'élément de couverture affecte le résultat global.

Aux fins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont classées comme suit :

- Couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme non comptabilisé
- Couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est soit attribuable à un risque particulier associés à un actif ou passif comptabilisé, ou à une transaction prévue hautement probable, ou le risque de change dans un engagement ferme non comptabilisé
- Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger

Le Groupe ne dispose que de couvertures de flux de trésorerie.

Lors de la création d'une opération de couverture, le Groupe désigne de manière formelle et documente l'opération de couverture à laquelle le Groupe souhaite appliquer la comptabilité de couverture et l'objectif de gestion des risques et de stratégie de couverture. La documentation comprend l'identification de l'instrument de couverture, l'élément ou la transaction couvert, la nature du risque couvert et la façon dont l'entité évaluera l'efficacité des variations de la juste valeur de l'instrument de couverture en compensant l'exposition aux variations de juste valeur de l'élément couvert ou les flux de trésorerie attribuables au risque couvert. Ces couvertures sont censées être très efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie et sont évaluées sur une base continue pour déterminer si elles ont réellement été très efficaces tout au long des périodes couvertes par les états financiers pour lesquelles elles ont été désignées.

Des couvertures qui répondent aux critères stricts de la comptabilité de couverture sont comptabilisés, comme décrit ci-dessous :

Couvertures de juste valeur

Le Groupe n'a pas d'instrument de couverture de juste valeur.

Couvertures des flux de trésorerie

La partie efficace du gain ou de la perte sur l'instrument de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans la réserve de couverture de flux de trésorerie, alors que la partie inefficace est comptabilisée immédiatement dans l'état de résultat global comme les autres charges d'exploitation.

Le Groupe utilise des swaps de taux d'intérêt à titre de couverture pour son exposition à la volatilité des taux d'intérêt. La partie inefficace relative aux contrats de taux d'intérêt est comptabilisée en charges financières. De plus amples informations sont fournies dans la note sur les jugements significatifs, les estimations et les hypothèses (se référer à la note 3).

Les montants comptabilisés comme des autres éléments du résultat global sont transférés à l'état de résultat global lorsque la transaction couverte affecte le résultat, par exemple lorsque le revenu financier couvert ou la charge financière est comptabilisée ou lorsqu'une vente prévue se produit. Lorsque l'élément couvert est le coût d'un actif financier ou du passif non financier, les montants comptabilisés au titre des autres éléments du résultat global sont transférés à la valeur comptable initiale de l'actif ou du passif non financier.

Si l'instrument de couverture expire ou est vendu, résilié ou exercé sans remplacement ou renversement (dans le cadre de la stratégie de couverture), ou si sa désignation à titre de couverture est révoquée, ou lorsque la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, toute perte ou profit cumulatif antérieurement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global reste séparément dans les capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise ou que l'engagement ferme de devises soit atteint.

Couvertures d'investissement net dans une activité à l'étranger

Le Groupe n'a pas d'instrument de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie dans l'état des flux de trésorerie comprennent la trésorerie en banque et en caisse, les dépôts à court terme, les découverts bancaires et les actifs financiers qui répondent à la définition d'équivalents de trésorerie. Ces actifs financiers sont facilement convertibles en espèces et avec un changement de la valeur non significatif, en général, ce sont des investissements au sein des OPCVM du marché monétaire. La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent la trésorerie utilisable par le Groupe pour sa gestion de trésorerie et soumise à un risque négligeable de changement de valeur.

2.15 Capitaux propres, réserves et paiements de dividendes

Le capital social représente la valeur nominale des actions qui ont été émises.

La prime d'émission comprend toutes les primes reçues à l'émission du capital social. Les coûts de transaction liés à l'émission d'actions sont portés en réduction de la prime d'émission, déduction faite de tout avantage fiscal.

Les autres composantes des capitaux propres incluent :

- La réserve de conversion de change de devises étrangères comprend des différences de conversion de devises étrangères découlant de la conversion des états financiers des entités étrangères du Groupe dans la monnaie de présentation du Groupe.
- La réserve pour couverture comprend la portion cumulée du gain ou de la perte sur les instruments de couverture qui sont considérés comme effectifs.
- La réserve pour quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les autres réserves en capital sont les suivantes :

- La réserve de paiements fondés sur des actions comprend les frais encourus en rapport avec les transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres non exercés émises par le Groupe.

Les résultats reportés comprennent le résultat de la période et des périodes précédentes.

Toutes les transactions avec les propriétaires de la société mère sont enregistrées séparément dans les capitaux propres. Les distributions de dividendes payables aux actionnaires sont incluses dans les autres passifs lorsque les dividendes ont été approuvés en assemblée générale avant la date considérée.

2.16 Actions propres

Les instruments propres de capitaux propres qui sont rachetés (actions propres) sont comptabilisés à prix coûtant et déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans l'état de résultat global sur l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation des instruments de capitaux propres du Groupe. Toute différence entre la valeur comptable et la contrepartie, si rééditée, est comptabilisée en prime d'émission. Les options sur action exercées au cours de la période considérée sont satisfaites avec des actions propres.

2.17 Provisions, actifs éventuels et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation juridique existante ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Lorsque le Groupe s'attend à ce qu'une provision soit remboursée, par exemple, en vertu d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, mais uniquement lorsque le remboursement est virtuellement certain. Dans les cas où la sortie possible de ressources économiques en raison des obligations actuelles est considérée comme incertaine, aucun passif n'est comptabilisé.

La charge relative à une provision est présentée nette de tout remboursement dans l'état de résultat global. Les provisions pour pertes futures d'exploitation ne sont pas comptabilisées.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.17.1 Démantèlement

Le Groupe enregistre une provision pour les coûts de démantèlement des centrales photovoltaïques et éoliennes. Les coûts de démantèlement sont fournis à la valeur actuelle des coûts prévus pour régler l'obligation et sont comptabilisés comme faisant partie du coût de l'actif particulier.

Le Groupe a estimé les coûts de démantèlement à 5% du coût total de la construction de l'actif de la centrale qui doit être mise hors service. Les coûts de démantèlement estimés sont actualisés en utilisant le taux d'intérêt sans risque pour la période jusqu'à ce que l'actif soit mis hors service.

La désactualisation est comptabilisée lorsqu'elle est encourue et comptabilisée dans l'état de résultat global en autres charges et produits financiers. Les coûts futurs de démantèlement sont revus annuellement et ajustés le cas échéant. Les changements dans les coûts futurs estimés ou le taux d'actualisation appliqué sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif.

2.18 Subventions gouvernementales

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que toutes les conditions seront respectées. Lorsque la subvention est liée à un élément de dépense, elle est comptabilisée au résultat global sur une base systématique sur les périodes pendant lesquelles sont encourus les coûts qui sont destinés à être compensés. Lorsque la subvention est liée à un actif, elle est comptabilisée au résultat global de façon linéaire sur la durée de vie prévue de l'actif.

Le Groupe a décidé de présenter les subventions gouvernementales relatives aux actifs dans le bilan comme une subvention. La subvention gouvernementale est comptabilisée au résultat global de façon linéaire et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif lié par la subvention.

2.19 Pension et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe enregistre des provisions pour engagements de retraites conformément aux législations en vigueur dans les différentes zones géographiques. Le Groupe n'a souscrit à aucun régime à contribution définie ou à prestations déterminées. Le Groupe n'a pas de plan de pension ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi en rapport avec ses employés.

Un régime à prestations déterminées est un régime de retraite qui définit le montant des prestations de retraite que l'employé recevra à la retraite, généralement en fonction d'un ou plusieurs facteurs tels que l'âge, les années de service et la compensation. Un régime à cotisations déterminées est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité distincte. Le Groupe n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds ne détient pas suffisamment d'actifs pour payer à tous les employés les avantages liés au service des employés dans les périodes actuelles et antérieures.

2.20 Paiements fondés sur des actions

2.20.1 Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Le Groupe a réalisé avec des tiers des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en instruments de capitaux propres.

Le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est déterminé par la juste valeur à la date à laquelle l'attribution est octroyée au moyen d'un modèle d'évaluation approprié.

Ce coût est comptabilisé, conjointement à une augmentation correspondante des autres réserves de capital en capitaux propres, sur la période durant laquelle les conditions d'acquisition doivent être remplies par la Société. La dépense cumulée comptabilisée pour des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture jusqu'à la date d'acquisition reflète la mesure dans laquelle la période d'acquisition a expiré et la meilleure estimation du Groupe de la quantité d'instruments de capitaux propres qui seront finalement acquis par le Groupe. L'état de résultat global, pour une période représente le mouvement de la dépense cumulée comptabilisée

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

comme au début et à la fin de cette période et est comptabilisé dans les autres dépenses d'exploitation.

Aucune dépense n'est comptabilisée pour des droits qui ne sont finalement pas acquis, à l'exception de transactions réglées en instruments de capitaux propres pour lesquelles l'acquisition n'est pas subordonnée à un marché ou à une condition de non-acquisition. Celles-ci sont traitées comme des acquisitions indépendamment du fait que le marché ou la condition de non-acquisition est satisfaite, sous réserve que toutes les autres conditions de performance et/ou de service soient satisfaites.

Lorsque les termes d'un droit réglé en instruments de capitaux propres sont modifiés, la dépense minimale comptabilisée est la dépense si les termes n'avaient pas été modifiés, dans la mesure où les conditions initiales d'acquisition sont remplies. Une dépense additionnelle est comptabilisée pour toute modification qui augmente la juste valeur totale de la transaction de paiement en actions telle que mesurée à la date de modification.

Plus d'informations sur les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres sont fournies à la note 29.

2.21 Taxation

2.21.1 L'impôt sur le résultat

Les actifs et passifs d'impôt sur le résultat pour la période actuelle sont mesurés suivant le montant qui devrait être récupéré ou à payer auprès des autorités fiscales sur la base de l'impôt sur le résultat de chaque entité. Une provision est constituée pour l'impôt sur le résultat pour la période de clôture en utilisant les taux d'imposition qui ont été pratiquement en vigueur, à la date de clôture dans les pays où le Groupe opère et génère un revenu imposable.

L'impôt sur le résultat relatif aux éléments comptabilisés directement en capitaux propres est comptabilisé en capitaux propres et non dans l'état de résultat global. La Direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus par rapport aux situations dans lesquelles les réglementations fiscales applicables font l'objet d'interprétations et établit des provisions, le cas échéant.

2.21.2 Impôts différés

L'impôt différé est calculé selon la méthode du passif sur toutes les différences temporaires découlant de l'assiette fiscale des actifs et passifs et les valeurs comptables à des fins de rapports financiers à la date de clôture.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf :

- Lorsque l'impôt différé passif résulte de la comptabilisation initiale du goodwill ou un actif ou un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni la perte ou le bénéfice imposable.
- En ce qui concerne les différences temporelles taxables liées à des investissements dans des filiales, entreprises associées et co-entreprises, lorsque le moment de la reprise des différences temporaires peut être contrôlé et il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Un impôt différé actif est comptabilisé sur toutes les différences temporaires déductibles, et en cas de report de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés. Les impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible contre lequel les différences temporelles déductibles et le report des crédits d'impôt inutilisés et pertes fiscales non utilisées peuvent être utilisés, à l'exception :

- Quand l'impôt différé actif est lié à la différence temporelle déductible généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal

- En ce qui concerne les différences temporelles imposables liées à des investissements dans des filiales, des associés et des intérêts dans des co-entreprises, les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable que les différences temporaires s'inverseront dans un avenir prévisible et le bénéfice imposable sera disponible contre lequel les différences temporaires peuvent être utilisées

La valeur comptable des impôts différés actifs est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant soit disponible pour permettre l'utilisation de tout ou partie de l'impôt différé actif. Les impôts différés actifs non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable que des bénéfices imposables futurs permettront à l'impôt différé actif d'être récupérés, de plus amples informations sur le jugement appliqué pour la comptabilisation des impôts différés actifs sont fournies dans la note sur le jugement comptable, estimations et hypothèses (se référer à la note 3).

Les actifs et passifs d'impôt différé sont mesurés aux taux d'imposition qui devraient être en vigueur dans l'année lorsque l'actif est réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés en dehors du résultat sont comptabilisés en dehors du résultat. Les impôts différés sont comptabilisés en corrélation avec la transaction sous-jacente soit dans les autres éléments du résultat global soit directement en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si un droit juridiquement exécutoire existe de compenser les actifs d'impôts courants et si les passifs d'impôts courants et les impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

2.22 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront au Groupe et les produits peuvent être mesurés de façon fiable, indépendamment du moment où le paiement est effectué. Les produits sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, en tenant compte des termes de paiement définis par contrat et hors taxes ou droits. Le Groupe évalue ses contrats de vente en fonction de critères spécifiques afin de déterminer s'il agit à titre de principal ou de mandataire. Le Groupe a conclu qu'il agit en tant que principal dans tous ses contrats de vente, car il est le débiteur principal dans tous les contrats de ventes et est également exposé à des risques de crédit.

Les critères de comptabilisation spécifiques suivants doivent également être atteints avant que les produits ne soient comptabilisés :

2.22.1 Ventes de biens

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Le transfert des risques et avantages est réalisé lors de la production par le Groupe. Le Groupe ne conserve aucun intérêt dans la quantité produite immédiatement après sa production en raison de l'impossibilité de stocker l'électricité.

2.22.2 Prestation de services

Les produits provenant des activités sportives et industrielles comprennent les prestations de services. Les produits sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement des services rendus. Le stade d'avancement est mesuré par référence à la période réellement écoulee des services rendus sur la durée du contrat.

2.22.3 Intérêts créditeurs

Pour tous les actifs financiers au coût amorti, les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

exactement les encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou sur une durée plus courte, le cas échéant, à la valeur comptable nette de l'actif financier. Les intérêts créditeurs sont inclus dans le résultat financier dans l'état de résultat global.

2.22.4 Produits de dividendes

Les produits sont comptabilisés lorsque le droit du Groupe à recevoir le paiement est établi, ce qui est généralement le moment où les actionnaires approuvent le dividende.

2.22.5 Revenus locatifs

Les revenus locatifs provenant de contrats de location-exploitation des immeubles de placement sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail et sont inclus dans les produits dans l'état du résultat global en raison de leur nature d'exploitation.

2.23 Évaluation à la juste valeur

Le Groupe mesure les instruments financiers, tels que les dérivés et actifs financiers de placements en instruments de capitaux propres, à la juste valeur à chaque date de clôture du bilan. La juste valeur des instruments financiers mesurés au coût amorti est exclue.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou celui payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants du marché à la date d'évaluation. La mesure de la juste valeur est basée sur la présomption que la transaction de vente de l'actif ou de transfert du passif a lieu soit :

- Sur le marché principal pour l'actif ou le passif, ou
- En l'absence d'un marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif

Le marché principal ou le marché le plus avantageux doivent être accessibles au Groupe.

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est mesuré en utilisant les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient ce prix pour évaluer l'actif ou le passif, en supposant que les acteurs du marché agissent dans leur intérêt économique.

Une évaluation de la juste valeur d'un actif non financier tient compte de la capacité d'un participant sur le marché à générer des avantages économiques en utilisant l'actif au mieux ou en le vendant à un autre participant sur le marché qui utiliserait l'actif au mieux.

Le Groupe utilise des techniques d'évaluation qui sont appropriés aux circonstances et pour lesquelles des données suffisantes sont disponibles pour évaluer la juste valeur, maximiser l'utilisation des données observables pertinentes et minimiser l'utilisation de données non observables.

Tous les actifs et passifs dont la juste valeur est mesurée ou présentée dans les états financiers sont comptabilisés dans une hiérarchie de la juste valeur, décrite comme suit, sur la base des données du plus bas niveau qui est significatif pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble :

- Niveau 1 – (cours cotés non ajustés) : cours auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 – (données observables) : données concernant l'actif ou le passif autres que les cours de marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (tel qu'un prix) ou indirectement (c'est-à-dire déduites de prix observables) ;
- Niveau 3 – (données non observables) : données non observables sur un marché, y compris les données observables faisant l'objet d'ajustements significatifs (par exemple extrapolation de courbe de taux sur des longues périodes non observables). Sont principalement concernés dans le Groupe certains titres de participations non consolidées.

Pour les actifs et passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers sur une base récurrente, le Groupe détermine si les transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant la catégorisation (sur la base des données de plus bas niveau qui est significatif pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble) à la fin de chaque période de déclaration.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.24 Changements dans les méthodes comptables et informations présentées

A la date d'arrêté des états financiers consolidés, certaines nouvelles normes, modifications et interprétations des normes existantes ont été publiés par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur, et n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe.

Toutes les adaptations nécessaires dans les méthodes comptables du Groupe seront réalisées lors de leur date d'entrée en vigueur effective. Des renseignements sur les nouvelles normes, amendements et interprétations qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers consolidés du Groupe sont fournis ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe.

2.24.1 Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par le Groupe (adoptée par l'IASB et approuvé par l'Union Européenne)

Norme	Nature du changement	Effective pour la période : commençant le ou après	Description de la nature du changement	Description de l'impact attendu pour la Société
IFRS 17	Amendement	1 ^{er} janvier 2023	IFRS 17 contrats d'assurance (publié le 18 mai 2017), qui comprend les amendements de l'IFRS 17 (publié le 25 juin 2020).	La direction estime que l'application des exigences de cet amendement n'affectera pas les états financiers du Groupe.
IFRS 3	Amendement	1 ^{er} janvier 2022	Les modifications visent à remplacer une mention du cadre pour la préparation et la présentation des états financiers, publié en 1989, par une référence au cadre conceptuel pour l'information financière publié en mars 2018, sans modifier de manière significative ses exigences.	La direction estime que l'application des exigences de cet amendement n'affectera pas les états financiers du Groupe.
IAS 16	Amendement	1 ^{er} janvier 2022	L'IASB a publié Immobilisations corporelles – Produits avant utilisation prévue, qui interdit aux entités de déduire du coût d'une immobilisation corporelle, le produit de la vente d'articles produits pendant la mise en place de l'immobilisation à l'endroit et en l'état nécessaire, afin qu'il soit utilisé de la manière prévue par la direction. Au lieu de cela, une entité comptabilise les produits de la vente de ces éléments, et les coûts de productions de ces éléments, en résultat.	La direction estime que l'application des exigences de cet amendement n'affectera pas les états financiers du Groupe.
IAS 37	Amendement	1 ^{er} janvier 2022	Amendements à l'IAS 37 spécifie quels coûts une entité doit inclure lorsqu'elle évalue si un contrat est déficitaire ou non.	La direction estime que l'application des exigences de cet amendement n'affectera pas les états financiers du Groupe.
IAS 1	Amendement	1 ^{er} janvier 2023	Amendements à l'IAS Présentation des états financiers : Classement des passifs en tant que courant ou non-courant et classement des passifs – Report de la date d'entrée en vigueur effective (publiées respectivement le 23 janvier 2020 et le 15 juillet 2020).	La direction estime que l'application des exigences de cet amendement n'affectera pas les états financiers du Groupe.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2.25 Mise en place de nouvelles politiques comptables

Durant l'année 2020, le groupe n'a pas appliqué de nouvelles politiques comptables

2.25.1 IFRS 16 Contrats de locations

Durant l'année 2019, le Groupe a appliqué la nouvelle norme comptable sur les contrats de location (IFRS 16) qui est entrée en vigueur pour la période commençant le 1^{er} janvier 2019. L'application de la nouvelle norme a entraîné des changements importants dans les états financiers du Groupe. La date d'application initiale de la nouvelle norme est le 1^{er} janvier 2019, soit le début de la période de reporting annuel au cours de laquelle le Groupe applique la norme pour la première fois.

Conformément à la disposition transitoire, le Groupe a choisi d'appliquer cette norme à ses contrats de location, lorsqu'il agit en tant que preneur, de façon rétrospective avec l'effet cumulé de l'application initiale de la norme comptabilisée à la date de la première application.

Conformément aux dispositions transitoires, le Groupe n'a pas retraité les informations comparatives et le Groupe a comptabilisé l'effet cumulé de la première application de la nouvelle norme comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats reportés à la date de la première application.

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe a comptabilisé les impacts suivants sur les postes de l'état financier, comme suit :

	k EUR
Immobilisations corporelles	41.697
Immobilisations incorporelles	(1.072)
Autres actifs financiers non courants	(433)
Impôts différés actif	206
Autres actifs non courants	(118)
Total actif	40.280
Résultats reportés	(251)
Intérêts minoritaires	(238)
Total des capitaux propres	(489)
Prêts et emprunts non courants	40.435
Impôts différés passifs	40
Prêts et emprunts courants	294
Total passif	40.769

L'application de la nouvelle norme n'a pas eu d'impact sur le résultat global et les flux de trésorerie à la date de première application.

2.25.2 Adoption anticipée de l'amendement de la norme IFRS 3 sur le regroupement d'entreprises

Durant l'année 2019, le Groupe a décidé d'adopter par anticipation l'amendement sur le regroupement d'entreprises de l'IFRS 3 qui a été approuvé par l'Union Européenne le 22 avril 2020, car il considère que l'amendement fournira des informations plus pertinentes en mettant l'accent sur la manière dont le Groupe comptabilise l'acquisition de projets réalisés par l'acquisition d'entités juridiques. L'effet de l'adoption anticipée est examiné plus en détail dans la note 3.

2.25.3 Adoption de l'amendement de la norme IFRS 16 sur les allègements de loyer liés à la Covid-19.

Durant l'année 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 16 qui vient modifier la norme de telle manière que les preneurs puissent bénéficier de l'exemption d'apprécier si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification du contrat de location. Le Groupe a décidé d'appliquer cet amendement afin pouvoir bénéficier de cette exemption sur les réductions de loyers reçues.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

3 PRINCIPAUX JUGEMENTS COMPTABLES, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Le Groupe procède à des estimations et des hypothèses concernant l'avenir. Les estimations comptables qui en résultent sont, par définition, rarement égales aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours du prochain exercice fiscal sont discutées ci-dessous.

3.1 Jugements importants de la Direction dans l'application des méthodes comptables

3.1.1 Méthode de consolidation

Investissements de Energia Italia

L'entité Energia Italia est la société mère de deux sociétés de centrales de production hydroélectrique. Le Groupe dispose d'un investissement dans ces deux entités à hauteur de 50% de leur capital social. Le directeur général de ces entités a été nommé directement par le Groupe et fait rapport exclusivement au Groupe. Les autres actionnaires ne sont pas impliqués dans la gestion opérationnelle de ces entités. En rapport avec ces deux entités, le Groupe considère contrôler ces investissements car il prend seul toutes les décisions relatives aux activités pertinentes sans avoir besoin de l'approbation des autres actionnaires.

En conséquence, le Groupe a décidé de consolider son investissement dans ces deux entités détenues à hauteur de 50%.

3.1.2 Reconnaissance des impôts différés actifs

Le Groupe a enregistré des impôts différés actifs dans les filiales où le Groupe avait l'assurance suffisante que la filiale générerait des bénéfices imposables dans les périodes futures qui permettraient l'utilisation des impôts différés actifs. Le Groupe a fondé son analyse sur les résultats réels des filiales et les bénéfices attendus selon les prévisions établies pour chaque entité.

Les impôts différés actifs sont principalement générés par les pertes fiscales, les ajustements de valeur sur les immobilisations corporelles et les impôts différés sur les instruments de couverture.

3.1.3 Capitalisation des coûts de développement

Des coûts importants sont engagés par le Groupe pour le développement de nouveaux projets de centrales solaires et de parcs éoliens. Ces coûts sont principalement pris en charge par les entités de services au sein du Groupe. Ces coûts sont facturés aux entités opérationnelles et inclus dans les coûts de construction de la centrale dans les comptes locaux des entités opérationnelles. Le Groupe effectue une analyse détaillée des coûts encourus pour chaque développement de projet par le biais d'une documentation adéquate afin d'évaluer quand la capitalisation est nécessaire. À la suite de cette analyse, le Groupe a capitalisé EUR 9.6m (2019 : EUR 5.8m) dans ses immobilisations corporelles au cours de l'année 2020.

3.1.4 Swap de taux d'intérêt

Le Groupe a revu la documentation relative aux instruments de couverture et a conclu qu'il pouvait opter pour la comptabilité de couverture.

Les instruments de couverture concernent des contrats de financement souscrits par le Groupe. Il existe un lien étroit entre les instruments de couverture et les risques couverts. De plus, il est estimé que l'instrument de couverture apportera une protection réelle et effective, les changements dans les flux de trésorerie étant directement corrélés aux changements de taux d'intérêts. De ce fait, la capacité de compenser les variations de flux de trésorerie est estimée à une valeur proche de 1.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

3.1.5 *Fiscalité*

Le Groupe opère dans de nombreuses juridictions fiscales et la direction est tenue d'évaluer les risques fiscaux pour le Groupe. La direction applique principalement son jugement pour évaluer la recouvrabilité des pertes fiscales dans chaque juridiction et pour chaque entité.

Un autre domaine important pour le jugement de la direction est celui des prix de transfert. Le Groupe a ajusté ses politiques de prix de transfert et des provisions pour risques fiscaux sont reconnues, le cas échéant.

3.1.6 *Application de la norme IFRS 16*

Avec la mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, le Groupe a dû appliquer un jugement important pour identifier les contrats de location et pour déterminer la durée de chaque contrat.

Le Groupe a considéré que les contrats de location d'un montant non significatif, inférieur à EUR 10.000, n'étaient pas significatifs pour le Groupe et n'a pas appliqué la norme IFRS 16 sur ces contrats.

En ce qui concerne la durée des contrats de bail, le Groupe a examiné attentivement les conditions des options de prolongation du bail et des options de résiliation anticipée du bail. Ces options sont négociées par la direction afin d'offrir une certaine souplesse dans la gestion du portefeuille d'actifs loués et de s'aligner sur les besoins commerciaux du Groupe.

Les principaux contrats de location du Groupe sont liés aux baux de terrains où sont situées les usines de production d'énergie. Dans la plupart des cas, le Groupe a considéré que les options de prolongation et de résiliation anticipée seraient exercées afin d'aligner la durée des contrats de location sur les contrats d'achat d'électricité existants, car ceux-ci ne sont pas alignés pour toutes les centrales.

3.2 Estimations comptables critiques et hypothèses

3.2.1 *Durée d'utilité, valeur résiduelle et méthode d'amortissement des centrales électriques*

Pour déterminer l'amortissement des centrales, le Groupe a appliqué des estimations de leur durée d'utilité, de leur valeur résiduelle et de leur méthode d'amortissement.

Le Groupe a déterminé la durée d'utilité, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement pour chaque centrale par référence à la situation particulière de chacune d'elles.

Le Groupe a appliqué une méthode d'amortissement linéaire car reflétant au mieux le modèle dans lequel les avantages économiques de l'actif seront consommés par l'entité, étant donné que l'utilisation de la centrale génère une production d'électricité constante pendant la durée d'utilité de cette dernière. Le Groupe a estimé cette méthode comme la plus appropriée pour refléter le modèle dans lequel les avantages économiques de l'actif seront consommés par l'entité.

Le Groupe a appliqué l'approche par composants pour l'amortissement de ses centrales quand les composants peuvent être identifiés et mesurés individuellement.

Le Groupe a estimé la durée d'utilité des parcs éoliens et des centrales photovoltaïques montées au sol exclusivement par référence à la durée du contrat d'achat d'énergie (« PPA – Power Purchase Agreement ») passé avec les fournisseurs d'électricité nationaux exclusivement. La durée de ces contrats varie entre 20 et 25 ans. Pour chaque centrale, le Groupe a reçu des droits de licence des administrations locales pour produire de l'électricité sur le lieu précis. Ces licences ont une durée légèrement plus longue que le PPA. Le Groupe a considéré cette période comme représentative de la façon dont les centrales seront utilisées. Après cette période, le Groupe ne peut pas déterminer avec précision comment les centrales seront utilisées. Par conséquent, le Groupe n'a pas considéré que l'utilisation d'une période plus longue serait une estimation plus appropriée. Dans le cas où le PPA a une période plus courte que 20 ans, le Groupe analyse la période appropriée d'amortissement correspondant à la période d'utilité effective, en tenant compte de la période estimée après le PPA.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

En ce qui concerne les centrales hydroélectriques, le Groupe a estimé la durée d'utilité des divers composants entre 10 et 30 ans à compter de leur date de construction. Le composant principal est amorti conformément aux droits d'utilisation des terrains prévus pour le Groupe. Après la période initiale de droit d'utilisation des terrains initial, le Groupe a la possibilité de l'étendre.

Le Groupe possède également de petites installations photovoltaïques montées sur toitures (installées sur des logements sociaux), qui sont amorties selon leur durée d'utilité de 20 ans.

Le Groupe a estimé la valeur résiduelle des centrales comme étant nulle. L'amortissement est calculé sur le montant total de la construction.

3.2.2 Provision pour coûts de démantèlement

Le Groupe a comptabilisé une provision pour les obligations de démantèlement dans le cas où il avait une obligation juridique ou implicite de restaurer le site à la fin de l'utilisation. Afin de déterminer la meilleure estimation de la provision, des hypothèses et des estimations sont établies par rapport aux taux d'actualisation, au coût estimé de démantèlement et de retrait de la centrale à partir du site ainsi que le calendrier prévu de ces coûts. La valeur comptable de la provision au 31 décembre 2020 est de EUR 18.113K (au 31 décembre 2019 : EUR 19.448k).

En déterminant la provision, le Groupe a estimé le taux d'actualisation entre 1.01% et 10%. L'estimation du coût pour la restauration du site a été déterminée entre EUR 30k et EUR 54k par MWp par centrale photovoltaïque et entre EUR 10K et EUR 62k par éolienne.

3.2.3 Évaluation des transactions fondées sur des actions

Total Eren – Plan d'options sur actions

Au cours de l'année 2020, la filiale Total Eren a mis en place un nouveau plan de rémunération en actions pour ses employés. Le plan a été accordé en novembre 2020.

La direction a évalué la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués à 2.5 euros par action. Pour évaluer le coût des actions attribuées, la société a estimé que 90 % des employés et des cadres actuels resteront pendant la période d'acquisition et que 90 % des actions seront attribuées. La direction et les employés ont une condition supplémentaire liée à la performance du groupe Total Eren basée sur la quantité de MW en production et en construction.

Une fois la condition d'acquisition des droits de 2 ans remplie, les actions sont immédiatement transférées aux employés et à la direction.

3.2.4 Acquisition d'intérêts minoritaires

Au cours des années précédentes, le Groupe a conclu l'acquisition d'intérêts minoritaires dans des entités en Grèce. Le prix de transaction pour l'acquisition a été déterminé par référence à l'évaluation des investissements sous-jacents. Certaines dispositions relatives à la transaction ont été révisées au cours de l'année.

Le prix de la transaction sera payé en plusieurs tranches, de 2021 à 2026. À chaque clôture, l'évaluation du prix de la transaction sera réévaluée pour refléter l'évolution de la valeur des investissements sous-jacents.

A la fin de l'année, la direction a révisé l'évaluation du prix de transaction pour chaque investissement inclus dans la transaction. À la suite de la réévaluation du passif, le Groupe a comptabilisé une perte de EUR 2.455k en résultat, en autres gains et pertes financiers.

Au 31 décembre 2020, le passif s'élève à EUR 32m (2019 : EUR 28m), dont EUR 10m sont dû en 2021.

3.2.5 Taux d'impôt sur les sociétés

Le Groupe a comptabilisé des actifs et passifs d'impôts différés calculés sur le taux d'imposition auquel les impôts différés seront utilisés ou encourus.

Compte tenu des changements de taux d'imposition dans diverses juridictions, notamment la France de 33.33% en 2017 à 25% en janvier 2022, la Grèce de 29% en 2018 à 24% en janvier 2020 et

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

l'Argentine de 35% en 2017 à 25% en janvier 2020, le Groupe a réévalué les soldes des actifs et passifs d'impôts différés en utilisant les taux d'imposition les plus appropriés en fonction du moment prévu où l'impôt différé sera utilisé ou encouru.

Suite à ces changements, le Groupe a comptabilisé EUR 1k (2019 : EUR 217k) de produits d'impôt sur le revenu au cours de l'exercice, voir la note 14.

3.2.6 Application de la norme IFRS 16

Avec la mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, le Groupe a dû recourir à des estimations significatives pour calculer l'évaluation initiale de l'actif lié au droit d'utilisation et du passif lié aux contrats de location.

Afin de déterminer le taux d'actualisation, le Groupe a utilisé soit le taux implicite du contrat lorsque ce taux pouvait être déterminé, soit le taux d'emprunt marginal de la zone géographique où le contrat de location est réalisé. Comme le Groupe a des contrats de location dans de nombreuses juridictions, la fourchette du taux d'actualisation effectif est très variable, de 1,83% en France à 12% en Inde.

3.2.7 Identification et reconnaissance des acquisitions d'actifs

Le Groupe réalise régulièrement l'acquisition de nouveaux projets en acquérant les parts sociales de l'entité qui porte le projet. Ces acquisitions soulèvent la question de savoir si elles constituent un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Le Groupe considérait auparavant que ces acquisitions ne représentaient pas un regroupement d'entreprises car il n'y avait pas de processus acquis pour transformer les entrées acquises en sorties. En outre, ces acquisitions étaient représentées par l'acquisition d'un seul actif ou d'un groupe d'actifs similaire.

Grâce à la nouvelle modification de l'IFRS 3, la norme a clarifié la définition du regroupement d'entreprises et a introduit un nouveau test optionnel pour identifier la concentration de la juste valeur des actifs acquis, permettant l'exemption de l'application de l'IFRS 3.

En 2019, le Groupe a acquis le projet Syvash qui représentait une situation plus complexe pour laquelle la méthode appliquée dans les périodes précédentes ne permettait pas de déterminer clairement l'acquisition comme une acquisition d'actifs. À cet égard, le Groupe a décidé d'appliquer le nouveau test de concentration afin de déterminer si cette opération doit être considérée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs.

Afin de réaliser le test, le Groupe a évalué la juste valeur des intérêts minoritaires impliqués dans le projet et la juste valeur des actifs acquis. Ces justes valeurs ont été calculées sur la base du modèle financier du projet et en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les principales hypothèses utilisées pour le test sont les suivantes :

- Modèle financier : P50
- Taux d'actualisation : 11,85%

Le Groupe a calculé le ratio de concentration d'un seul actif identifié acquis à 93,5 %. Le Groupe considère que le test de concentration est réussi et a considéré l'acquisition du projet comme une acquisition d'actif.

4 GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont de préserver sa capacité à poursuivre son exploitation afin de fournir des rendements pour les actionnaires et des avantages pour les autres parties prenantes et de maintenir une structure de capital optimale.

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs pour réduire la dette.

La Société surveille son capital sur la base des fonds propres nets, comme le montre le bilan consolidé.

La Société n'est pas soumise à des exigences en matière de capital imposée par des tiers.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

5 INFORMATION SUR LE GROUPE

5.1 Maison mère

L'actionnaire ultime du Groupe est la famille Mouratoglou qui détient la majorité des droits au sein du Groupe. Plusieurs filiales ont des actionnaires n'exerçant pas de contrôle.

5.2 Filiales

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les informations financières des filiales suivantes :

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
			31/12/2020	31/12/2019
Orège GmbH	Traitement de l'eau	Allemagne	79%	79%
Ecosol San Luis SA	Centrale solaire	Argentine	46%	46%
Eren Services Argentina SAU	Services	Argentine	46%	46%
Central Eolica Pampa de Malaspina SA	Parc éolien	Argentine	46%	46%
Vientos Los Hércules SA	Projet (Parc éolien)	Argentine	31%	31%
Eren RE Australia Pty Ltd	Holding	Australie	46%	46%
KSF Finance Company Pty Ltd	Holding	Australie	15%	27%
KSF Holding Nominees Pty Ltd	Holding	Australie	15%	27%
KSF Holding Trust	Holding	Australie	27%	27%
KSF Project Nominees Pty Ltd	Holding	Australie	15%	27%
KSF Project Trust	Projet (Centrale solaire)	Australie	15%	27%
KSF Syncon Nominees Pty Ltd	Holding	Australie	15%	27%
KSF Syncon Trust	Projet (Centrale solaire)	Australie	15%	27%
KSF2 Holding Nominees Pty Ltd	Holding	Australie	46%	46%
KSF2 Holding Trust	Holding	Australie	46%	46%
KSF2 Project Nominees Pty Ltd.	Holding	Australie	46%	46%
KSF2 Project Trust	Projet (Centrale solaire)	Australie	46%	37%
Total Eren Australian Pty Ltd	Holding	Australie	46%	46%
Eren Uganda SA	Holding	Belgique	46%	46%
Osmos Benelux Sprl	Surveillance santé des structures	Belgique	100%	99%
Société Belge de Gestion Financière Internationale SPRL	Holding d'investissement	Belgique	100%	100%
Tréfoncière d'Arlon SA	Tréfonds	Belgique	-	100%
Albedo Geração Solar Ltda	Projet (Centrale solaire)	Brésil	46%	-
BJL11 Solar SA	Centrale solaire	Brésil	42%	31%
BJL4 Solar SA	Centrale solaire	Brésil	42%	31%
Central Eolica Terra Santa SPE I Ltda	Projet (Parc éolien)	Brésil	43%	45%
Central Eolica Terra Santa SPE II Ltda	Projet (Parc éolien)	Brésil	43%	45%
Dracena I Parque Solar SA	Centrale solaire	Brésil	46%	46%
Dracena II Parque Solar SA	Centrale solaire	Brésil	46%	46%
Dracena IV Parque Solar SA	Centrale solaire	Brésil	46%	46%
Eol Maral I SPE SA	Projet (Parc éolien)	Brésil	46%	46%
Eol Maral II SPE SA	Projet (Parc éolien)	Brésil	46%	46%
Eren Do Brasil Participações E Consultoria Em Energia Solar Ltda	Projet (Centrale solaire)	Brésil	45%	45%
Eren Dracena Participacoes SA	Holding	Brésil	46%	46%
Eren Maral Participacoes SA	Holding	Brésil	46%	46%
Eren Renewable Energy do Brasil Participações SA	Projet (Centrale solaire)	Brésil	46%	46%
Eren Terra Santa Participacoes Ltda	Projet (Centrale solaire)	Brésil	43%	45%
Budeshte Agro EOOD	Centrale solaire	Bulgarie	46%	46%
Dabovo Energy	Centrale solaire	Bulgarie	46%	46%
Global Energy	Parc éolien	Bulgarie	46%	46%
Novenergia Bulgaria Services EOOD	Services	Bulgarie	46%	46%
Novenergia II Bulgaria OOD	Holding	Bulgarie	46%	46%
Essakane Solar SAS	Centrale solaire	Burkina Faso	42%	42%
Total Eren Chile SpA	Holding	Chili	46%	46%
Access Building Energy Solar One	Centrale solaire	Egypte	46%	46%
Access Egypt Solar One	Centrale solaire	Egypte	46%	46%
Access Egypt Solar Operating and Maintenance Limited	Services	Egypte	46%	23%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
			31/12/2020	31/12/2019
Access Eren RE JAFZA	Holding	Émirats Arabes Unis	-	33%
Energy Engineering I Mora La Nova I. S.I. (1)	Centrale solaire	Espagne	-	46%
Ne2s - Energia y Ambiente Servicios España S.L.U.	Services	Espagne	46%	46%
Novenergía Almansa. S.I.u. (1)	Centrale solaire	Espagne	-	46%
Novenergía Bonete. S.I.u. (1)	Centrale solaire	Espagne	-	46%
Novenergía Holding Spain. S.L.U.	Holding	Espagne	46%	46%
Novenergía Lobon. S.I. (1)	Centrale solaire	Espagne	-	46%
Novenergía Solarsaor. S.I.u. (1)	Centrale solaire	Espagne	-	46%
Novenergía Villares. S.I.u. (1)	Centrale solaire	Espagne	-	46%
Novenergía II Energy & Environment. S.a.u.	Holding	Espagne	-	46%
Voltalis FinflexOY	Gestion de la demande d'électricité	Finlande	-	52%
Alsace Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Association "Resort Mouratoglou"	Administration du complexe sportif	France	100%	100%
Auvergne Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Avenir Solaire Étoile. S.A.S.	Centrale solaire	France	46%	46%
Avenir Solaire Portfolio. S.A.S.	Holding	France	46%	46%
Avenir Solaire Rhéa. S.A.S.	Centrale solaire	France	46%	46%
Avenir Solaire Téthys. S.A.S.	Centrale solaire	France	46%	46%
Avenir Solaire Titan. S.A.S.	Centrale solaire	France	46%	46%
Caen Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
CP Sports & Health SAS	Sport	France	75%	-
Cryogel SA	Système de gestion et stockage du froid	France	100%	100%
Eneryo. S.A.S.	Services	France	46%	46%
Eren Gestion SAS	Holding	France	100%	100%
Eren Life SAS	Holding activités sportives	France	100%	100%
Eren Siam SAS	Holding	France	46%	46%
Eren TES SAS	Holding	France	100%	100%
Ese Thermo Solar	Système de gestion et de stockage du froid	France	70%	-
Fafco SAS	Système de gestion et stockage du froid	France	100%	100%
Feel life SAS	Administration de centres de fitness	France	100%	100%
Foncière Académie Mouratoglou SNC	Club de Tennis	France	100%	100%
Foncière Hotel Country Club SNC	Immobilier	France	100%	100%
Foncière Internat Mouratoglou SNC	Gestion hôtelière	France	100%	100%
Foncière Sophia Résidence SNC	Complexe immobilier	France	100%	100%
Futur Portfolio. S.A.S.	Holding	France	46%	46%
Global Solar Service SAS	Holding	France	46%	46%
Hotel Victoria SAS	Holding	France	100%	100%
iVoltalis SAS	Gestion de la demande d'électricité	France	-	52%
La Pérouse-Evariste	Gestion immobilière	France	35%	45%
Le Bois Joli. S.A.S.	Parc éolien	France	46%	46%
Lorraine Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Meco 8. S.A.R.L.	Centrale solaire	France	46%	46%
Merignac Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
MJump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Montpellier Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Mouratoglou Academy	Académie de Tennis	France	100%	100%
Mouratoglou Digital Coaching	Coaching individuel	France	100%	75%
Mouratoglou International	Académie de tennis	France	100%	100%
Mouratoglou Tennis Etude SNC	Ecole de Tennis	France	99%	100%
Mouratoglou Tennis Group SAS	Académie de tennis	France	100%	100%
Musical Trévise SAS	Holding activités musicales	France	92%	54%
Nantes Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Nebula Technologies SAS	R&D dans le Domaine de l'énergie	France	51%	74%
New Green Energy Services	Holding	France	46%	46%
New wind 1 SAS	Holding	France	32%	33%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
			31/12/2020	31/12/2019
Nord Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
NY's Jump SAS	Salle de trampoline	France	100%	-
NYJ Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Orège SA	Traitement de l'eau	France	79%	79%
Osmos Group SA	Surveillance santé des structures	France	100%	99%
Parc Photovoltaïque du Puylobier SAS	Centrale solaire	France	46%	46%
Parc Solaire Du Lorrain. S.A.S.	Centrale solaire	France	46%	46%
Paris Sud Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
Reims Jump Sàrl	Salle de trampoline	France	100%	-
SCI de Mérigot	Immobilier	France	100%	100%
Société d'exploitation de l'hotel country club SNC	Gestion hôtelière	France	100%	100%
Société D'Exploitation Du Soleil Du Haut-Deffens. S.A.S.	Centrale solaire	France	46%	46%
Société d'investissements immobiliers et financiers - SIIF SNC	Gestion immobilière	France	99%	100%
Solaire Habitat Social SAS	Centrale solaire	France	46%	46%
Solar Ethiopia One	Centrale solaire	France	-	46%
Sunrise Wind One SAS	Holding	France	-	42%
Tennis Majors SAS	Académie de tennis	France	68%	100%
TMW SA	Traitement de l'eau	France	99%	97%
Total Eren Holding S.A.	Holding	France	66%	66%
Total Eren Nov	Holding	France	46%	46%
Total Eren SA	Développement des activités énergétiques	France	46%	46%
TOTAL Eren Telin	Centrale solaire	France	46%	46%
UJump Sàrl (Lyon)	Salle de trampoline	France	100%	-
Ultimate Tennis Showdown	Ligue de tennis indépendante	France	90%	-
Voltalis SA	Gestion de la demande d'électricité	France	-	52%
VPK1 SAS	Gestion de la demande d'électricité	France	-	52%
VPK2 SAS	Gestion de la demande d'électricité	France	-	52%
YJ Beauvais SAS	Salle de trampoline	France	65%	-
YJ Osny SAS	Salle de trampoline	France	70%	-
YJ Strasbourg SAS	Salle de trampoline	France	52%	-
You Jump SAS	Salle de trampoline	France	100%	-
Aioliki Energeiaki Achladotopos SA	Projet (Parc éolien)	Grèce	75%	75%
Aioliki Energiaki Gkoura SA	Projet (Parc éolien)	Grèce	44%	44%
Aiolos Kritis SA	Projet (Parc éolien)	Grèce	46%	46%
Aktina Skalas SA	Parc éolien	Grèce	46%	46%
Ananeosimes Piges Kritis Paragogi Ilektrikis Energeias SA	Projet (Hybride)	Grèce	46%	46%
Anemopetra SA	Parc éolien	Grèce	46%	46%
Bioclimatic Building Construction Galaxidi LLC	Gestion immobilière	Grèce	100%	100%
Drymari Energiaki SA	Projet (Parc éolien)	Grèce	-	75%
East Photovoltaics Energy Production and Exploitation SA	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	46%
Elliniki Eoliki Energiaki SA	Parc éolien	Grèce	40%	40%
EMV Energy Investments SA	Centrale solaire	Grèce	46%	46%
Energiaki Ptoon SA	Parc éolien	Grèce	46%	46%
Eoliki Agriliou Single Member SA	Projet (Parc éolien)	Grèce	46%	46%
Eoliki Energiaki Evias SA	Parc éolien	Grèce	20%	20%
Eren Hellas Energy SA	Bureau administratif	Grèce	46%	46%
Eren Industries Hellas	Développement des activités industrielles	Grèce	100%	100%
Goritsa Aiolos Energy SA	Parc éolien	Grèce	46%	46%
Iliaki Energy Production and Exploitation SA	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	46%
Lekka Energy Production and Trade SA	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	46%
Lithos Aiolos Energy SA	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	46%
Livadia Aiolos SA	Parc éolien	Grèce	46%	46%
Notias Energy SA	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	46%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
			31/12/2020	31/12/2019
Notias-East PV Consortium & CO	Etude de projets	Grèce	46%	46%
Osmos Hellas - Structural Health Monitoring SA	Surveillance santé des structures	Grèce	90%	89%
Photonotos Energy Single Member S.A.	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	-
Photovoros Single Member SA	Projet (Centrale solaire)	Grèce	46%	46%
Renoptipower SA	Négoce d'énergie	Grèce	35%	35%
Fürged Szélerömü Kft.	Parc éolien	Hongrie	-	46%
Hungary Holding Ltd	Holding	Hongrie	-	33%
Kisbárapáti Szélerömü Kft.	Parc éolien	Hongrie	-	46%
Novenergia II Hungary Kft.	Parc éolien	Hongrie	-	46%
Bindookhadak Solar Projects Pvt Ltd	Centrale solaire	Inde	23%	23%
Bwagwanpur Solar Projects Pvt Ltd	Centrale solaire	Inde	23%	23%
EREN Cryogel India Pvt Ltd	Système de gestion et stockage du froid	Inde	100%	100%
Haridwar Solar Projects Private Ltd	Centrale solaire	Inde	23%	23%
PT. Tala Alam Baru	Projet (Parc éolien)	Indonésie	46%	46%
Brur Haill Power 2009 Ltd	General Partner	Israël	21%	21%
Brur Haill Sun LP	Centrale solaire	Israël	21%	21%
Eren Management Israel Ltd	Holding	Israël	46%	46%
Hazeva Green Energies Ltd	Centrale solaire	Israël	46%	46%
Kerem Shalom Power Ltd	General Partner	Israël	21%	21%
Kerem Shalom Sun LP	Centrale solaire	Israël	21%	21%
Mishmar Hanegev Power Ltd	General Partner	Israël	21%	21%
Mishmar Hanegev Sun LP	Centrale solaire	Israël	21%	21%
SIIF EDF EN Israel Ltd	Holding	Israël	24%	24%
Talmei Eliyahu Green Energies Ltd	Centrale solaire	Israël	22%	22%
Castellaneta Solar S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
Clean Energy 1 S.r.l.	Parc éolien	Italie	46%	46%
Clean Energy S.r.l.	Parc éolien	Italie	46%	46%
Energia Italia SRL	Centrale hydro-électrique	Italie	37%	37%
Energia SI S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
E-Vento Cirò S.r.l.	Parc éolien	Italie	46%	46%
HFV Montenero S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
Idroelettrica Dogana SRL	Centrale hydro-électrique	Italie	19%	19%
Idroelettrica Restituzione SRL	Centrale hydro-électrique	Italie	19%	19%
INOV. S.r.l.	Holding	Italie	46%	46%
La quercia Solar S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
Novenergia Holding Italy S.r.l.	Holding	Italie	46%	46%
NovEnergia Italia S.p.a.	Services	Italie	46%	46%
Novenergia Solar Italia S.r.l.	Holding	Italie	46%	-
Osmos Italia SRL	Surveillance santé des structures	Italie	100%	99%
Parco Eolico La Guardia S.r.l.	Parc éolien	Italie	46%	46%
Pontenure Solar S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
SIAP + MICROS Holding Srl	Surveillance santé des structures	Italie	51%	51%
SIAP + MICROS S.P.A	Surveillance santé des structures	Italie	51%	51%
Sistemi Energia Calabria S.r.l.	Parc éolien	Italie	46%	46%
Solar Barocco S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
Solar Life Energy S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
Solenergy S.r.l.	Centrale solaire	Italie	46%	46%
M-Kat Green Limited LP	Centrale solaire	Kazakhstan	46%	46%
Nomad Solar Llp	Centrale solaire	Kazakhstan	46%	46%
Total Eren Services Kazakhstan LLP	Services	Kazakhstan	46%	46%
Eren Eco Chic Sàrl	Holding	Luxembourg	100%	100%
Eren Financements SeNC	Holding	Luxembourg	100%	100%
Eren Grèce Sàrl	Holding	Luxembourg	46%	46%
Eren India Sàrl	Holding	Luxembourg	46%	46%
Eren Industries SA	Holding	Luxembourg	100%	100%
International Sport Mouratoglou and Partners SA	Holding	Luxembourg	100%	100%
New Eren SA	Holding	Luxembourg	100%	100%
Novenergia Holding Company	Holding	Luxembourg	46%	46%
Slim SA	Holding	Luxembourg	77%	38%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
			31/12/2020	31/12/2019
Cryogel Its (Malaysia) Sdn Bhd	Système de gestion et stockage du froid	Malaisie	100%	100%
Access Uganda Solar Ltd	Projet (Centrale solaire)	Ouganda	46%	32%
Access Uganda Solar Operating and Maintenance Limited	Services	Ouganda	46%	23%
Total Eren Tashkent Llc	Holding	Ouzbékistan	46%	-
Enwind SP. Z O.O.	Parc éolien	Pologne	45%	45%
Novenergia Poland Services SP. Z O.O.	Services	Pologne	46%	46%
Novenergia Poland SP. Z O.O.	Holding	Pologne	46%	46%
Generg - Gestão e Projectos de Energia. S.A.	Centrale hydro-électrique	Portugal	46%	46%
Generg - Serviços de Engenharia e Gestão. Soc. Unipessoal. S.A.	Services	Portugal	46%	46%
Generg International S.A.	Holding	Portugal	46%	46%
Generg Novos Desenvolvimentos. S.A.	Holding	Portugal	46%	46%
Generg Portfólio. SGPS. S.A.	Holding	Portugal	46%	46%
Generg SGPS. S.A.	Holding	Portugal	46%	46%
Generg Sol da Beira-Baixa Energias Renováveis. S.A.	Centrale solaire	Portugal	46%	46%
Generg Sol do Alentejo - Energias Renováveis. Soc. Unipessoal. Lda.	Centrale solaire	Portugal	46%	46%
Generg Sol do Alentejo 2 - Energias Renováveis. Soc. Unipessoal. Lda.	Centrale solaire	Portugal	46%	46%
Generg Ventos da Gardunha - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos da Gardunha Sobre Equipamento. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos de Proença-a-Nova - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos de Sines - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos de Trancoso - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos de Trancoso – Sobre Equipamento S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	-
Generg Ventos de Viana do Castelo - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos de Viana do Castelo – Sobre Equipamento S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	-
Generg Ventos do Caramulo - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos do Caramulo Sobre Equipamento. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Generg Ventos do Pinhal Interior Sobre Equipamento. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Genergreen SGPS. S.A.	Holding	Portugal	46%	46%
Generventos do Pinhal Interior - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Hidrinveste - Investimentos Energéticos. Lda.	Centrale hydro-électrique	Portugal	46%	46%
Hidroeléctrica de Manteigas. Lda.	Centrale hydro-électrique	Portugal	42%	42%
Hidroeléctrica do Monte. Lda.	Centrale hydro-électrique	Portugal	46%	46%
Megavento - Produção de Electricidade. S.A.	Parc éolien	Portugal	46%	46%
Power & Sol - Energias Renováveis. S.A.	Centrale solaire	Portugal	46%	46%
Sociedade Exploradora de Recursos Energéticos. Lda.	Centrale hydro-électrique	Portugal	46%	46%
Sociedade Hidroeléctrica da Grela. Lda.	Centrale hydro-électrique	Portugal	46%	46%
Sol do Sorraia. S.A.	Centrale solaire	Portugal	46%	46%
Ventos do Seixo Amarelo - Energias Renováveis. S.A.	Parc éolien	Portugal	42%	42%
Orège UK	Traitement de l'eau	Royaume Uni	79%	79%
Voltais UK Limited	Gestion de la demande d'électricité	Royaume Uni	-	52%
Cryogel Singapore Ltd	Système de gestion et stockage du froid	Singapour	-	100%
Eren Asia Pte Ltd	Holding	Singapour	46%	46%
Eren Development Asia Pte Ltd	Bureau administratif	Singapour	46%	46%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
			31/12/2020	31/12/2019
Pace Energy Pte Ltd	Projet (Parc éolien)	Singapour	46%	46%
East Renewable Energy AB	Holding	Suède	17%	17%
East Renewable Ukraine AB	Holding	Suède	17%	17%
Delroc SA	Système de gestion et stockage du froid	Suisse	97%	97%
Fafco SA	Système de gestion et stockage du froid	Suisse	97%	97%
Syvash Energo Prom LLC	Projet (Parc éolien)	Ukraine	17%	17%
Orege North America Inc	Traitement de l'eau	USA	79%	79%

5.3 Associés et co-entreprises

Le Groupe détient des participations dans les co-entreprises et entreprises associées suivantes.

Dénomination	Abrégé	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
				31/12/2020	31/12/2019
Aren Energy Ltd	Aren	Holding	Afrique du Sud	50%	50%
TSGF Spa	TSGF	Centrale solaire	Chili	50%	50%
Fuente Álamo	Fuente Álamo	Centrale solaire	Espagne	-	50%
Aïden SAS	Aïden	Industries	France	45%	-
Antilles Solaire Services SAS	Antilles	Projet (Centrale solaire)	France	-	33%
Bélise 2 Solaire Services SAS	Bélise 2	Centrale solaire	France	50%	50%
Bélise 3 Solaire Services SAS	Bélise 3	Centrale solaire	France	50%	50%
Bois fleuri SAS	Bois Fleuri	Gestion hôtelière	France	50%	50%
Concept Jump 13 SAS	Concept jump 13	Salle de trampoline	France	50%	-
Concept Jump 26 SAS	Concept jump 26	Salle de trampoline	France	50%	-
Concept Jump 83 SAS	Concept jump 83	Salle de trampoline	France	50%	-
Concept Jump 84 SAS	Concept jump 84	Salle de trampoline	France	50%	-
Corsica Solaire Services SAS	Corsica	Projet (Centrale solaire)	France	-	33%
Desvarieux Solaire Services	Desvarieux	Projet (Centrale solaire)	France	-	33%
DG Finance	DG Finance	Sport	France	27%	19%
Energy Solaire Services SAS	Energy Solaire	Centrale solaire	France	50%	50%
French Riviera Open	French Riviera	Événements sportifs	France	25%	25%
Grand Rivière Eolien Stockage Services SAS	GRESS	Parc éolien	France	33%	33%
Infralion PPP	Infralion DGGN	Immobilier	France	50%	50%
Montjoly 2 Solaire Service SAS	Montjoly 2	Projet (Centrale solaire)	France	-	33%
Montjoly Solaire Services SAS	Montjoly	Centrale solaire	France	33%	33%
Museec SAS	Museec	Musique	France	50%	-
Ophelia Sensors SAS	Ophelia	Surveillance santé des structures	France	20%	20%
Piémontaise Solaire Service SAS	Piémontaise	Projet (Centrale solaire)	France	-	33%
Saint François 3 Solaire Services SAS	Saint François 3	Centrale solaire	France	50%	50%
Société du lac Alain Cami SAS SPVMV	Alain Cami SPVMV	Immobilier Réparation et installation de machines et d'équipements	France France	- 40%	30% 40%
YJ Chambly SAS	YJ Chambly	Salle de trampoline	France	40%	-
You Jump Amiens SAS	You Jump Amiens	Salle de trampoline	France	50%	-
Aioliki Notiou Skyrou S.A.	Skyrou	Projet (Parc éolien)	Grèce	40%	-
Voreas Technical. Commercial. Manufacturing and Construction SA	Voreas	Centrale solaire	Grèce	50%	50%
Avengers Solar Pvt Ltd	Avenger	Centrale solaire	Inde	50%	50%
Ballapur Solar Power Projects Pvt Ltd	Ballapur	Centrale solaire	Inde	50%	50%
Bastille Solar Private Ltd	Bastille	Projet (Centrale solaire)	Inde	51%	51%
Cambronne Solar Private Ltd	Cambronne	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Dénomination	Abrégé	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêts	
				31/12/2020	31/12/2019
Chudiala Solar Power Projects Pvt Ltd	Chudiala	Centrale solaire	Inde	50%	50%
Duroc Solar Private Ltd	Duroc	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Mumbai Solar Pvt Ltd	Mumbai	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Alma Private Ltd	Alma	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	-
Eden Renewable Anvers Private Ltd	Anvers	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Bercy Private Ltd	Bercy	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	-
Eden Renewable Blanche Private Ltd	Blanche	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Cite Private Ltd	Cite	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Concorde Private Ltd	Concorde	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Iena Private Ltd	Iena	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Jasmin Private Ltd	Jasmin	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Lourmel Private Ltd	Lourmel	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Passy Private Ltd	Passy	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	-
Eden Renewable Ranji Pvt Ltd	Ranji Solar	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Simplon Private Ltd	Simplon	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Sully Private Ltd	Sully	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	-
Eden Renewable Ternes Private Ltd	Ternes	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	-
Eden Renewable Varenne Private Ltd	Varenne	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewable Vavin Private Ltd	Vavin	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	-
Eden Renewable Villiers Private Ltd	Villiers	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Renewables India LLP	EDEN RE India	Holding	Inde	50%	50%
Eden Solar Gurgaon Pvt Ltd	Gurgaon	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Solar Opera Private Ltd	Opera	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Solar Rajdhani Pvt Ltd	Rajdhani	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Eden Solar Raspail Private Ltd	Raspail	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Medha Energy Private Ltd	Medha	Projet (Centrale solaire)	Inde	50%	50%
Segur Solar Private Ltd	Segur	Projet (Centrale solaire)	Inde	51%	51%
Shakumbhari Solar Power Project Pvt Ltd	Shakumbhari	Centrale solaire	Inde	50%	50%
HFV Salentina	HFV Salentina	Centrale solaire	Italie	50%	50%
Eólica da Boneca – Empreendimentos Eólicos, S.A.	Eólica da Boneca	Wind plant	Portugal	35%	-
SC Maison de Vignon SRL	Maison Vignon	Immobilier	Roumanie	50%	50%
SC Metropolis & Partenaires SRL	Metropolis	Immobilier	Roumanie	45%	45%
Winch Energy Ltd	Winch Energy	Projet (Centrale solaire)	Royaume Uni	38%	43%
Soreli Investment Pte. Ltd	Soreli	Holding	Singapour	50%	-
Neos Health Sàrl	Neos	Equipementier sportif	Suisse	35%	35%
Wind Hill	Wind Hill	Projet (Parc éolien)	Thaïlande	49%	49%
Wind Mountain	Wind Mountain	Projet (Parc éolien)	Thaïlande	49%	49%
Wind Valley	Wind Valley	Projet (Parc éolien)	Thaïlande	49%	49%
Eco Chic LLC	Eco Chic	Soins de beauté	USA	26%	26%

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

5.4 Intérêts dans des entités structurées non consolidées

Le Groupe n'a pas d'intérêts dans des entités structurées non consolidées.

5.5 Changements dans la structure du Groupe

Durant l'année 2020, le Groupe a créé 12 filiales dans le cadre du développement international de ses activités (10 filiales en 2019).

Durant l'année 2019, le Groupe a également fait sa première grande acquisition en rachetant le groupe Novenergia en 2019 (78 entités). Le Groupe a également acquis 26 filiales en dehors de regroupements d'entreprises (14 acquises en 2019) et n'a pas consolidé en intégration globale des sociétés précédemment consolidées selon la méthode de la mise en équivalence contrairement à l'année précédente où 8 entités étaient dans ce cas de figure. Le groupe a cédé 50% des part d'une de ses sociétés, qui passe désormais de la méthode de l'intégration globale à la méthode de la mise en équivalence. Le Groupe a cédé 14 filiales (aucune en 2019). Le Groupe a procédé à la liquidation de 2 entités (3 entités liquidées en 2019). Finalement, 1 société a été fusionnée au sein d'autres entités du Groupe (1 société fusionnée en 2019).

Novenergia est un groupe actif dans les énergies renouvelables, qui détient un portefeuille diversifié de centrales éoliennes, solaires et mini-hydroélectriques, principalement au Portugal.

5.5.1 Nouvelles filiales

a Projet Syvash

En janvier 2019, le Groupe s'est engagé dans un nouveau projet « Syvash » qui était auparavant développé par un tiers. Le Groupe a obtenu le contrôle de Syvash par le biais d'augmentations de capital sur la holding entité projet. Suite à cette acquisition, le Groupe a comptabilisé EUR 53.737k en juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition.

5.5.2 Sorties de périmètre

a Voltalis

Le Groupe a cédé une partie son investissement dans l'entité Voltalis, représentant 36% du capital de Voltalis. Suite à cette opération, le Groupe détient un intérêt résiduel à hauteur de 15,6% du capital de Voltalis et le Groupe ne détient plus le contrôle exclusif de Voltalis, avec ses filiales, qui a été déconsolidée.

b Tréfoncière

Le Groupe a cédé l'intégralité de son investissement dans l'entité Tréfoncière d'Arlon qui a été déconsolidée.

c Museec

Le Groupe a cédé 50% de son investissement dans l'entité Museec et détient un intérêt résiduel à hauteur de 50% dans l'entité. Museec est détenue et gérée en co-investissement par le Groupe. Suite à cette opération, l'investissement a été déconsolidé et l'intérêt résiduel est comptabilisé en co-entreprises.

5.5.3 Transactions avec les intérêts minoritaires

Au cours de l'année, le Groupe a réalisé plusieurs opérations avec les intérêts minoritaires.

a BJL11 et BJL 4

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le Groupe à travers sa filiale Eren Renewable Participacoes SA a acquis 23 % des participations dans les projets BJL 11 et BJL 4 auprès d'actionnaires minoritaires par l'acquisition de l'entité Laparen Participacoes SA pour EUR 6.573m (BRL 40.167m). Au 31 octobre 2020, Laparen Participacoes a fusionné avec Eren Renewable Participacoes SA., à la suite de cette acquisition, le Groupe a comptabilisé des participations minoritaires pour EUR (4.733k) et a comptabilisé un impact pour EUR (540k) et en réserve de change pour EUR (864k).

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

b Musical Trévis

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le Groupe a acquis 38% complémentaire de Musical Trévis, afin de porter l'investissement du Groupe à 91,7% du capital de la filiale, pour une valeur de EUR 1.103k. A la suite de cette acquisition, le Groupe a acquis des intérêts minoritaires pour une valeur de EUR 52k et comptabilisé un impact dans les résultats reportés pour EUR 1.335k.

c SLIM

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le Groupe a acquis 38,5% d'intérêts complémentaires de SLIM, afin de porter l'investissement du Groupe à 77% du capital de la filiale, pour une valeur de EUR 1. A la suite de cette acquisition, le Groupe a acquis des intérêts minoritaires pour une valeur de EUR (553k) et comptabilisé un impact dans les résultats reportés pour EUR (552k).

d Mouratoglou Digital Coaching

En octobre 2020, la filiale Mouratoglou Digital Coaching a réalisé une augmentation de capital souscrite uniquement par le Groupe résultant en la dilution des intérêts minoritaires. À la suite de cette augmentation de capital, le Groupe a acquis 24,9% d'intérêts complémentaires afin de porter son investissement à 99,9% du capital de la filiale. Le Groupe a acquis des intérêts minoritaires pour une valeur de EUR (138k) et comptabilisé un impact dans les résultats reportés pour EUR 138k.

5.5.4 Hors périmètre

Au 31 décembre 2020, le Groupe détient des participations dans plusieurs entités nouvellement acquises ou constituées pour lesquelles aucune information financière n'était disponible et qui ne sont pas significatives pour l'exercice clos. Le Groupe a choisi de classer ces investissements en instruments de capitaux propres avec les variations ultérieures de juste valeur comptabilisées dans le résultat global, se référer à la note 25.1.

Dénomination	Activité principale	Pays d'établissement	% d'intérêt	Coût d'acquisition
			31/12/2020	k EUR
Quilemba Solar Ltda	Holding	Angola	75%	2
Argenter I SA *	Projet (centrale solaire)	Argentine	100%	-
Argenter II SA *	Projet (centrale solaire)	Argentine	100%	-
BJL2 Solar SPE SA	Projet (centrale solaire)	Brésil	100%	12
BJL6 Solar SPE SA	Projet (centrale solaire)	Brésil	100%	12
Eol Maral III SPE SA	Projet (parc éolien)	Brésil	100%	257
Total Eren Burkina SAS	Projet (centrale solaire)	Burkina Faso	100%	2
BidCo1 SAS	Holding	France	100%	1
BidCo2 SAS	Holding	France	100%	1
Aioliki Notiou Skyrou S.A.	Projet (parc éolien)	Grèce	40%	55
Total Eren Guatemala	Holding	Guatemala	100%	3
Aisha Solar LLP	Centrale solaire	Kazakhstan	100%	1
Koutiala Solaire SAS	Projet (centrale solaire)	Mali	70%	11
Total Eren Maroc Sarl	Holding	Maroc	100%	1
Total Eren Tashkent LLC	Holding	Ouzbékistan	100%	4
				362

* Au 31 décembre 2020, le Groupe ne dispose pas d'informations sur les coûts d'acquisition d'Argenter I et d'Argenter II car ces investissements sont détenus par BidCo1 S.A.S pour laquelle aucune information n'est disponible à la fin de l'année.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

6 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

6.1 Aquisition au-cours de l'année 2020

Le Groupe n'a pas réalisé de regroupement d'entreprises au cours de l'année 2020.

6.2 Aquisition au-cours de l'année 2019

6.2.1 Acquisition de Novenergia

Le 5 avril 2019, le Groupe a acquis 100% des actions avec droit de vote de Novenergia Holding Company SA ("Novenergia") et de ses filiales. Novenergia est un groupe solide actif dans la production d'énergie renouvelable par le biais de multiples technologies, principalement éolienne, solaire et hydraulique.

Le Groupe a acquis Novenergia principalement pour étendre ses activités et renforcer sa présence en Europe, grâce à une concentration importante de Novenergia en Europe du Sud-Ouest. Le contrôle a été obtenu par l'acquisition de tous les droits de vote de l'entité à l'assemblée générale des actionnaires.

Lors de l'acquisition la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge de Novenergia était la suivante :

	Juste valeur à l'acquisition k EUR
Actifs	
Immobilisations corporelles	904.196
Immobilisations incorporelles	46.074
Investissements	5.976
Impôts différés actif	26.285
Trésorerie restreinte ou bloquée	21.540
Clients et autres débiteurs	53.045
Autres actifs	5.524
Trésorerie et dépôts court-terme	112.040
	1.174.680
Passifs	
Intérêts minoritaires	687
Prêts et emprunts	590.037
Autres passifs financiers	47.690
Provisions	31.818
Impôts différés passifs	102.912
Fournisseurs et autres créditeurs	41.609
Autres passifs	1.449
	816.202
Total des actifs nets identifiables à leur juste valeur	358.478
Part des intérêts minoritaires dans l'actif net à la juste valeur	-
Contrepartie d'achat différé	-
Goodwill résultant de l'acquisition	201.522
Prix de transaction	560.000

La juste valeur des créances est égale à leur valeur comptable. Le montant contractuel brut des créances est de EUR 53.045k. Les autres créances sont dépréciées à hauteur de EUR 12k et il est prévu que les montants contractuels complets puissent être recouverts.

Le passif d'impôt différé comprend principalement l'effet fiscal de la réévaluation des immobilisations corporelles à la date d'acquisition pour EUR 82.125k.

Le groupe Novenergia a acquis de solides compétences dans le développement de projets d'énergies renouvelables grâce à une équipe très expérimentée. Le goodwill de EUR 201.522k est principalement composé des synergies attendues et des capacités de développement étendues

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

générées par l'acquisition de Novenergia, y compris les nouveaux projets développés par Novenergia depuis l'acquisition. Le goodwill est exclusivement affecté au segment d'activités de Novenergia. Aucune partie du goodwill comptabilisé ne devrait être déductible à des fins d'impôt sur le revenu.

À compter de la date d'acquisition, Novenergia a contribué à hauteur de EUR 138.153k au chiffre d'affaires et de EUR 20.962k au résultat net. Si le regroupement avait eu lieu le 1^{er} janvier 2019, Novenergia aurait contribué à hauteur de EUR 191.379k de recettes et de EUR 37.464 de résultat net. Ces montants ont été calculés en utilisant les résultats de la filiale et en les ajustant pour tenir compte des différences de méthodes comptables entre le Groupe et la filiale.

Le Groupe a enregistré une variation nette de trésorerie de EUR 449.684k qui se détaille comme suit :

	k EUR
Coûts de transaction de l'acquisition (inclus dans les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation)	(1.724)
Trésorerie nette acquise avec la filiale (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement)	112.040
Trésorerie versée (inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement)	(560.000)
Flux de trésorerie net à l'acquisition	(449.684)

Au cours de l'année, le Groupe a revu l'estimation des provisions pour les droits de timbre par une réduction de la provision de EUR 1.172k. Le goodwill a été réduit en conséquence.

7 ACTIVITÉS DÉTENUES EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

7.1 Opérations au-cours de l'année 2020

A la date du 22 février 2020, le Groupe au travers de sa filiale Musical Trévise SAS a procédé à la cession de 50% du capital et des droits de vote de la société Museec au groupe Les Echos. Au 31 décembre 2019, la société Museec a donc été reclassée en « Activité détenue en vue de la vente » et son résultat à été reclassé en « Resultat des activités abandonnées ».

Le résultat de Museec au titre de l'exercice 2019 se décompose comme suit :

	2019 k EUR
Chiffre d'affaires	4.342
Frais de personnel	(1.636)
Autres charges d'exploitation	(2.555)
Autres produits d'exploitation	433
Autres résultats opérationnels	(2)
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(866)
Charges financières	-
Impôts sur les résultats	8
Résultat de l'exercice des activités abandonnées	(276)

Les actifs et passifs de la société Museec reclassé en « Actifs détenus en vue de la vente » et « Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente » se décompose comme suit :

	31/12/2019 k EUR
Actifs	
Immobilisations corporelles	205
Immobilisations incorporelles	1.957
Autres créances non courantes	62
Impôts différés actif	10
Clients et autres débiteurs	1.854
Autres actifs courants	368
Trésorerie et dépôts court-terme	144
Actifs détenus en vue de la vente	4.600

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

	31/12/2019
	k EUR
Passifs	
Prêts et emprunts non courants	148
Prêts et emprunts courants	78
Provisions courantes	2
Fournisseurs et autres créditeurs	1.966
Produits différés courants	1.049
Passifs directement liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente	3.243

L'impact de Museec sur l'état consolidé de flux de trésorerie se décompose comme suit :

	2019
	k EUR
Activités d'exploitation	378
Activités d'investissements	(566)
Activités de financements	128
Impact net	(60)

8 FILIALES AVEC INTERETS MINORITAIRES MATERIELS

Le Groupe comprend des filiales ayant des intérêts minoritaires matériels :

2020	En abrégé	Part de détention détenue par les minoritaires	Résultats alloués aux minoritaires k EUR	Cumul des minoritaires k EUR
Orège S.A.	Orège	21%	(2.219)	(4.210)
Eoliki Energiaki Evias SA	Evias	80%	2.152	3.200
SIAP+Micros Holdings Srl	SIAP	49%	314	3.031
Total Eren Holding S.A. (sous- groupe)	Total Eren (Sous- groupe)	34%	34.065	683.750
			34.312	685.771

2019	En abrégé	Part de détention détenue par les minoritaires	Résultats alloués aux minoritaires k EUR	Cumul des minoritaires k EUR
Orège S.A.	Orège	21%	(2.178)	(2.388)
Eoliki Energiaki Evias SA	Evias	80%	1.891	6.299
SIAP+Micros Holdings Srl	SIAP	49%	356	2.747
Total Eren Holding S.A. (sous- groupe)	Total Eren (Sous- groupe)	34%	20.193	627.386
			20.262	634.044

Le Groupe a décidé de présenter les intérêts minoritaires au niveau du sous-groupe Total Eren Holding, car il représente un sous-palier au niveau du Groupe EREN.

Les informations financières résumées de ces filiales sont fournies ci-dessous. Ces informations sont basées sur les montants avant éliminations intercos.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

État résumé du résultat global consolidé pour 2020 :	Orège	SIAP	Evias	Total Eren (Sous-groupe)
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Chiffre d'affaires	1.870	9.843	6.254	15.240
Matières premières et consommables utilisés	(1.574)	(5.479)	(45)	(9.424)
Autres charges d'exploitation	(7.912)	(3.268)	(868)	(9.328)
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(665)	(167)	(965)	(778)
Autres produits d'exploitation	2.260	274	-	1.948
Résultat financier	369	(77)	(812)	(4.072)
Profits/(pertes) avant impôts	(5.652)	1.126	3.564	(6.414)
Impôts sur les résultats	-	(485)	(874)	2.726
Profit/(perte) pour l'exercice provenant des activités poursuivies	(5.652)	641	2.690	(3.688)
Autres éléments du résultat global	(323)	(61)	-	58
Total résultat global	(5.975)	580	2.690	(3.630)
Montant attribuable aux intérêts minoritaires	(2.219)	314	2.152	34.065
Dividende payé aux intérêts minoritaires	-	-	(1.346)	(4.010)

État résumé de la situation financière consolidé au 31 décembre 2020 :	Orège	SIAP	Evias	Total Eren (Sous-groupe)
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Immobilisations corporelles	1.732	2.529	17.203	2.072
Autres actifs non courants	14.381	1.991	1.308	838.628
Actif circulant	16.548	7.060	3.032	178.925
Trésorerie et dépôts à court terme	230	2.495	829	123.913
Passifs financiers non circulants	(23.549)	(3.070)	(15.873)	(155.252)
Autres passifs non circulants	(40)	(804)	(633)	(2.770)
Passifs financiers circulants	(1.488)	(362)	(1.215)	(22.234)
Autres passifs circulants	(1.949)	(3.654)	(650)	(7.390)
Total des capitaux propres	5.865	6.185	4.001	955.892
Montant attribuable aux intérêts minoritaires	(4.210)	3.031	3.200	683.750

État résumé du résultat global consolidé pour 2019 :	Orège	SIAP	Evias	Total Eren (Sous-groupe)
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Chiffre d'affaires	206	9.764	6.044	269.911
Matières premières et consommables utilisés	(3.573)	(5.397)	(45)	(21.363)
Autres charges d'exploitation	(2.519)	(3.224)	(892)	(74.451)
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(784)	(155)	(956)	(89.262)
Autres produits d'exploitation	3.209	172	1	17.441
Résultat financier	(1.433)	(105)	(1.028)	(64.152)
Profits/(pertes) avant impôts	(4.894)	1.055	3.124	38.124
Impôts sur les résultats	-	(329)	(760)	(6.579)
Profit/(perte) pour l'exercice provenant des activités poursuivies	(4.894)	726	2.364	31.545
Autres éléments du résultat global	25	(82)	-	(7.982)
Total résultat global	(4.869)	644	2.364	23.563
Montant attribuable aux intérêts minoritaires	(2.178)	356	1.891	20.193
Dividende payé aux intérêts minoritaires	-	-	(1.346)	(2.528)

État résumé de la situation financière consolidé au 31 décembre 2019 :	Orège	SIAP	Evias	Total Eren (Sous-groupe)
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Immobilisations corporelles	2.366	2.284	18.119	2.357
Autres actifs non courants	16.373	1.958	2.551	453
Actif circulant	14.804	7.158	3.341	298
Trésorerie et dépôts à court terme	33	1.510	1.325	580
Passifs financiers non circulants	(18.244)	(1.071)	-	(127.361)
Autres passifs non circulants	(52)	(1.063)	(440)	(213)
Passifs financiers circulants	(1.780)	(1.814)	(15.254)	(309)
Autres passifs circulants	(1.795)	(3.356)	(1.769)	(102)
Total des capitaux propres	11.705	5.606	7.873	(124.297)
Montant attribuable aux intérêts minoritaires	(2.388)	2.747	6.299	627.386

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

9 INVESTISSEMENTS DANS DES CO-ENTREPRISES

La part du Groupe dans les co-entreprises est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés. Le Groupe dispose d'investissements dans les co-entreprises suivantes.

Nom		Coût	Part de	Part de	Valeur comptable au	
		d'acquisition	résultat	résultat	31	31
		au 31	pour	pour	décembre	décembre
		décembre	l'année	l'année	2020	2019
		2020	2020	2019	k EUR	k EUR
		k EUR	k EUR	k EUR		
Co-entreprises						
France ZNI	(1)	4.430	45	1.208	9.461	10.305
Grèce	Voreas	6.439	878	917	10.052	10.106
Inde	(2)	29.663	(219)	(588)	28.746	18.507
Autres	(3)	201.206	(2.993)	(249)	11.936	9.582
France (Métropole)	(4)	592	(943)	2.735	81	-
		242.330	(3.232)	4.023	60.276	48.500

(1) Les entités incluses sous le groupe « France ZNI » sont ESS, Bélise 2, Bélise 3 et SF3SS.

(2) Les entités incluses dans le groupe de coentreprises India sont EDEN RE India, Ranji Solar, Medha, Mumbai, Rajdhani, Gurgaon, Ballupur, Chiudiala, Shakumbhari, Bastille, Cambronne, Duroc, Opera, Raspail, Segur, Avenger, Anvers, Concorde, Villiers, Lourmel, Iena, Simplon, Jasmin, Blanche, Varenne, Cité Ternes, Sully, Passy, Bercy, Vavin et Alma.

(3) Les entités incluses dans le groupe « Autres » sont Winch Energy Ltd, Soreli Investments et TsgF SpA.

(4) Les entités incluses dans le groupe « France (Métropoles) » sont Infracon, Concept Jump 84, Concept Jump 83, Concept Jump 26, Concept Jump 13, You Jump Amiens, YJ Chambly

Les informations financières résumées des co-entreprises sur base de leurs états financiers IFRS, et le rapprochement avec la valeur comptable de l'investissement dans les états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

Le Groupe ne considère pas qu'il y ait un investissement individuel significatif, dans les investissements dans les co-entreprises. Pour tous les investissements, le Groupe a présenté l'information résumée par pays d'établissement afin de fournir des informations plus pertinentes.

État résumé du résultat global consolidé pour 2020 :	France	Grèce	Inde	Autres	Total
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Chiffre d'affaires	23.757	4.457	19.460	-	47.674
Autres charges d'exploitation	(4.361)	(1.163)	(5.042)	(442)	(11.008)
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(4.384)	(733)	(5.019)	(137)	(10.273)
Autres produits d'exploitation	(1.308)	(2)	657	(120)	(774)
Résultat financier	(2.380)	(92)	(9.093)	(82)	(11.647)
Profits/(pertes) avant impôts	11.324	2.467	963	(781)	13.973
Impôts sur les résultats	(12.070)	(710)	(1.116)	(2.784)	(16.680)
Profit/(perte) pour l'exercice provenant des activités poursuivies	(746)	1.757	(153)	(3.565)	(2.707)
Autres éléments du résultat global	241	23	(3.893)	(15.745)	(19.374)
Total résultat global	(505)	1.780	(4.046)	(19.310)	(22.081)
Part du Groupe dans le résultat de l'année	(898)	878	(219)	(2.993)	(3.232)
Part du Groupe dans les autres éléments du résultat global	120	11	-	(4.002)	(3.871)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

État résumé du bilan consolidé au 31 décembre 2020 :

	France k EUR	Grèce k EUR	Inde k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Immobilisations corporelles	50.562	10.442	147.538	157.498	366.040
Autres actifs	165.180	5.688	53.938	24.911	249.719
Passifs	(194.796)	(6.585)	(146.300)	(184.557)	(532.238)
Total des capitaux propres	20.946	9.545	55.176	(2.148)	83.521
Valeur comptable de l'investissement du Groupe	9.542	10.052	28.746	11.936	60.276

État résumé du résultat global consolidé pour 2019 :

	France k EUR	Grèce k EUR	Inde k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Chiffre d'affaires	9.771	4.545	21.380	-	35.696
Autres charges d'exploitation	156.750	(1.233)	(5.425)	(342)	149.750
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(3.855)	(721)	(5.592)	(122)	(10.290)
Autres produits d'exploitation	14.108	116	756	94	15.074
Résultat financier	(1.809)	(285)	(9.106)	(47)	(11.247)
Profits/(pertes) avant impôts	174.965	2.422	2.013	(417)	178.983
Impôts sur les résultats	(604)	(587)	(3.501)	(81)	(4.773)
Profit/(perte) pour l'exercice provenant des activités poursuivies	174.361	1.835	(1.488)	(498)	174.210
Autres éléments du résultat global	185	198	345	(20)	708
Total résultat global	174.546	2.033	(1.143)	(518)	174.918
Part du Groupe dans le résultat de l'année	3.943	917	(588)	(249)	4.023
Part du Groupe dans les autres éléments du résultat global	145	99	100	-	344

État résumé du bilan consolidé au 31 décembre 2019 :

	France k EUR	Grèce k EUR	Inde k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Immobilisations corporelles	43.345	10.992	109.966	65.780	230.083
Autres actifs	171.331	5.947	36.277	12.065	225.620
Passifs	(190.666)	(7.291)	(111.790)	(82.795)	(392.542)
Total des capitaux propres	24.010	9.648	34.453	(4.950)	63.161
Valeur comptable de l'investissement du Groupe	10.305	10.106	18.507	9.582	48.500

10 INVESTISSEMENTS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La part du Groupe dans des entreprises associées est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers consolidés. Le Groupe dispose d'investissements dans les entreprises associées suivantes :

Nom	Coût d'acquisition au 31 décembre 2020	Part de résultat pour l'année 2020	Part de résultat pour l'année 2019	Valeur comptable au	
	k EUR	k EUR	k EUR	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Associés					
France ZNI (1)	524	1.537	1.295	2.813	1.579
France (Industries) (2)	1.027	22	(533)	586	564
France (Sport) Form'Sport, DG Finance, French Riviera Open	11.951	(3.881)	(3.562)	2.863	6.035
France (Autres) (3)	4.123	(45)	(7)	5.593	1.534
Roumanie Metropolis, Maison de vignon	295	(25)	-	851	900
États Unis d'Amérique Eco Chic	4.896	(1.177)	(1.209)	11	1.210
Suisse NEOS	500	-	3	521	521
Autres (4)	296	(514)	830	3.759	7.100
	23.612	(4.083)	(3.183)	16.997	19.443

(1) Les entités comprises dans le groupe d'associés France ZNI sont Montjoly et GRESS. Les entités Montjoly 2, Corse, Antilles, Piémontaise, Desvarieux ont été cédées au cours de l'année 2020

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

(2) Les entités inclusent dans le groupe « France (Industries) » sont : BH Industries, Ophelia Sensors, SPVMV.

(3) Les entités incluses dans le groupe « France Autres » sont Bois Fleuri, Alain Cami, Museec, Aiden

(4) Les entités incluses dans le groupe d'associés Autres sont Aren, HFV Salentina et Eólica da Boneca. L'entité Fuente Alamo a été cédée au cours de l'année 2020.

Les informations financières résumées des entreprises associées sur base de leurs états financiers IFRS, et le rapprochement avec la valeur comptable de l'investissement dans les états financiers consolidés sont présentés ci-dessous.

Le Groupe ne considère pas qu'il y ait un investissement individuel significatif, dans les investissements dans les entreprises associées. Pour tous les investissements, le Groupe a présenté l'information résumée par secteur d'activité afin de fournir des informations plus pertinentes.

État résumé du résultat global consolidé pour 2020 :

	Energie k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Chiffre d'affaires	79.135	2.966	82.101
Autres charges d'exploitation	(73.937)	(471)	(74.408)
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(15.434)	(810)	(16.244)
Autres produits d'exploitation	3.873	54	3.927
Résultat financier	(2.372)	(777)	(3.149)
Profits/(pertes) avant impôts	(8.735)	962	(7.773)
Impôts sur les résultats	(10.471)	(499)	(10.970)
Profit/(perte) pour l'exercice provenant des activités poursuivies	(19.206)	463	(18.743)
Autres éléments du résultat global	19.904	150	20.054
Total résultat global	698	613	1.311
Part du Groupe dans le résultat de l'année	(3.568)	(515)	(4.083)
Part du Groupe dans les autres éléments du résultat global	(72)	82	10

État résumé du bilan consolidé au 31 décembre 2020 :

	Energie k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Immobilisations corporelles	94.962	12.352	107.314
Autres actifs	105.494	5.122	110.616
Passifs	(164.974)	(15.375)	(180.349)
Total des capitaux propres	35.482	2.099	37.581
Valeur comptable de l'investissement du Groupe	13.240	3.757	16.997

État résumé du résultat global consolidé pour 2019 :

	Energie k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Chiffre d'affaires	14.916	19.064	33.980
Matières premières et consommables utilisés	(11)	-	(11)
Autres charges d'exploitation	(4.080)	276.727	272.647
Dépréciation, amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers	(2.834)	-	(2.834)
Autres produits d'exploitation	80	95.570	95.650
Résultat financier	(1.353)	620	(733)
Profits/(pertes) avant impôts	6.718	391.981	398.699
Impôts sur les résultats	(1.410)	-	(1.410)
Profit/(perte) pour l'exercice provenant des activités poursuivies	5.308	391.981	397.289
Autres éléments du résultat global	(215)	(25.161)	(25.376)
Total résultat global	5.093	366.820	371.913
Part du Groupe dans le résultat de l'année	2.125	(5.308)	(3.183)
Part du Groupe dans les autres éléments du résultat global	(3)	-	(3)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

État résumé du bilan consolidé au 31 décembre 2019 :

	Energie k EUR	Autres k EUR	Total k EUR
Immobilisations corporelles	71.172	89.348	160.520
Autres actifs	36.416	91.771	128.187
Passifs	(102.806)	(168.540)	(271.346)
Total des capitaux propres	4.782	12.579	17.361
Valeur comptable de l'investissement du Groupe	8.679	10.764	19.443

11 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe réalise son chiffre d'affaires dans les pays suivants :

2020	Portugal	Grèce	Reste de l'Europe	Afrique et Moyen-Orient	Amérique latine	Asie-Pacifique	Commu -nauté des États indépen -dants	Autres	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Ventes de biens	116.752	91.412	70.237	39.341	19.046	18.045	17.370	3.739	375.942
Energie	116.752	91.254	63.873	39.341	19.046	17.604	17.370	-	365.240
Industrie	-	157	3.803	-	-	441	-	3.739	8.140
Sport	-	-	1.188	-	-	-	-	-	1.188
Autre	-	1	1.373	-	-	-	-	-	1.374
Prestation de services	-	592	22.412	147	883	2.946	-	653	27.633
Energie	-	163	10	147	883	2.946	-	-	4.149
Industrie	-	389	9.923	-	-	-	-	653	10.965
Sport	-	-	11.632	-	-	-	-	-	11.632
Autre	-	40	847	-	-	-	-	-	889
Revenus locatifs	-	915	1.060	-	-	-	-	-	1.975
Location régulière	-	909	1.060	-	-	-	-	-	1.969
Revenu des loyers conditionnels	-	6	-	-	-	-	-	-	6
TOTAL	116.752	92.919	93.709	39.488	19.929	20.991	17.370	4.392	405.550

	Portugal	Grèce	Reste de l'Europe	Afrique et Moyen-Orient	Amérique latine	Asie-Pacifique	Commu -nauté des États indépen -dants	Autres	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Biens et services transférés à un moment donné	-	158	6.364	-	-	13.896	-	3.739	24.157
Biens et services transférés dans le temps	116.752	92.761	87.345	39.488	19.929	7.095	17.370	653	381.393
TOTAL	116.752	92.919	93.709	39.488	19.929	20.991	17.370	4.392	405.550

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

	Portugal	Grèce	Reste de l'Europe	Afrique et Moyen-Orient	Amérique latine	Asie-Pacifique	Communauté des États indépendants	Autres	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
2019									
Ventes de biens	93.165	73.605	68.238	33.917	15.654	3.506	354	2.400	290.839
Energie	93.165	73.602	58.718	33.917	15.654	3.421	354	-	278.831
Industrie	-	-	4.946	-	-	85	-	2.400	7.431
Sport	-	-	3.122	-	-	-	-	-	3.122
Autre	-	3	1.452	-	-	-	-	-	1.455
Prestation de services	-	793	33.983	111	-	237	-	1.547	36.671
Energie	-	-	265	111	-	-	-	-	376
Industrie	-	720	12.970	-	-	237	-	1.547	15.474
Sport	-	-	20.213	-	-	-	-	-	20.213
Autre	-	73	535	-	-	-	-	-	608
Revenus locatifs	-	585	685	-	-	-	-	-	1.270
Location régulière	-	520	685	-	-	-	-	-	1.205
Revenu des loyers conditionnels	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Revenu des frais de location	-	63	-	-	-	-	-	-	63
TOTAL	93.165	74.983	102.906	34.028	15.654	3.743	354	3.947	328.780

	Portugal	Grèce	Reste de l'Europe	Afrique et Moyen-Orient	Amérique latine	Asie-Pacifique	Communauté des États indépendants	Autres	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Biens et services transférés à un moment donné	-	3	9.520	-	-	85	-	2.402	12.010
Biens et services transférés dans le temps	93.165	74.980	93.386	34.028	15.654	3.658	354	1.545	316.770
TOTAL	93.165	74.983	102.906	34.028	15.654	3.743	354	3.947	328.780

11.1 Obligations de performance

11.1.1 Ventes d'électricité

L'obligation de performance est remplie à la livraison de l'électricité produite et le paiement est généralement dû dans les 60 jours suivant la livraison. La livraison de l'électricité se fait instantanément lors de la production, car l'électricité n'est pas stockée.

Dans la plupart des cas, l'obligation de performance est limitée aux conditions contractuelles définies dans le contrat d'achat d'électricité signé avec le fournisseur. Ces conditions peuvent parfois inclure des pénalités en cas de consommation inférieure ou supérieure aux prévisions de production prédéterminées établies par les entités de production.

En l'absence de PPA, l'électricité produite est vendue sur le marché sans obligation de résultat.

En raison de la nature des activités du Groupe, il n'existe aucune garantie de droit de retour associée aux ventes d'énergie. Le produit est entièrement comptabilisé lors de la livraison au client. Le Groupe n'a pas reconnu d'actif de droit de retour.

Le Groupe n'a pas comptabilisé de produits au cours de la période de référence pour les obligations de performance remplies au cours des périodes précédentes.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

11.1.2 Prestations de services

L'obligation de performance est satisfaite au fil du temps et le paiement est généralement dû à l'achèvement des services au client.

12 AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

12.1 Frais de personnel

Les dépenses comptabilisées pour les frais de personnel sont analysées ci-dessous :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Salaires et traitements	33.708	33.005
Contributions à la sécurité sociale	9.534	10.587
Autres avantages du personnel à court terme	2.058	2.666
Charges résultant des avantages postérieurs à l'emploi	26	195
Autres avantages du personnel à long terme	22	22
Indemnités de fin de contrat de travail	271	209
Paiements fondés sur des actions	1.475	748
Total des frais de personnel	47.094	47.432

12.2 Effectif

Au cours de l'année, le Groupe avait un effectif équivalent temps plein moyen se présentant comme suit :

	2020	2019
Direction	45	46
Employés et travailleurs	849	872
Moyenne totale ETP	894	918

À la clôture de l'exercice, le Groupe disposait d'un effectif total de :

	31/12/2020	31/12/2019
Direction	46	47
Employés et travailleurs	898	905
Total de l'effectif	944	952

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

12.3 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation du Groupe sont détaillées par nature comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Dépenses administratives	27.352	39.017
Locations d'immeubles de bureaux	1.205	1.385
Dépenses générales de bureau	4.458	4.519
Honoraires d'audit	1.421	2.074
Honoraires pour services fiscaux et autres honoraires de consultants	14.305	19.785
Frais de déplacement et de représentation	2.808	6.705
Autres	3.155	4.549
Énergie	71.326	40.400
Contrats de maintenance	27.782	21.676
Autres réparations et maintenances	1.836	638
Gestion des actifs	276	292
Primes d'assurance	5.241	3.941
Consommation d'énergie et frais de transmission	1.852	1.545
Loyer variable	1.467	1.402
Locations à court-termes et de faible valeurs	284	128
Autres	9.640	10.778
Dépenses d'énergie - Pénalités de retard	22.948	-
Industrie	6.196	10.448
Frais de recherche et développement	3	1.296
Autres coûts de production	2.351	3.256
Coûts de sous-traitance	429	1.530
Dépenses de vente et de distribution	274	1.213
Coûts des réparations et de la maintenance	178	554
Charges locatives terrains et bâtiments opérationnels	325	484
Coûts du personnel externe	48	224
Autre dépenses spécifiques	2.588	1.890
Sport et Culture	14.747	9.011
Coûts de sous-traitance	3.910	1.131
Honoraires professionnels	2.993	2.898
Dépenses locatives	691	72
Consultants et experts	314	398
Autres réparations et maintenances	1.369	1.369
Sous-traitance de personnel	506	833
Autres dépenses générales pour centres de sport	3.026	1.820
Autres dépenses spécifiques	1.938	490
Autres dépenses	22.790	23.043
Coûts de transaction lors de regroupement d'entreprises	6	1.724
Autres taxes	13.681	8.536
Provision pour clients douteux	1.317	892
Frais bancaires et autres dépenses connexes	2.380	2.325
Autres	5.406	9.566
Total autres charges d'exploitation	142.411	121.919

Les honoraires d'audit pour l'année 2020 s'élèvent à EUR 1.421k (2019 : EUR 2.074k).

La forte diminution des frais de recherche et développement est dû à la sortie de Voltalis qui avait engagé plus de EUR 1.290k en 2019.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Les honoraires d'audit représentent les honoraires encourus pour les audits légaux et contractuels. Le Groupe a encouru des honoraires avec des auditeurs indépendants en relation avec d'autres services que les services d'audit, détaillés comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Frais d'audit	1.421	2.074
Honoraires liés à l'audit	108	102
Honoraires liés à la fiscalité	65	70
Autres honoraires	40	1.274

12.4 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation du Groupe sont détaillés par nature comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Subventions d'investissements	1.611	1.506
Subventions opérationnelles	2.944	3.303
Reprise de provision pour risques et litiges	3.574	522
Reprise de la provision pour clients douteux	142	1.422
Indemnités pour perte d'exploitation	32.253	12.399
Indemnités locatives Covid	357	-
Gain de change sur SWAP des emprunts bancaires et obligations	-	90
Autres	11.767	3.103
	52.648	22.345

12.5 Autres résultats opérationnels

Les autres résultats opérationnels du Groupe sont détaillés par nature comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Gain/(perte) nette sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2.705)	(621)
Gain/(perte) de contrôle d'une filiale stratégique	114.939	-
Gain/(perte) nette sur différence de change	(19.632)	(2.889)
	92.602	(3.510)

12.6 Dépréciation et amortissement et perte de valeur d'actifs non financiers

La dépréciation, l'amortissement et la perte de valeur des actifs non financiers se présentent comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Amortissements sur immobilisations corporelles	119.007	97.257
Amortissements des immobilisations incorporelles	5.836	5.006
Dépréciations sur immobilisations corporelles	175	1.812
Dépréciations sur immobilisations incorporelles et goodwill	1.302	2.736
Reprise de dépréciations des immobilisations corporelles	(69)	(2.635)
Reprise de dépréciations des immobilisations incorporelles	-	(7)
Dépréciation des stocks	276	-
Reprise de dépréciation des stocks	-	(122)
	126.527	104.047

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

13 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les autres charges et produits financiers du Groupe sont détaillés par nature comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Charges financières	(93.191)	(70.662)
Charges d'intérêts sur prêts et emprunts	(87.794)	(66.811)
Charges d'intérêts sur les autres passifs financiers au coût amorti	(814)	(1.170)
Charges d'intérêts sur les autres dettes	(896)	(82)
Charges financières sur contrats de location-financement	(3.687)	(2.599)
Produits financiers	13.295	34.549
Revenus d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	929	965
Revenus d'intérêts sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti	2.344	3.246
Revenus d'intérêts sur les produits	559	58
Produits financiers sur les contrats de location-financement	2	-
Produits de dividendes	9.461	30.280
Autres gains/(pertes) financières	(14.372)	15.972
Gain/(perte) des instruments financiers classés comme détenus à des fins de transaction	8.109	22.845
Dépréciation sur instruments financiers de placements en instruments de capitaux propres	(82)	(580)
Désactualisation et effet des changements dans le taux d'actualisation	1.399	(815)
Gain/(perte) sur la perte de contrôle de filiales non stratégiques	3.706	(241)
Gain/(perte) sur la cession d'investissements mis en équivalence	264	(1.879)
Gain/(perte) sur instruments de couvertures	(103)	3.169
Ajustement de valeur sur investissements mis en équivalence	1.648	(2.277)
Gain/(perte) sur cession de créances/dettes financières	(122)	2
Ajustement de valeur sur les prêts de/à des parties liées	180	-
Ajustement de valeurs sur les prêts avec des tiers	124	(291)
Gain/(perte) provenant d'autres instruments financiers	(10.086)	(7.653)
Gain/(perte) net sur différence de change	(18.623)	3.692
Retenue à la source sur les prêts et les dividendes	(786)	-
Total charges et revenus financiers	(94.268)	(20.141)

Le gain et la perte provenant d'autres instruments financiers résultent principalement de la cession d'investissements classés comme placements en instruments de capitaux propres.

14 IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

14.1 Impôt sur les résultats

Les principales composantes de la charge ou du produit d'impôt pour l'exercice clos les 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
État consolidé du résultat global		
Impôt sur les résultats	(22.033)	(18.010)
(Charges) / produits d'impôt sur les résultats	(22.160)	(18.010)
Ajustement de l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent	127	-
Impôts différés	7.811	9.129
Liés à la création et à l'extinction des différences temporelles	12.374	10.780
Liés à des changements dans les taux d'imposition ou à de nouvelles taxes	-	217
Montant de l'avantage résultant de la perte d'impôt non constatée antérieurement, crédit d'impôt ou différence temporaire utilisée pour réduire les dépenses d'impôt différé	1.054	(60)
Liés à la dépréciation et la reprise de dépréciation d'impôts différés	(5.617)	(1.808)
Dépenses d'impôt sur le revenu rapporté dans l'état de résultat global	(14.222)	(8.881)
Impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés dans l'état des autres éléments du résultat global au cours de l'exercice		
(Gains)/pertes nets sur la réévaluation des instruments de couvertures	27.137	(4.655)
(Gains)/pertes nets sur les gains et pertes actuelles	(24)	(32)
Impôts différés déclarés dans l'état des autres éléments du résultat global	27.113	(4.687)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

14.2 Rapprochement de la charge d'impôt théorique et de la charge d'impôt effective

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt effectif moyen pour les exercices clôturés au 31 décembre 2020 et 2019 se présentent comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Profits/(pertes) avant impôts	113.291	46.556
Taux d'impôt effectif moyen*	24.49%	24.92%
Charge / (produit) d'impôt théoriques	27.747	11.601
Charge / (produit) d'impôt sur le résultat présent dans l'état de résultat global	14.222	8.881
Rapprochement		
Ajustement par rapport à l'impôt sur le résultat courant des années précédentes	-	15
Utilisation des pertes fiscales non comptabilisées antérieurement, crédits d'impôt et différences temporaires	2.132	(1.980)
Ajustement suite au changement de taux	(202)	(163)
Part des résultats des investissements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	2.453	2.464
Impôt forfaitaire minimum	(1.771)	863
Charges non déductibles	-	-
Tantièmes et jetons de présence non déductible	91	2.123
Amendes et pénalités non déductibles	(170)	2.390
Taxes non déductibles	1.479	182
Charges d'intérêts non déductibles	2.078	(420)
Autres charges non déductibles	(1.505)	(2.465)
Produits non imposables	-	-
Dividende, gain et évaluation des instruments financiers	(53.543)	(13.836)
Crédit d'impôt non taxable	(2.201)	(1.896)
Autres produits non taxables	(5.289)	(8.309)
Autres	-	-
Coûts capitalisés au sein des Immobilisations corporelles et incorporelles	(3.814)	(4.267)
Dépenses d'intérêts notionnelles	1.200	592
Charge d'impôt supportée par les actionnaires minoritaires	9.323	2.700
Impôts différé actifs non comptabilisés	36.265	17.694
Autres	(51)	1.593
	(13.525)	(2.720)

* La charge d'impôt théorique est la somme de la charge d'impôt théorique calculée pour chaque filiale en utilisant son taux d'impôt effectif local. Le taux d'impôt effectif moyen représente le taux d'imposition appliqué sur le résultat avant impôt pour correspondre à la charge d'impôt théorique.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

14.3 Impôt différé

Les impôts différés actifs et passifs se composent des éléments suivants :

2020	Au 1er janvier	Comptabilisé en résultat de l'exercice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Acquis au titre de regroupements d'entreprises	Reclassements et transferts	Différence de change	Unités de sortie	Au 31 décembre
	k EUR	k EUR	k EUR	K EUR	k EUR	k EUR	k EUR	K EUR
Amortissement dérogatoire	(20.821)	(4.273)	147	-	1.206	1.036	-	(22.705)
Coûts capitalisés au sein des immobilisations corporelles et incorporelles	(24.750)	(4.843)	-	14	(1.603)	(103)	(51)	(31.336)
Réévaluations des immeubles de placement à la juste valeur	(638)	374	-	-	1.221	-	-	957
Évaluation des investissements à la juste valeur	19.797	(3.605)	(27.137)	456	311	(923)	(1.281)	(12.382)
Crédit-baux	(525)	(168)	-	175	(254)	(1)	751	(22)
Ajustements liés à la reconnaissance des emprunts bancaires	464	310	-	-	(1.309)	18	-	(517)
Passifs éventuels	500	-	-	-	-	-	-	500
Produits différés	76	576	-	-	164	-	-	816
Autres différences temporaires imposables et déductibles	(3.608)	4.244	-	2.427	2.946	598	(5.986)	621
Pertes fiscales, crédits d'impôt	38.216	7.527	(123)	4	(580)	(1.250)	(1.485)	42.309
Subventions	(249)	(13)	-	-	-	-	-	(262)
Réévaluation dû aux regroupements d'entreprise	(77.507)	6.245	-	(6.374)	-	-	4.645	(72.991)
Réévaluation provenant de l'acquisition d'actifs	(50)	9	-	-	-	-	-	(41)
Intérêts non-déductibles	5.891	13	-	-	(1.816)	-	-	4.088
Autres	506	1.415	-	-	(286)	(1.629)	-	6
	(62.698)	7.811	(27.113)	(3.298)	-	(2.254)	(3.407)	(90.959)
Impôts différés actifs	88.250							92.300
Impôts différés passifs	(150.948)							(183.259)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

	Au 1er janvier	Comptabilisé en résultat de l'exercice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Acquis au titre de regroupements d'entreprises	Transferts en actifs et passifs détenus en vue de la vente	Impact de la 1 ^{ère} application d'IFRS 16	Reclassements et transferts	Différence de change	Au 31 décembre
2019	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Amortissement dérogatoire	(15.902)	(4.685)	-	1.648	-	-	(663)	(1.219)	(20.821)
Coûts capitalisés au sein des immobilisations corporelles et incorporelles	(7.684)	(293)	546	(15.382)	-	-	(1.937)	-	(24.750)
Réévaluations des immeubles de placement à la juste valeur	(638)	-	-	-	-	-	-	-	(638)
Évaluation des investissements à la juste valeur	5.443	(825)	4.015	10.445	-	-	640	79	19.797
Crédit-baux	(1.835)	367	-	643	(10)	166	143	1	(525)
Ajustements liés à la reconnaissance des emprunts bancaires	(200)	(633)	-	1.327	-	-	(30)	-	464
Passifs éventuels	500	-	-	-	-	-	-	-	500
Produits différés	(15)	247	-	-	-	-	(156)	-	76
Autres différences temporaires imposables et déductibles	(17.720)	15.714	32	(1.379)	-	-	117	(372)	(3.608)
Pertes fiscales, crédits d'impôt	38.059	(4.382)	(546)	2.761	-	-	1.110	1.214	38.216
Subventions	(116)	(133)	-	-	-	-	-	-	(249)
Réévaluation dû aux regroupements d'entreprise	-	4.618	-	(82.125)	-	-	-	-	(77.507)
Réévaluation provenant de l'acquisition d'actifs	-	5	-	(55)	-	-	-	-	(50)
Intérêts non-déductibles	-	91	-	5.800	-	-	-	-	5.891
Autres	125	(962)	640	(79)	-	-	776	6	506
	17	9.129	4.687	(76.396)	(10)	166	-	(291)	(62.698)
Impôts différés actifs	53.002								88.250
Impôts différés passifs	(52.985)								(150.948)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

15 IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

2020	Constructions en cours	Terrains et bâtiments	Installations et équipements	Installations et agencements	Véhicules motorisés	Améliorations sur biens loués	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Valeurs brutes au 1er janvier	700.704	180.976	1.838.456	9.444	3.222	4.406	2.737.209
Acquisitions	261.027	1.622	115.963	2.491	684	166	381.953
Acquisition au titre de regroupement d'entreprises	-	19.861	2.651	6.800	1	377	29.690
Changement de méthode de consolidation	61	1.501	37.683	70	-	-	39.315
Changement de méthode comptable	-	8	-	-	-	-	8
Cessions	(2.943)	(960)	(6.137)	(307)	(792)	(21)	(11.160)
Transferts en actifs détenus en vue de la vente	(13.092)	(70)	-	-	-	-	(13.162)
Transferts	(265.052)	1.111	263.431	(478)	(24)	(536)	(1.548)
Impact des sorties de périmètre	(31)	(4.478)	(130.435)	(1.031)	(9)	(19)	(136.003)
Différences de change	(31.120)	(2.984)	(61.617)	172	(7)	15	(95.541)
Valeurs brutes au 31 décembre	649.554	196.587	2.059.995	17.161	3.075	4.388	2.930.761
Amortissements au 1er janvier	(33)	(30.625)	(211.022)	(6.241)	(1.932)	(842)	(250.695)
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	(12.723)	(104.973)	(738)	(491)	(393)	(119.318)
Dotations aux dépréciations de l'exercice	(175)	-	-	-	-	-	(175)
Reprise de la dépréciation de l'exercice	11	-	-	58	-	-	69
Changement de méthode de consolidation	-	(5.894)	(891)	(2.569)	-	(40)	(9.394)
Changement de méthode de consolidation	-	(66)	(19.433)	(67)	-	-	(19.566)
Cessions	-	128	2.338	222	568	19	3.275
Transferts	(280)	738	471	89	24	467	1.508
Différences de change	-	656	4.151	21	9	(21)	4.816
Impact des sorties de périmètre	31	259	36.447	907	9	15	37.668
Amortissements au 31 décembre	(446)	(47.527)	(292.912)	(8.318)	(1.813)	(795)	(351.812)
Valeur nette comptable au 1er janvier	700.671	150.351	1.627.435	3.203	1.290	3.564	2.486.514
Valeur nette comptable au 31 décembre	649.108	149.060	1.767.083	8.843	1.262	3.593	2.578.949

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2019	Constructions en cours	Terrains et bâtiments	Installations et équipements	Installations et agencements	Véhicules motorisés	Améliorations sur biens loués	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Valeurs brutes au 1er janvier	317.467	78.477	679.341	6.637	669	1.453	1.084.044
Acquisitions	535.295	13.521	122.613	1.270	844	321	673.864
Acquisition au titre de regroupement d'entreprises	735	34.959	869.037	1.661	1.642	-	908.034
Changement de méthode de consolidation	27.181	77	46	57	35	1.116	28.512
Changement de méthode comptable	-	46.841	219	-	216	-	47.276
Cessions	(4.763)	(153)	(5.749)	(257)	(191)	(537)	(11.650)
Transferts en actifs détenus en vue de la vente	-	(668)	-	(100)	-	-	(768)
Transferts	(180.575)	7.835	164.206	168	-	2.053	(6.313)
Impact des sorties de périmètre	(41)	-	-	-	-	-	(41)
Différences de change	5.405	87	8.744	8	7	-	14.251
Valeurs brutes au 31 décembre	700.704	180.976	1.838.457	9.444	3.222	4.406	2.737.209
Amortissements au 1er janvier	(86)	(13.010)	(127.270)	(4.098)	(447)	(748)	(145.659)
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	(11.644)	(84.387)	(1.106)	(376)	(391)	(97.904)
Dotations aux dépréciations de l'exercice	-	-	(1.803)	-	(9)	-	(1.812)
Reprise de la dépréciation de l'exercice	55	-	2.580	-	-	-	2.635
Augmentation au titre de regroupement d'entreprises	-	(1.604)	131	(1.236)	(1.210)	-	(3.919)
Changement de méthode de consolidation	-	(4)	(9)	(6)	(9)	(81)	(109)
Changement de méthode comptable	-	(5.532)	6	-	(52)	-	(5.578)
Cessions	-	95	3.928	129	177	378	4.707
Transferts en actifs détenus en vue de la vente	-	482	-	81	-	-	563
Autres / transferts	-	598	(1.816)	-	-	-	(1.218)
Différences de change	(2)	(6)	(2.382)	(5)	(6)	-	(2.401)
Amortissements au 31 décembre	(33)	(30.625)	(211.022)	(6.241)	(1.932)	(842)	(250.695)
Valeur nette comptable au 1er janvier	317.381	65.467	552.071	2.539	222	705	938.385
Valeur nette comptable au 31 décembre	700.671	150.351	1.627.435	3.203	1.290	3.564	2.486.514

Le Groupe est toujours en développement dans de nombreuses zones géographiques (notamment en Argentine, Australie, Brésil, Grèce, Ukraine et Kazakhstan) pour le secteur de l'énergie. Pour le secteur Industriel, le Groupe se développe dans la zone Euro et aux Etats-Unis d'Amérique. Le montant des charges capitalisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles au cours de l'exercice clôt le 31 décembre 2020 s'élève à EUR 64.170k (2019 : EUR 15.602k). Le montant des coûts d'emprunt capitalisés au cours de l'exercice clôt le 31 décembre 2020 s'élève à EUR 30.246k (2019 : EUR 17.590k). La charge d'amortissement de l'année 2020 lié aux droits d'utilisation d'actifs s'élèvent à EUR 6.606k (2019 : EUR 5.901k).

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

16 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

2020	Goodwill k EUR	Immobilisations incorporelles développés en interne k EUR	Autres immobilisations incorporelles k EUR	TOTAL k EUR
Valeurs brutes au 1er janvier	236.732	104.924	68.908	410.564
Acquisitions	-	924	8.799	9.723
Acquisition au titre de regroupement d'entreprises	1.302	-	25.602	26.904
Changement de méthode de consolidation	8.914	-	1	8.915
Cessions	-	(32)	(353)	(385)
Transferts en actifs détenus en vue de la vente	-	-	(345)	(345)
Transferts	-	-	372	372
Impact des sorties de périmètre	(8.914)	(23.032)	(5.322)	(37.268)
Différences de change	-	-	(915)	(915)
Valeurs brutes au 31 décembre	238.034	82.784	96.747	417.565
Amortissements au 1er janvier	(34.851)	(102.208)	(18.227)	(155.286)
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	(648)	(5.188)	(5.836)
Dotations aux dépréciations de l'exercice	(1.302)	-	-	(1.302)
Augmentations au titre des regroupements d'entreprises	-	-	(52)	(52)
Changement dans le périmètre du groupe	-	-	(1)	(1)
Cessions	-	-	5	5
Transferts	-	353	(1.041)	(688)
Impact des sorties de périmètre	-	23.032	4.031	27.063
Différences de change	-	-	25	25
Amortissements au 31 décembre	(36.153)	(79.471)	(20.448)	(136.072)
Valeur nette comptable au 1er janvier	201.881	2.716	50.681	255.278
Valeur nette comptable au 31 décembre	201.881	3.313	76.299	281.493

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

2019	Goodwill	Immobilisations incorporelles développées en interne	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Valeurs brutes au 1er janvier	36.382	101.829	17.431	155.642
Acquisitions	-	5.631	8.120	13.751
Acquisition au titre de regroupement d'entreprises	201.522	-	50.355	251.877
Entrée dans le périmètre à la suite de changement dans la méthode de consolidation	-	12	-	12
Entrée dans le périmètre à la suite de changement de méthode comptable	-	-	(1.335)	(1.335)
Cessions	(1.172)	(2.508)	(1.237)	(4.917)
Transferts en actifs détenus en vue de la vente	-	-	(4.300)	(4.300)
Transferts	-	(40)	(103)	(143)
Différences de change	-	-	(23)	(23)
Valeurs brutes au 31 décembre	236.732	104.924	68.908	410.564
Amortissements au 1er janvier	(34.851)	(99.399)	(11.550)	(145.800)
Dotations aux amortissements de l'exercice	-	(1.961)	(3.838)	(5.799)
Dotations aux dépréciations de l'exercice	-	(888)	(1.849)	(2.737)
Reprise sur dépréciations de l'exercice	-	-	7	7
Augmentations au titre des regroupements d'entreprises	-	-	(4.277)	(4.277)
Entrée dans le périmètre à la suite de changement de méthode de comptabilisation	-	-	263	263
Cessions	-	-	574	574
Transferts en actifs détenus en vue de la vente	-	-	2.342	2.342
Transferts	-	40	100	140
Différences de change	-	-	1	1
Amortissements au 31 décembre	(34.851)	(102.208)	(18.227)	(155.286)
Valeur nette comptable au 1er janvier	1.531	2.430	5.881	9.842
Valeur nette comptable au 31 décembre	201.881	2.716	50.681	255.278

Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé des réductions de valeur sur les immobilisations incorporelles pour EUR 1.302k (2019 : EUR 2.737k).

17 TEST DE PERTE DE VALEUR DE GOODWILL

Le goodwill a été généré via l'acquisition des entreprises Orège, Cryogel, SIAP+Micros et Novenergia.

	Valeur brute	Valeur nette	
	k EUR	2020 k EUR	2019 k EUR
Orège	19.066	-	-
Cryogel	1.233	-	-
Nebula	1.302	-	-
SIAP+Micros	1.531	1.531	1.531
Novenergia	200.350	200.350	200.350

Le goodwill est affecté à chaque unité génératrice de trésorerie (UGT Orège, Cryogel, SIAP, Voltalis et Novenergia). Ces unités représentent le niveau le plus bas au sein du Groupe, dans lesquelles elles sont monitorées pour les besoins de gestion interne.

Au 31 décembre 2020, le Groupe a connu une réduction de valeur de EUR 1.302k (2019 : EUR nulle) sur les immobilisations reconnues au titre du goodwill.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

18 AUTRES ACTIFS

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Immeubles de placement	1.660	869
Stock	12.255	7.269
Charges à reporter	7.718	9.865
TOTAL	21.633	18.003
Courant	19.439	16.087
Non courant	2.194	1.916

19 TRÉSORERIE ET DEPOTS

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
<i>Trésorerie et dépôts à court terme</i>	482.770	557.434
Trésorerie en banque et en caisse	451.937	475.645
Dépôts à court-terme	30.811	81.773
Autres éléments de trésorerie	22	16
<i>Autres trésorerie et dépôts</i>	84.975	143.140
Trésorerie restreinte ou bloquée	84.975	143.140
	567.745	700.574

19.1 Trésorerie restreinte ou bloquée

La trésorerie limitée ou bloquée représente les montants sur les comptes séquestres sécurisés en lien avec des subventions et financements bancaires reçus.

19.2 Rapprochement avec l'état des flux de trésorerie

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Trésorerie et équivalents de trésorerie	482.770	557.434
Découverts bancaires	(1.277)	(1.059)
Trésorerie reclassée en actifs détenus en vue de la vente	-	145
Trésorerie et équivalents de trésorerie	481.493	556.520

20 CAPITAL ET RESERVES

20.1 Capital social

Le capital souscrit et entièrement libéré de la Société au 31 décembre 2020 s'élève à EUR 561.986k (2019 : EUR 561.986k) et est divisé en 147.898.651 actions ordinaires (2019 : 147.898.651 actions ordinaires) sans valeur nominale.

Il n'y a eu aucun changement dans le capital social au cours de l'année.

20.2 Prime d'émission

Au 31 décembre 2020, la Société présente une prime d'émission d'un montant de EUR 6.861k (2019 : EUR 6.861k).

Il n'y a pas eu de changement dans la prime d'émission au cours de l'année.

20.3 Actions propres

Au 31 décembre 2020, la Société détient des actions propres pour EUR 12.845k (2019 : EUR 11.881k) représentant 2.002.336 actions (2019 : 1.844.108) d'un pair comptable de EUR 3.80 par action.

Au cours de l'année, la Société a procédé au rachat d'actions propres de ces actionnaires pour 158.228 titres, pour une valeur de EUR 964k (2019 : 1.294.108 titres, pour une valeur de EUR 7.881k).

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

20.4 Nature et objet des réserves :

20.4.1 Autres réserves de capital

Paiements fondés sur des actions

La réserve de paiements fondés sur des actions est utilisée pour comptabiliser les dépenses relatives aux transactions de paiements fondés sur des actions réglées par des émissions d'instruments de capitaux propres.

Au 31 décembre 2020, le Groupe a comptabilisé EUR 600k (2018 : EUR 340k) dans la réserve de paiements fondés sur des actions correspondant à la valeur des instruments de capitaux propres acquis.

La réserve pour les paiements fondés sur des actions est principalement représentée par les instruments accordés par Total Eren.

20.4.2 Réserve de conversion des devises étrangères

La réserve de conversion des devises est utilisée pour enregistrer les différences de change résultant de la conversion des états financiers des filiales en devises étrangères.

Cette réserve ne peut être distribuée.

Au 31 décembre 20, la réserve atteint EUR (15.473k) (2019 : EUR (4.580k)).

20.4.3 Réserve pour juste valeur des placements en instrument de capitaux propres

La réserve pour juste valeur des placements en instrument de capitaux propres est utilisée pour comptabiliser le changement dans la juste valeur des investissements d'actifs financiers classés comme des placements en instruments de capitaux propres.

Au 31 décembre 2020, la réserve atteint EUR 13.458k (2019 : EUR 13.987k).

20.4.4 Réserve de couverture

La réserve de couverture est utilisée pour comptabiliser la portion cumulée de gains et pertes sur les instruments de couverture qui sont déterminés comme étant des couvertures effectives.

Au 31 décembre 2020, la réserve atteint EUR 7.634k (2019 : EUR (7.132k)).

20.4.5 Réserve pour régimes de prestations définies

La réserve pour régimes de prestations définies est utilisée pour comptabiliser le coût cumulé des transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

Au 31 décembre 2020, la réserve atteint EUR (51k) (2019 : EUR (1k)).

20.4.6 Réserve pour quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

La réserve pour quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence est utilisée pour comptabiliser la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Au 31 décembre 2020, la réserve atteint EUR (1.952k) (2019 : EUR (160k)).

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

20.4.7 *Autres éléments du résultat global*

	Réserve de revaluation	Réserve pour régimes de prestations définies	Réserve de couverture	Réserve pour juste valeur des placements en instruments de capitaux propres	Réserve de conversion des devises étrangères	Réserve pour quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (en AERG)	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Au 1er Janvier 2020	(1)	(1)	(7.132)	13.987	(4.580)	(160)	2.113
Gains / (pertes) de juste valeurs	-	(54)	13.618	(448)	-	-	13.116
Ecart de conversion sur conversion des activités à l'étranger	-	-	-	-	(11.305)	-	(11.305)
Transfert	3	4	(706)	-	705	-	6
Quote-part des autres éléments du résultat global provenant des entreprises associées et co-entreprises	-	-	-	-	-	(1.792)	(1.792)
Reclassé au compte de résultat	-	-	1.909	-	(294)	-	1.615
Cession de filiales	-	-	(55)	(81)	1	-	(135)
Au 31 Décembre 2020	2	(51)	7.634	13.458	(15.473)	(1.952)	3.618

	Réserve de revaluation	Réserve pour régimes de prestations définies	Réserve de couverture	Réserve pour juste valeur des placements en instruments de capitaux propres	Réserve de conversion des devises étrangères	Réserve pour quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (en AERG)	TOTAL
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Au 1er Janvier 2019	-	18	(6.711)	23.036	(1.977)	(257)	14.109
Acquisitions au titre de regroupement d'entreprises	-	3	-	-	-	-	3
Gains / (pertes) de juste valeurs	(1)	(22)	(2.616)	(9.050)	-	-	(11.689)
Ecart de conversion sur conversion des activités à l'étranger	-	-	-	-	(2.619)	-	(2.619)
Transfert	-	-	-	1	14	-	15
Quote-part des autres éléments du résultat global provenant des entreprises associées et co-entreprises	-	-	-	-	-	97	97
Reclassé au compte de résultat	-	-	2.195	-	2	-	2.197
Au 31 Décembre 2019	(1)	(1)	(7.132)	13.987	(4.580)	(160)	2.113

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

21 PROVISIONS

2020	Garanties	Démantèlement	Passif	Autres	TOTAL
	données		éventuel		
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Au 1er janvier	67	19.448	9.858	10.375	39.748
Provision supplémentaire	62	690	-	841	1.593
Utilisée	(1)	-	(8.430)	(1.790)	(10.221)
Montant inutilisé extourné	(70)	-	-	(3.504)	(3.574)
Effet d'actualisation et changement dans le taux d'actualisation	-	(1.399)	-	-	(1.399)
Augmentations au titre des regroupements d'entreprises	-	-	-	13	13
Changement de méthode de consolidation	-	121	-	116	237
Différences de change	-	(210)	-	(91)	(301)
Impact des sorties de périmètre	-	(537)	-	(968)	(1.505)
Au 31 décembre	58	18.113	1.428	4.992	24.591
Courant	58	-	-	604	662
Non courant	-	18.113	1.428	4.388	23.929

2019	Garanties	Démantèlement	Passif	Autres	TOTAL
	données		éventuel		
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Au 1er janvier	6	2.357	1.428	1.717	5.508
Provision supplémentaire	65	1.298	-	3.043	4.406
Utilisée	(4)	-	(1.439)	(902)	(2.345)
Montant inutilisé extourné	-	-	-	(522)	(522)
Effet d'actualisation et changement dans le taux d'actualisation	-	815	-	-	815
Augmentations au titre des regroupements d'entreprises	-	14.841	9.869	7.134	31.844
Reclassements et transferts	-	134	-	(119)	15
Transferts en passifs directement liés à des actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	(2)	(2)
Différences de change	-	3	-	26	29
Au 31 décembre	67	19.448	9.858	10.375	39.748
Courant	65	-	688	3.439	4.192
Non courant	2	19.448	9.170	6.936	35.556

21.1 Démentèlement

Le Groupe comptabilise une provision pour les coûts de démantèlement des centrales photovoltaïques et des parcs éoliens. Les coûts de démantèlement sont provisionnés à la valeur actuelle des coûts attendus pour régler l'obligation et sont comptabilisés comme une partie du coût de l'actif.

Les coûts de démantèlement estimés sont actualisés en utilisant le taux d'intérêt sans risque pour la période allant jusqu'à la date de démantèlement de l'actif.

Le dénouement de l'actualisation est comptabilisé en charges lorsqu'il est encouru et comptabilisé dans l'état des résultats sous la rubrique autres gains et pertes financiers. Les coûts futurs estimés du démantèlement sont revus chaque année et ajustés le cas échéant. Les changements dans les coûts futurs estimés ou dans le taux d'actualisation appliqué sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif.

21.2 Passifs éventuels

Le Groupe a comptabilisé des passifs éventuels lors de l'acquisition d'EEE représentant des passifs potentiels liés au remboursement à effectuer au vendeur pour les montants reçus par EEE en relation avec les subventions reçues, la sous-traitance de la sous-station et la taxe de solidarité.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

22 SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES ET PRODUITS DIFFERES

	2020	2019
	k EUR	k EUR
1er janvier	49.950	32.233
Acquisitions	40	2.809
Subventions reçues durant l'année	12.467	21.970
Reclassés dans l'état du résultat global	(3.336)	(5.401)
Transferts en passifs directement liés à des actifs détenus en vue de la vente	-	(1.049)
Reclassements et transferts	(1.204)	(708)
Différences de changes	(921)	94
Impact des sorties de périmètre	(6.563)	-
31 décembre	50.433	49.950
Courant	16.415	18.390
Non courant	34.018	31.560

Des subventions gouvernementales ont été reçues pour l'achat de certaines immobilisations corporelles. Aucune subvention non remplie ou imprévue n'est attachée à ces subventions.

Les produits différés représentent principalement les revenus sur stage sportif de l'activité tennistique.

23 CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Créances commerciales	106.538	113.470
Créances de location-financement	-	20.286
Créances fiscales	4.646	9.872
Autres créances	118.322	73.909
	229.506	217.537
Courant	227.909	189.828
Non courant	1.597	27.709

Les créances commerciales ne portent pas d'intérêts et sont généralement basées sur des durées de 35 jours (2019 : 35 jours). La compagnie d'électricité grecque (Laghie) paie avec un délai moyen de 3 mois (2019 : 3 mois) après la date d'échéance. Cependant, le Groupe n'a pas connu de défaut de paiement de ce côté. En conséquence, le Groupe ne considère pas ces créances comme douteuses.

Les clients et les autres débiteurs dus par des parties liées sont détaillés comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Clients et autres débiteurs		
Dû par les entreprises associées	-	289
Dû par les co-entreprises	18.667	71
Dû par les autres parties liées	111	923
Total	18.778	1.283

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Le Groupe a comptabilisé une provision pour créances douteuses comme suit :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
1er janvier	2.874	1.261
Changement de périmètre	-	143
Dotations de l'exercice	1.317	892
Utilisé	(23)	2.830
Inutilisé	(119)	(1.408)
Transferts	(29)	(859)
Impact des sorties de périmètre	(310)	-
Différences de change	(22)	15
31 décembre	3.688	2.874
Valeur nominale des créances dépréciées	3.688	2.874

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Ni en retard de paiement, ni dépréciés	81.023	85.201
En retard de paiement mais non dépréciés		
A moins de 30 jours	6.521	6.995
Entre 30 et 60 jours	9.525	10.653
Entre 60 et 90 jours	4.890	7.017
Entre 90 et 180 jours	2.009	1.794
A plus de 180 jours	2.570	1.810
	106.538	113.470

24 FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Dettes commerciales	23.199	26.500
Avances reçues des clients	5.821	7.538
Dettes aux fournisseurs d'immobilisations	35.599	34.424
Charges sociales	14.228	15.290
Impôts dus	5.257	5.619
Autres créditeurs	86.557	30.922
	170.661	120.923
Courant	149.271	119.567
Non courant	21.390	1.356

Les dettes commerciales ne portent pas d'intérêts et sont généralement réglées à 36 jours de délai (2019 : 36 jours).

Les autres dettes ne portent pas d'intérêts.

Les fournisseurs et autres créditeurs dus envers des parties liées sont détaillés comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Fournisseurs et autres créditeurs		
Dues aux Associés	-	-
Dues aux membres clés de la direction	-	92
Dues aux autres parties liées	394	5.501
Total	394	5.593

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

25 CONTRATS DE LOCATIONS

Le Groupe en tant que locataire

Le Groupe a des contrats de location pour divers terrains et bâtiments et véhicules automobiles utilisés dans ses opérations. Les baux de terrains et de bâtiments ont généralement des durées de location comprises entre 1 et 25 ans. Les obligations du Groupe au titre de ses contrats de location sont garanties par le droit du bailleur sur les actifs loués. En règle générale, le Groupe n'est pas autorisé à céder et à sous-louer les actifs loués et certains contrats exigent que le Groupe maintienne certains ratios financiers. Il existe plusieurs contrats de location qui incluent des options de prolongation et de résiliation et des paiements de location variables, qui sont décrits plus en détail ci-dessous.

Les valeurs comptables des droits d'utilisation comptabilisées et les variations de l'exercice sont détaillées comme suit :

	Terrains et bâtiments	Machines	Equipements	Véhicules à moteur	Améliorations locative	Total
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Valeurs brutes au 1er janvier	89.505	219	20	502	202	90.448
Impact de la 1 ^{ère} application d'IFRS 16	8	-	-	-	-	8
Acquisitions	861	41	-	39	117	1.058
Acquisitions au titre de regroupement d'entreprise	19.861	-	-	-	-	19.861
Entrée dans le périmètre à la suite de changement dans la méthode de consolidation	1.501	-	-	-	-	1.501
Diminution/élimination	(545)	-	(15)	(169)	-	(729)
Transfert	386	-	-	-	-	386
Impact des sorties de périmètre	(4.433)	-	-	-	-	(4.433)
Ecart de change	(2.888)	(4)	(4)	(1)	15	(2.883)
Valeurs brutes au 31 décembre	104.256	256	1	371	334	105.217
Amortissements au 1er janvier	(11.301)	(103)	(5)	(163)	(123)	(11.695)
Dotations aux amortissements de l'exercice	(6.038)	(394)	-	(97)	(77)	(6.606)
Augmentations au titre de regroupement d'entreprises	(5.894)	-	-	-	-	(5.894)
Augmentations au titre des mouvements de périmètre	(66)	-	-	-	-	(66)
Éliminations	50	-	4	-	-	54
Transferts	68	-	-	-	-	68
Ecart de change	390	2	1	8	(10)	392
Impact des sorties de périmètre	259	-	-	-	-	259
Amortissements au 31 décembre	(22.532)	(495)	-	(252)	(210)	(23.488)
Valeur nette comptable au 1er janvier	78.204	116	15	339	79	78.753
Valeur nette comptable au 31 décembre	81.724	(239)	1	119	124	81.729

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Les valeurs comptables des passifs de location et les mouvements au cours de l'exercice sont détaillés comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Au 1er Janvier	95.875	18
Impact de la 1ère application d'IFRS 16	-	40.731
Augmentation	458	8.812
Intérêt courus	728	947
Remboursements	(6.410)	(4.784)
Augmentations au titre de regroupement d'entreprises	16.054	50.328
Transferts	(2.883)	(226)
Différence de change	(4.250)	49
Au 31 décembre	99.572	95.875
Courant	10.464	7.293
Non courant	89.108	88.582

Les montants suivants sont comptabilisés en résultat :

	2020	2019
	k EUR	k EUR
Charges d'amortissement des droits d'utilisation d'actifs	6.293	5.280
Charges d'intérêts sur les passifs de location	3.687	2.599
Charges liées aux locations d'actifs de faible valeur	247	224
Charges liées aux locations à court terme	168	247
Paiements de location variables	839	477
	11.234	8.827

Le Groupe dispose de plusieurs contrats de location comprenant des options d'extension et de résiliation.

Vous trouverez ci-dessous les loyers futurs potentiels non actualisés relatifs aux périodes suivant la date d'exercice des options de prolongation et de résiliation qui ne sont pas incluses dans la durée du bail :

	Dans les 5 ans k EUR	Après 5 ans Total k EUR	Total k EUR
Les options d'extension ne devant pas être exercées	-	41.602	41.602
Valeur au 31 décembre 2020	-	41.602	41.602

26 ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS FINANCIERS

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Actifs financiers		
Trésorerie et dépôts à court terme	482.770	557.434
Clients et autres débiteurs	229.506	217.537
Trésorerie restreinte ou bloquée	84.975	143.140
Autres actifs financiers	292.516	179.198
	1.089.768	1.097.309
Dettes financières		
Prêts et emprunts	2.216.890	2.252.520
Autres passifs financiers	71.826	78.241
Provision	24.591	39.748
Fournisseurs et autres créditeurs	170.661	120.921
	2.483.968	2.491.430

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

26.1 Autres actifs financiers

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Instruments financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat		
Détenus à des fins de transaction		
Portefeuille d'investissements dans des titres cotés	80.152	79.147
Instruments dérivés non désignés comme couvertures	-	677
Autres instruments non-dérivés	562	752
Désigné dès leur comptabilisation initiale	12.367	1.789
Total instruments à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat	93.081	82.365
Instruments financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Couvertures des flux de trésorerie	87.756	1.341
Actions de capitaux propres non cotées	82.722	67.192
Actions de capitaux propres cotées	135	1.032
Total des instruments à la juste valeur via les autres éléments du résultat global	170.613	69.565
Total des instruments à la juste valeur	263.694	151.930
Prêts et créances au coût amorti		
Prêt pour entreprises associées et co-entreprises	17.816	14.883
Prêt à d'autres parties liées	2.342	4.747
Autres prêts	8.664	7.638
Total des instruments au coût amorti	28.822	27.268
Total autres actifs financiers	292.516	179.198
Courant	107.558	87.143
Non courant	184.958	92.055

26.2 Prêts et emprunts

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Emprunts bancaires	1.675.959	1.759.792
Prêts des parties liées	66.317	58.832
Obligations et actions privilégiées convertibles	-	2.020
Obligations et actions privilégiées non convertibles	366.383	326.710
Dettes de location-financement	99.572	95.875
Découverts bancaires / Lignes de crédit	1.277	1.058
Autres emprunts	7.382	8.232
	2.216.890	2.252.519
Courant	218.152	220.641
Non courant	1.998.738	2.031.878

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Emprunts bancaires	Date d'échéance	31/12/2020	31/12/2019
		k EUR	k EUR
Emprunts Argentine (USD 133.065.022)	Du 08/02/2019 au 15/01/2034	166.738	124.790
Emprunts Australie (AUD 192.133.358)	30/04/2026	128.608	118.318
Emprunts Belgique (EUR 17.129.000)	Du 01/07/2023 au 01/05/2031	-	13.631
Emprunts Brésil (BRL 368.024.870)	Du 04/11/2019 au 15/10/2036	111.826	84.746
Emprunts Bulgarie (EUR 15.118.697)	Du 30/03/2028 au 31/03/2030	8.302	9.387
Emprunts Burkina Faso (CFA 9.178.876.333)	29/09/2023	10.607	11.689
Emprunts Egypte (USD 106.392.686)	14/08/2035	84.352	95.245
Emprunts États-Unis (USD 178.125)	14/08/2035	145	-
Emprunts Espagne (EUR 81.385.674)	Du 15/12/2028 au 10/09/2030	-	54.627
Emprunts France (EUR 587.771.251)	Du 30/06/2020 au 30/06/2038	420.079	512.764
Emprunts Grèce (EUR 32.000.000)	24/05/2020	3.725	35.638
Emprunts Italie (EUR 153.975.210)	Du 30/06/2020 au 29/12/2035	124.939	94.313
Emprunts Inde (INR 1.800.609.781)	30/09/2034	12.528	16.767
Emprunts Israël (ILS 365.080.000)	Du 17/12/2020 au 31/12/2034	59.599	66.940
Emprunts Kazakhstan (KZT 42.027.604.902)	20/07/2031	77.826	84.235
Emprunts Luxembourg (EUR 25.000.000)	31/12/2023	25.080	25.000
Emprunts Pologne (EUR 51.000.000)	31/12/2019	6.334	7.644
Emprunts Portugal (EUR 299.969.679)	Du 31/12/2019 au 15/12/2029	193.069	242.493
Emprunts Ukraine (EUR 227.638.037)	17/01/2029	235.180	153.220
Emprunts Ouganda (EUR 10.701.253)	20/10/2032	7.022	8.345
		1.675.959	1.759.792
Courant		158.883	168.407
Non courant		1.517.076	1.591.385

Emprunts obligataires	Date d'échéance	31/12/2019	31/12/2018
		k EUR	k EUR
Emprunts France (EUR 3.000.000)	31/12/2035	-	2.020
Emprunts Grèce (EUR 321.101.957)	Du 30/03/2020 au 30/06/2033	345.589	303.746
Emprunts Inde (INR 136.812.500)	14/06/2042	1.874	1.929
Emprunts Portugal (EUR 25.000.000)	20/09/2024	18.920	21.035
		366.383	328.730
Courant		33.019	40.142
Non courant		333.364	288.588

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

26.3 Autres passifs financiers

	31/12/2020 k EUR	31/12/2019 k EUR
Passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat global		
Contrats de change à terme	5.353	1.150
Passif éventuel (issu d'un regroupement d'entreprises)	1.800	-
Total des passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat global	7.153	1.150
Passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en autres éléments du résultat global		
Couvertures des flux de trésorerie	64.114	76.823
Total des passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en autres éléments du résultat global	64.114	76.823
Passifs financiers au coût amorti		
Garanties	213	268
Autres	-	1
Total des passifs financiers au coût amorti	213	269
Total des autres passifs financiers	71.826	78.242
Courant	5.708	1.599
Non courant	66.118	76.643

Au 31 décembre 2020 et 2019, la majeure partie de la couverture des flux de trésorerie provient de la valorisation des swaps de taux d'intérêt au sein de la zone euro.

26.4 Dérivés désignés comme instruments de couverture

26.4.1 Risque de change

Les contrats de change à terme sont désignés comme instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie des ventes et achats prévus de diverses devises. Ces transactions prévisionnelles sont hautement probables car souscrites pour couvrir le Groupe contre des transactions prévisionnelles spécifiques.

26.4.2 Risque de prix des matières premières

Pour le projet du Groupe en Australie, le Groupe a conclu des contrats d'achat d'électricité (PPA) afin de couvrir son exposition à la variabilité des revenus résultant de l'évolution des prix de l'électricité. La juste valeur de la couverture est calculée par référence à la valeur actuelle du gain ou de la perte cumulée de revenus si le CAE n'avait pas été mis en place. Pour déterminer la juste valeur, le Groupe a estimé les prix futurs de l'électricité.

26.4.3 Swap de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose de plusieurs swaps de taux d'intérêt (IRS). Dans la plupart des cas, ces IRS ont été souscrits avec les emprunts qu'ils couvrent. Ces swaps sont utilisés pour couvrir l'exposition du Groupe aux variations des taux d'intérêt variables.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

L'impact des instruments de couverture dans l'état de la situation financière est la suivante :

	Montant notionnel	Valeur comptable k EUR	Poste dans l'état de la situation financière	Variation de la juste valeur de l'exercice k EUR
Au 31 Décembre 2020				
Contrats de change à terme	EUR 4.055.605	(20)	Autres passifs financiers non courants	(20)
Contrats de change à terme	EUR 3.198.698	(12)	Autres passifs financiers courants	(12)
Contrats de change à terme	USD 136.634.000	(5.152)	Autres passifs financiers courants	(5.152)
Contrats de change à terme	USD 12.946.000	(169)	Autres passifs financiers courants	(169)
Contrats à terme sur marchandises	MWh 5.355.717	82.658	Autres actifs financiers non-courants	(96.315)
Contrats à terme sur marchandises	MWh 5.355.717	5.098	Autres actifs financiers courants	(4.880)
Swap de taux d'intérêt	EUR 708.117.995	(51.187)	Autres passifs financiers non courants	8.101
Swap de taux d'intérêt	AUD 212.778.865	(12.553)	Autres passifs financiers non courants	-
Swap de taux d'intérêt	EUR 50.071	(374)	Autres passifs financiers courants	40
Au 31 Décembre 2019				
Contrats de change à terme	USD 25.906.797	502	Autres actifs financiers courants	502
Contrats de change à terme	USD 5.833.401	(310)	Autres passifs financiers non courants	(310)
Contrats de change à terme	EUR 6.000.000	(49)	Autres passifs financiers courants	12
Contrats de change à terme	USD 24.235.000	(791)	Autres passifs financiers courants	199
Contrats à terme sur marchandises	MWh 5.805.008	169	Autres actifs financiers courants	(168)
Contrats à terme sur marchandises	MWh 5.805.008	(16.769)	Autres passifs financiers non courants	(798)
Contrats à terme sur marchandises	MWh 5.805.008	(107)	Autres passifs financiers non courants	2.648
Swap de taux d'intérêt	EUR 16.624.555	9	Autres actifs financiers non-courants	41
Swap de taux d'intérêt	USD 13.988.067	1.163	Autres actifs financiers courants	-
Swap de taux d'intérêt	EUR 706.315.312	(53.193)	Autres passifs financiers non courants	11.005
Swap de taux d'intérêt	AUD 192.133.358	(6.119)	Autres passifs financiers non courants	-
Swap de taux d'intérêt	EUR 5.031.949	(637)	Autres passifs financiers courants	62

Valeur comptable au 31 décembre 2020

	Actifs k EUR	Passifs k EUR
Contrats de change à terme	-	(5.353)
Contrats à terme sur marchandises	87.756	-
Swap de taux d'intérêt	-	(64.114)
Total	87.756	(69.467)

Valeur comptable au 31 décembre 2019

	Actifs k EUR	Passifs k EUR
Contrats de change à terme	502	(1.150)
Contrats à terme sur marchandises	169	(16.876)
Swap de taux d'intérêt	1.172	(59.949)
Total	1.843	(77.975)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

26.5 Variations des passifs résultant des activités de financement

	31/12/2019	Flux de trésorerie	Regroupement d'entreprises et autres acquisitions d'entreprises	Variations de la juste valeur	Autres variations	Reclassement et transferts	Différences de change	Changements résultant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales	31/12/2020
	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR	KEUR
Prêts et emprunts									
Obligations	336.088	40.091	-	-	155	(264)	(227)	(2.020)	373.824
Emprunts bancaires	1.818.504	29.655	25.407	-	8.560	-	(70.012)	(86.431)	1.725.685
Autres emprunts	67.066	(168)	3.830	2.455	1.087	2.403	(1.658)	(1.316)	73.699
Passifs de location	95.875	(6.410)	16.054	-	1.186	-	(2.888)	(4.245)	99.572
Coûts de transaction	(66.073)	(1.339)	-	35	6.449	65	3.696	-	(57.167)
Autres passifs financiers	78.242	1.726	1.990	(4.360)	-	256	(368)	(5.660)	71.826
Dividendes à verser	1.320	(1.319)	-	-	-	(1)	-	-	-
Total des passifs des activités de financement	2.331.022	62.236	47.281	(1.870)	17.437	2.459	(71.457)	(99.672)	2.287.439

La ligne « Autres passifs financiers », inclut les variations des intérêts courus.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

26.6 Justes valeurs

Le Groupe considère que la valeur comptable des actifs et passifs financiers évalués au coût après amortissement se rapproche de leur juste valeur.

26.7 Réconciliation des mesures de juste valeur de niveau 3

	2020 k EUR	2019 k EUR
Placements en instruments de capitaux propres		
1er janvier	67.192	77.160
Gain/(perte) comptabilisé en résultat global	897	4.137
Gain/(perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	(935)	(7.553)
Achats	4.928	4.558
Ventes	(4.403)	(9.243)
Transferts (entrées / (sorties))	18.364	(1.857)
Différences de change	(3.321)	(10)
31 décembre	82.722	67.192

26.8 Description des données non observables importantes à l'évaluation

Les placements en instruments de capitaux propres évaluée à la juste valeur et classés en niveau 3 représentent les investissements réalisés par le Groupe dans des investissements de capitaux propres non cotés. Le Groupe a 70 investissements (2019 : 59) dont 16 sont significatifs et représentent 86% de tous les investissements (2019 : 17 représentaient 87%). Les investissements sont séparés en deux types différents : fonds d'investissements (Fonds) et investissements dans des capitaux propres privés (PE).

26.8.1 Fonds

Le cas échéant, le Groupe a déterminé l'évaluation des fonds en utilisant la valeur liquidative (VNI) attribuée par le gestionnaire de fonds au Groupe. Il y a 22 investissements, représentant EUR 45.044k (2019 : 20 investissements, représentant EUR 49.479k), dont l'évaluation a été déterminée sur la base du VNI, dont 11 sont importants, représentant EUR 39.674k (2019 : 11 investissements pour EUR 44.182k).

La valeur liquidative du fonds est déterminée par l'évaluation des investissements détenus par le fonds. Ces évaluations sont réalisées en utilisant plusieurs techniques d'évaluation dont les flux de trésoreries actualisés ou la méthode des multiples.

Les fonds enregistrent leurs investissements à la juste valeur dans leurs états financiers, ces derniers sont certifiés par des auditeurs agréés.

Le Groupe considère qu'en raison de la nature des investissements détenus par le Groupe, il n'est pas pertinent ni pratique de fournir de plus amples informations au sujet de l'évaluation réalisée par les Fonds.

26.8.2 PE

Le Groupe n'a pas la capacité de déterminer de manière fiable la juste valeur des autres investissements de type « Private Equity ». Le Groupe a comptabilisé ces investissements à leur coût ajusté à la valeur des capitaux propres des investissements. Il y a 47 investissements représentant EUR 18.659k (2019 : 39 investissements EUR 17.713k) dont l'évaluation a été déterminée sur la base des coûts ajustés avec les capitaux propres, dont 5 sont significatifs représentant EUR 13.425k (2019 : 6 investissements pour EUR 13.636k).

26.9 Autres instruments financiers

En décembre 2017, dans le cadre de l'entrée au capital de Total dans la partie Energie du Groupe, le Groupe a octroyé contractuellement à Total une option d'achat portant sur l'intégralité des actions que le Groupe détiendra au jour d'un éventuel exercice dans Total Eren Holding. Cette option d'achat est exerçable au cours d'une période de 3 mois en 2023 mais peut être anticipée moyennant la réalisation de certaines conditions particulières. Le prix d'exercice est variable et déterminé contractuellement sur base de critères de performances économiques et financières.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

A la même occasion, le Groupe a reçu contractuellement de Total une option de vente portant sur l'intégralité des actions que le Groupe détiendra au jour d'un éventuel exercice dans Total Eren Holding. Cette option de vente est exerçable au cours d'une période de 3 mois en 2023 mais peut être anticipée moyennant la réalisation de certaines conditions particulières ; le prix d'exercice est variable et déterminé contractuellement sur base de critères de performances économiques et financières.

Cette option d'achat, respectivement de vente, ont été concédés, respectivement acquis, sans contrepartie financière, elles constituent l'une et l'autre des instruments financiers devant être évalués à la juste valeur. Le management a estimé que les deux options sont à la date de clôture « out of the money » de sorte que la valeur qui leur est respectivement attribué est nulle.

27 EVALUATION A LA JUSTE VALEUR

27.1 Hiérarchie de la mesure de la juste valeur

31 décembre 2020	Date d'évaluation	Prix cotés sur des marchés actifs Niveau 1 k EUR	Entrées observables importantes Niveau 2 k EUR	Entrées non observables importantes Niveau 3 k EUR	Total k EUR
Actifs mesurés à la juste valeur					
Mesure de la juste valeur récurrente					
Immeubles de placement		-	-	1.660	1.660
Immeubles résidentiels	31 décembre 2020	-	-	1.616	1.616
Terrains non affectés	31 décembre 2020	-	-	44	44
Actifs financiers à la juste valeur		92.624	592	170.478	263.694
Titres cotés	31 décembre 2020	80.152	-	-	80.152
Actifs financiers dérivés	31 décembre 2020	-	562	87.756	88.318
Placements en instruments de capitaux propres	31 décembre 2020	135	-	82.722	82.857
Autres	31 décembre 2020	12.337	30	-	12.367
Passifs mesurés à la juste valeur					
Mesure de la juste valeur récurrente					
Passifs financiers dérivés		-	69.467	2.359	71.826
Swaps de taux d'intérêt	31 décembre 2020	-	64.114	341	64.455
Couvertures des flux de trésorerie - PPA	31 décembre 2020	-	-	1.800	1.800
Autres instruments dérivés	31 décembre 2020	-	5.353	218	5.571
31 décembre 2019	Date d'évaluation	Prix cotés sur des marchés actifs Niveau 1 k EUR	Entrées observables importantes Niveau 2 k EUR	Entrées non observables importantes Niveau 3 k EUR	Total k EUR
Actifs mesurés à la juste valeur					
Mesure de la juste valeur récurrente					
Immeubles de placement		-	-	869	869
Immeubles résidentiels	31 décembre 2019	-	-	825	825
Terrains non affectés	31 décembre 2019	-	-	44	44
Actifs financiers à la juste valeur		80.179	2.633	69.118	151.930
Titres cotés	31 décembre 2019	79.147	-	-	79.147
Actifs financiers dérivés	31 décembre 2019	-	2.595	175	2.770
Placements en instruments de capitaux propres	31 décembre 2019	1.032	-	67.192	68.224
Autres	31 décembre 2019	-	38	1.751	1.789
Passifs mesurés à la juste valeur					
Mesure de la juste valeur récurrente					
Passifs financiers dérivés		-	61.098	16.874	77.972
Swaps de taux d'intérêt	31 décembre 2019	-	59.948	-	59.948
Couvertures des flux de trésorerie - PPA	31 décembre 2019	-	-	16.874	16.874
Autres instruments dérivés	31 décembre 2019	-	1.150	-	1.150

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 au cours des exercices 2020 et 2019.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

27.2 Juste valeur du niveau 2

Les swaps de taux d'intérêt sont évalués à l'aide de techniques d'évaluation qui emploient les entrées observables sur le marché. Les techniques d'évaluation les plus fréquemment appliquées incluent des modèles de swaps, en utilisant les calculs de valeur actuelle. Les modèles intègrent diverses données, y compris la qualité de crédit des contreparties, des opérations de change au comptant, des courbes de rendement des devises respectives, des écarts entre les devises respectives, les courbes de taux d'intérêt de la marchandise sous-jacente.

Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net classé en niveau 2 représentent les investissements réalisés par le Groupe dans un portefeuille non-côté. Le Groupe a déterminé l'évaluation des fonds en utilisant la valeur liquidative. Les fonds enregistrent leurs investissements à la juste valeur dans leurs états financiers. Le principal placement du fonds est un placement en actions coté (niveau 1).

28 OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principaux passifs financiers du Groupe, autres que les dérivés, comprennent les prêts et les emprunts, les créances et autres créditeurs, les provisions et contrats de garantie financière. Le but principal de ces passifs financiers est de financer les activités du Groupe.

Les principaux actifs financiers du Groupe comprennent les prêts, les créances et autres créances, ainsi que la trésorerie et les dépôts à court terme qui découlent directement de ses activités. Le Groupe détient également des placements en instruments de capitaux propres et un portefeuille d'investissements détenu à des fins de transaction.

Le Groupe est exposé aux risques de marché, de crédit et de liquidité. Le Groupe sélectionne au cas par cas les instruments pour atténuer les risques.

28.1 Risques de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : risque de taux d'intérêt, risque de devise et autres risques de prix.

Les analyses de sensibilité aux risques de marché détaillés ci-dessous se rapportent à la position au 31 décembre 2020.

28.1.1 Risque de variation de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt du marché concerne principalement les titres de créance à long terme du Groupe avec taux d'intérêt variables.

Le Groupe a conclu plusieurs financements à taux d'intérêt variables pour soutenir le développement de ses activités. Plusieurs de ces financements impliquent l'obligation de souscrire un accord de swap de taux d'intérêt dans lequel il convient d'échanger, à des intervalles déterminés, la différence entre les montants d'intérêt à taux variable et fixe.

Au 31 décembre 2020, l'exposition du Groupe a des financements à taux d'intérêt variable s'élève à EUR 264.521k (2019 : EUR 400.512k). Les financements couverts par un contrat de swap de taux d'intérêt s'élèvent à EUR 769.138k (2019 : EUR 751.720k). L'exposition nette des financements à taux d'intérêt variable s'élève à EUR 264.521k (2019 : EUR 400.512k).

Analyse de la sensibilité

Dans la préparation de l'analyse de sensibilité, le Groupe a déterminé l'effet sur le résultat global et les capitaux propres de son exposition nette finale de EUR 264.521k (2019 : EUR 400.512k). Le Groupe estime qu'il n'est pas exposé à des risques de taux d'intérêt pour les financements couverts par des swap de taux d'intérêt, pour lesquels le taux d'intérêt est fixé par le contrat de swap.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

Le tableau suivant montre la sensibilité à un changement raisonnablement possible des taux d'intérêt sur la partie des prêts et emprunts. Les autres variables demeurant constantes, le résultat global et les capitaux propres du Groupe sont affectés par l'impact des taux d'intérêt variables, comme suit :

		Augmentation / diminution du taux d'intérêt	Effet sur les profits ou pertes et les capitaux propres k EUR
Euribor 3M	2020	+/-1.47%	+/-25
	2019	+/-4.22%	+/-82
Euribor 6M	2020	+/-4.32%	+/-0
	2019	+/-11.15%	+/-0

Le Groupe a estimé la variation de taux d'intérêt par rapport aux changements réels observés au cours de la période précédente, sur base de données de marché observables. Du fait, de variation quasi nulle sur les taux Euribor 3M et 6M. il n'y a pas d'effet sur les résultats du Groupe.

Même en tenant compte d'une variation importante des taux d'intérêt sur les financements à taux variable, le Groupe a une exposition très limitée à des changements dans les dépenses d'intérêts.

28.1.2 Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. L'exposition du Groupe au risque de variations de taux de change est principalement liée aux activités d'exploitation libellées en devises étrangères et aux investissements nets du Groupe dans des filiales étrangères.

Le Groupe considère son exposition au risque de change de ses investissements nets dans des filiales étrangères comme négligeable étant donné qu'une large majorité de ses investissements dans des filiales sont majoritairement réalisés dans la zone euro.

Selon ses activités, l'exposition du Groupe aux variations de change est déterminée comme suit :

		Augmentation / diminution du taux de change en devise étrangère	Effet sur les profits ou pertes et les capitaux propres k EUR
2020			
	USD	+/-9%	+/-21.051
	ILS	+/-2%	+/-1.149
	INR	+/-11%	+/-1.773
	BRL	+/-29%	+/-37.728
	AUD	+/-0%	+/-487
	KZT	+/-17%	+/-13.490
2019			
	USD	+/-2%	+/-5.204
	ILS	+/-11%	+/-248
	INR	+/-1%	+/-6
	BRL	+/-2%	+/-30
	AUD	+/-1%	+/-2.078
	KZT	+/-3%	+/-2.741

Le Groupe a une exposition importante aux variations de Dollar US, ayant réalisé des investissements significatifs en Dollar US. Ces investissements sont principalement classés dans les actifs financiers en placements en instruments de capitaux propres.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

28.1.3 Risque de variation du prix de vente d'électricité

Pour la majorité des centrales, le prix a été fixé par contrat pour une période de 20 à 25 ans. Pour quelques centrales, le Groupe vend la production d'électricité en utilisant les prix de marché. Le chiffre d'affaires généré par les prix du marché représente 3,77% du total du chiffre d'affaires comptabilisé au cours de l'année 2020 (2019 4,67%) et 4,06% du chiffre d'affaires généré par les ventes d'électricité au cours de l'année 2020 (2019 : 5,51%).

28.1.4 Risque de variation de prix des actions

Les titres de capital cotés et non cotés du Groupe sont sensibles au risque de prix de marché découlant des incertitudes sur les valeurs futures de ces titres. Le Groupe gère le risque de variation de prix des capitaux propres en diversifiant son portefeuille d'investissements. Le Groupe gère l'investissement en capitaux propres grâce à des décisions d'investissements directs pour les titres de capital non coté et par des accords discrétionnaires et non discrétionnaires avec des banques de gestion de portefeuille d'investissement spécialisées pour la majorité des titres de capital cotés, certains sont gérés par des décisions d'investissement direct. Les rapports sur le portefeuille d'actions cotées sont soumis à la direction du Groupe sur une base régulière. Le Conseil de Surveillance et le Directoire du Groupe examinent et approuvent les décisions d'investissement en actions non cotées conformément aux dispositions statutaires.

À la date de clôture, l'exposition à des titres de capitaux propres non cotés à la juste valeur était de EUR 82.722k (2019 : EUR 67.192k).

À la date de clôture, l'exposition à des titres de capital cotés à la juste valeur était de EUR 80.287k (2019 : EUR 80.179k) composée d'investissements classés comme détenus à des fins de transaction et actifs financiers de placements en instruments de capitaux propres. L'augmentation et la diminution du prix de marché sur les investissements détenus à des fins de transaction auraient un impact sur le résultat global. La diminution de la valeur des actifs financiers de placements en instruments de capitaux propres aurait un impact sur le résultat global, ou sur les capitaux propres selon que la baisse est significative ou prolongée. Une augmentation des actifs financiers de placements en instruments de capitaux propres n'aurait pas d'effet sur le résultat global.

28.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, conduisant ainsi à une perte financière. Le Groupe est exposé au risque de crédit de ses activités d'exploitation (principalement des créances commerciales) et de ses activités de financement (y compris les dépôts auprès des banques et des institutions financières, les investissements détenus à des fins de transaction et les prêts à des tiers).

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est la valeur comptable de chaque catégorie d'actifs financiers présentés à la note 27. Le Groupe ne détient pas d'avoir collatéraux comme garantie.

28.2.1 Clients et dépôts

Les risques de crédit découlant de créances commerciales et dépôts auprès des banques et institutions financières sont gérés par chaque unité d'affaires. Chaque unité d'affaires est chargée d'analyser et de déterminer le degré de risque de crédit pour ses clients. Le Groupe évalue le risque de crédit pour la clientèle comme faible. Le Groupe n'a pas mis en œuvre de politiques visant à atténuer les risques liés aux clients ou aux dépôts, comme une société d'affacturage pour recouvrer les créances, les créances clients, ou les dépôts.

L'exposition principale du Groupe au risque de crédit découle de ses activités énergétiques. Les principaux clients de l'énergie sont des sociétés nationales d'électricité. Le Groupe gère le risque de crédit des compagnies d'électricité en diversifiant ses investissements dans divers pays. Lors d'une décision d'investissement pour de nouvelles centrales électriques, le Groupe effectue une analyse détaillée du risque de solvabilité et de marché du pays et de sa principale compagnie d'électricité. Après un investissement initial, le Groupe n'a pas la possibilité de changer son client étant donné que les contrats de vente d'électricité sont conclus pour des périodes de longue durée

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

(20 à 25 ans). Cependant, le Groupe réévalue la notation du risque de crédit de chaque pays et prend les mesures nécessaires. Au 31 décembre 2020, le Groupe n'a pas conclu d'accord spécifique pour la sauvegarde de ces créances, car il considère toutes les créances comme étant à faible risque.

Historiquement, le principal risque de crédit provenait des créances grecques en raison de la crise financière du pays. Au cours des années précédentes, le Groupe a été sujet à des augmentations significatives des taxes sur la production d'électricité, ce qui a réduit ses revenus dans ce pays. Le Groupe avait d'importantes créances non payées détenues envers la compagnie d'électricité grecque (Laghie) pour lesquelles le paiement a été reçu jusqu'à 6 mois après leur enregistrement. À la date de clôture, le Groupe considère qu'il n'y a pas d'incertitude sur ses créances détenues par Laghie, car les délais de paiement ont été réduits au cours du premier trimestre 2020.

L'évaluation des risques de clients des autres industries est faite au cas par cas.

Les filiales du Groupe possèdent des dépôts dans plusieurs grandes banques et institutions financières. Cette diversification permet de réduire considérablement les risques de crédit correspondants.

28.2.2 Prêts à des tiers

Le Groupe n'a pas de créances échues en raison de prêts à des tiers. Le Groupe a fourni d'autres financements à diverses parties, y compris des entreprises associées, des co-entreprises et des investissements de placements en instruments de capitaux propres.

Le Groupe a comptabilisé une perte de valeur sur ces prêts envers des tiers pour EUR 6.092k au 31 décembre 2020 (2019 : EUR 4.959k). Au 31 décembre 2020, la valeur nominale de ces prêts s'élèvent à EUR 14.756k (2019 : EUR 12.702k).

Le Groupe a examiné la situation financière des tiers afin de déterminer leur capacité de répondre à leurs obligations financières envers le Groupe. Le Groupe a comptabilisé une perte de valeur lorsque l'analyse démontrait que le tiers était en difficulté financière en raison de capitaux propres négatifs, ou d'une incapacité à générer des profits ou en raison d'un processus de liquidation.

28.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est géré par chaque filiale du Groupe pour ses obligations. Des financements à long-terme sont mis en place s'adossant aux échéanciers de revenus, ce qui permet de réduire significativement le risque d'un manque de liquidité pour faire face aux obligations financières du Groupe.

La Société, en tant que société mère du Groupe, gère le risque global de liquidité des filiales en fournissant un financement à ses filiales, le cas échéant, pour répondre à leur obligation. La Société détient des investissements importants dans des titres cotés, classés en placement en instruments de capitaux propres à la juste valeur qui pourraient être utilisés pour financer les filiales.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

31 décembre 2020	Sur la base contractuelle des sorties de trésorerie non actualisées						Total k EUR
	À la demande k EUR	Sous 3 mois k EUR	Entre 3 et 12 mois k EUR	Entre 1 et 5 ans k EUR	Après 5 ans k EUR	Indéterminé k EUR	
	Prêts et emprunts	990	53.899	187.700	987.620	1.035.719	
Autres dettes financières	-	3.395	3.682	3.417	78.150	1.544	90.188
Non dérivés (au coût amorti)	-	-	773	-	-	16	789
Dérivés et dérivés incorporés (à la juste valeur)	-	3.395	2.909	3.417	78.150	1.528	89.399
Provision	-	1.805	538	-	5.164	31.954	39.461
Dettes commerciales et autres dettes	2.697	73.438	76.446	9.485	5	8.590	170.661
	3.687	132.537	268.366	1.000.522	1.119.038	42.348	2.566.498

31 décembre 2019	Sur la base contractuelle des sorties de trésorerie non actualisées						Total k EUR
	À la demande k EUR	Sous 3 mois k EUR	Entre 3 et 12 mois k EUR	Entre 1 et 5 ans k EUR	Après 5 ans k EUR	Indéterminé k EUR	
	Prêts et emprunts	2.174	37.447	197.467	1.048.873	1.187.211	
Autres dettes financières	-	-	1.899	1.477	73.892	1.425	78.693
Non dérivés (au coût amorti)	-	-	747	-	-	91	838
Dérivés et dérivés incorporés (à la juste valeur)	-	-	1.152	1.477	73.892	1.334	77.855
Provision	-	2	3.845	2	9.822	40.448	54.119
Dettes commerciales et autres dettes	2.826	24.498	69.100	13.646	-	10.853	120.923
	5.000	61.947	272.310	1.063.998	1.270.925	79.848	2.754.028

Les montants inclus dans les prêts et emprunts comprennent les intérêts courus à la date de clôture et les remboursements de capital à réaliser dans des périodes futures sur la base de leur échéance prévue.

28.4 Concentration des risques

La concentration des risques survient lorsque des activités significatives sont menées dans des entreprises similaires ou sont situées dans une même zone géographique ou ont des caractéristiques économiques semblables, ce qui augmenterait leur capacité d'être affectées par les conditions économiques, politiques ou autres. Les concentrations indiquent la sensibilité relative de la performance du Groupe aux développements affectant un secteur particulier.

Les principaux investissements et actifs financiers du Groupe se situent dans la zone Euro. Au cours de l'année 2019, le Groupe a acquis un nouveau Groupe du nom de Novenergia, cet investissement a permis de renforcer notre portefeuille dans la zone Euro. Par conséquent, le Groupe est sensible aux variations macro-économiques de la zone Euro, ses activités les plus significatives étant réalisées en Grèce et au Portugal :

Au 31 décembre 2020

	Portugal k EUR	Grèce k EUR
Actifs	571.940	526.670
Passif	278.503	347.330
Chiffre d'affaires	116.752	82.192

Au 31 décembre 2019

	Portugal k EUR	Grèce k EUR
Actifs	643.006	496.418
Passif	346.720	439.385
Chiffre d'affaires	93.599	74.138

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

L'activité de production d'électricité du Groupe génère une concentration des risques au niveau des créances clients qui sont uniques pour chaque pays dans lesquels le Groupe opère, comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Grèce	35.810	35.786
Portugal	18.606	15.588
France	13.688	15.881
Autres	15.841	16.978

29 TRANSACTIONS DONT LE PAIEMENT EST FONDE SUR DES ACTIONS

Le Groupe est engagé dans plusieurs opérations de paiement en actions.

Au cours de l'année 2018, Total Eren a mis en place deux plans de rémunération en actions pour les employés de Total Eren dans les limites autorisées par les actionnaires. Les plans ont été accordés en avril ("Programme avril 2018") et en octobre 2018 ("Programme octobre 2018").

Au cours de l'année 2019, Total Eren a mis en place un troisième plan de rémunération en actions pour les employés de Total Eren dans les limites autorisées par les actionnaires. Les plans ont été attribués en novembre ("Programme novembre 2019").

Au cours de l'année 2020, la Société a mis en place un quatrième plan de rémunération en actions pour les salariés de la Société dans les limites autorisées par les actionnaires. Les plans ont été octroyés en novembre (« Programme novembre 2020 »).

La cession effective des actions sera réalisée dès la réalisation des conditions d'acquisition, par émission d'actions nouvelles de la Société.

29.1 Programme d'octobre 2018

Le deuxième plan "Programme d'octobre 2018" a été accordé le 31 octobre 2018. Total Eren a attribué un total de 559.750 actions aux employés et aux cadres clés avec la condition d'acquisition d'un emploi continu jusqu'au 31 octobre 2020 et des performances basées sur la quantité de MW en production et en construction pour les cadres clés uniquement.

La direction a évalué la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués à EUR 2 par action en référence aux précédentes augmentations de capital réalisées en 2017. Pour évaluer le coût des actions attribuées, Total Eren a estimé que tous les employés actuels resteront pendant la période d'acquisition des droits et que toutes les actions seront attribuées.

Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé les dépenses liées au second plan pour un montant de EUR 416k (2019 : EUR 489k) dans les charges liées aux avantages du personnel.

29.2 Programme de novembre 2019

Le troisième plan "Programme novembre 2019" a été accordé le 6 novembre 2019. Total Eren a attribué un total de 803.000 actions aux employés avec la condition d'acquisition d'un emploi continu jusqu'au 6 novembre 2021 et des performances basées sur la quantité de MW en production et en construction pour la seule direction clé.

La direction a évalué la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués à EUR 2,2 par action en référence aux dernières augmentations de capital réalisées en avril 2019. Pour évaluer le coût des actions attribuées, Total Eren a estimé que 90 % des employés actuels resteront pendant la période d'acquisition des droits et que 90 % des actions seront attribuées.

Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé les dépenses liées au troisième plan pour un montant de EUR 796k (2019 : 120k) dans les charges liées aux avantages du personnel.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

29.3 Programme de novembre 2020

Le quatrième plan "Programme novembre 2020" a été accordé le 5 novembre 2020. Total Eren a attribué un total de 823.600 actions aux employés et aux cadres clés avec la condition d'acquisition d'un emploi continu jusqu'au 5 novembre 2022 et la performance basée sur la quantité de MW en production et en construction pour la seule direction clé.

La direction a évalué la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués à EUR 2,5 par action. Pour évaluer le coût des actions attribuées, Total Eren a estimé que 90% des actions seront attribuées.

Au cours de l'année 2020, le Groupe a comptabilisé des dépenses en relation avec le quatrième plan pour EUR 142k dans les charges liées aux avantages du personnel.

29.4 Mouvements de l'année

Le tableau suivant indique le nombre et les mouvements des plans de paiement fondés sur des actions au cours de l'année :

	Programme d'octobre 2018	Programme de novembre 2019	Programme de novembre 2020	Total
	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité
En-cours au 1^{er} janvier	499.250	803.000	-	1.302.250
Accordée au-cours de l'année	-	-	823.600	823.600
Annulée au-cours de l'année	(499.250)	-	-	(499.250)
Exercée au-cours de l'année	-	-	-	-
En-cours au 31 décembre	-	803.000	823.600	1.626.600

30 ENGAGEMENTS ET EVENTUALITES

30.1 Location-financement

30.1.1 Groupe en tant que bailleur

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Paiements locations minimum		
Dans 1 an	-	1.531
Entre 1 et 5 ans	-	6.124
Après 5 ans	-	26.551
Total des paiements de location minimum	-	34.206
Moins les montants représentant les charges financières	-	(13.748)
Valeur actualisée des paiements de locations minimum	-	20.458

30.2 Engagements

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Actifs financiers prêts	4.749	2.199

Pour soutenir ses activités et son développement, le Groupe a également souscrit les engagements suivants :

- Caution obligatoire et obligation de performance dans le cadre des appels d'offres
- Garantie de paiement ou engagement d'injection de capitaux propres, principalement pendant la phase de construction
- Accord de soutien des commanditaires lié au financement bancaire, qui pourrait être déclenché dans un délai limité après le début de l'opération en cas de sous-performance significative du projet
- Caution solidaire afin de soutenir les engagements bancaires de certaines filiales industrielles
- Garantie de passif à DG Finance pour un montant de EUR 3m.

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

- Eren Groupe a utilisé au cours de l'exercice écoulé une ligne de découvert d'un montant de EUR 40m auprès de la SGBT. Ce dernier a été couvert par le nantissement de ses comptes bancaires et de celui de la société Eren Financements SeNC.

Le Groupe a des engagements pour la construction de centrales électriques pour EUR 237,4m (2019 : EUR 136,1m) qui correspondent aux engagements pris par le Groupe avec les constructeurs EPC (« Engineering, Procurement and Construction »).

Plusieurs des engagements sont couverts par des garanties professionnelles. Afin de soutenir l'activité et le développement, le Groupe a également émis différents instruments obligataires d'offre et de performance. Au 31 décembre 2020, ils s'élèvent à EUR 171,2m (2019 : EUR 175,7m).

En ce qui concerne les accords de soutien des commanditaires, la direction a évalué le risque de rupture des ratios performance et financier des projets pertinents. Aucun engagement n'a été pris en compte pour les projets réalisés selon les attentes.

Au 31 décembre 2020, la Société possède un montant d'engagements de EUR 10.228k (2019 : EUR 10.881k) dans les investissements « private equity ».

30.3 Autres engagements

Les engagements avec des parties liées représentent des garanties fournies par le Groupe à la partie liée en cas de défaut.

Le Groupe a conclu des contrats de maintenance et d'autres services sur ses centrales. Les engagements à long terme liés à ces accords ne font pas l'objet d'information plus détaillées

30.3.1 Options Total Eren Holding

En décembre 2017, dans le cadre de l'entrée au capital de Total dans la partie Energie du Groupe, le Groupe a octroyé contractuellement à Total une option d'achat portant sur l'intégralité des actions que le Groupe détiendra au jour d'un éventuel exercice dans Total Eren Holding. Cette option d'achat est exerçable au cours d'une période de 3 mois en 2023 mais peut être anticipée moyennant la réalisation de certaines conditions particulières. Le prix d'exercice est variable et déterminé contractuellement sur base de critères de performances économiques et financières.

A la même occasion, le Groupe a reçu contractuellement de Total une option de vente portant sur l'intégralité des actions que le Groupe détiendra au jour d'un éventuel exercice dans Total Eren Holding. Cette option de vente est exerçable au cours d'une période de 3 mois en 2023 mais peut être anticipée moyennant la réalisation de certaines conditions particulières ; le prix d'exercice est variable et déterminé contractuellement sur base de critères de performances économiques et financières.

30.4 Actifs mis en gage

Le Groupe a mis en gage des actifs en garantie dans le cadre des emprunts reçus, comme suit :

	31/12/2020	31/12/2019
	k EUR	k EUR
Construction en cours	88.901	445.016
Terrain et bâtiments	49.385	37.495
Immobilisations corporelles	1.584.142	746.666
Véhicules à moteur	1.802	-
Trésorerie restreinte	84.975	143.140
Valeurs mobilières	80.152	77.354

Les terrains et bâtiments ont été mis principalement en garantie en faveur de la banque finançant la construction de l'Académie de tennis. En plus, le financement et la structure juridique de l'Académie de tennis ont été définis dans le cadre des contrats de prêts. Les accords interdisent expressément la cession d'actions des entités parties de l'Académie au cours de la période de financement. En outre, le chiffre d'affaires généré par les actifs a été fourni en garantie d'emprunts.

Les immobilisations en cours et les immobilisations corporelles ont été affectées en garantie en faveur de la banque finançant la construction des centrales. Les actions de l'entité détenant la

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

centrale sont également données en garantie pour les emprunts. En outre, le chiffre d'affaires généré par les actifs a été fourni en garantie des emprunts.

Les portefeuilles de valeur mobilières représentent les investissements en actions et obligations cotées. Ces portefeuilles sont donnés en contrepartie des garanties données à des tiers ainsi qu'en contrepartie de certains financements octroyés à la Société.

Enfin, le Groupe dispose d'une trésorerie bloquée sur les comptes séquestres en relation avec les emprunts et les subventions reçues.

30.5 Action en justice

Le Groupe n'est engagé dans aucune action en justice dirigée contre le Groupe.

30.6 Passifs éventuels

Avant 2015, le Groupe a comptabilisé des passifs éventuels pour EUR 1.877k dans le cadre de l'acquisition de EEE.

Au 31 décembre 2020, le passif éventuel est évalué à EUR 1.428k (2019 : EUR1.428k).

31 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

31.1 Soldes et transactions avec les parties liées

31 décembre 2020	Montants dus par les parties liées	Montants dus envers les parties liées	Achats aux parties liées	Ventes aux parties liées	Intérêts reçus d'une partie liée	Intérêts payés à une partie liée
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Entreprises associées	13.903	153.498	-	-	-	(7.743)
Co-entreprises dans lesquelles le Groupe est une co-entreprise	22.580	-	-	-	-	-
Principaux dirigeants du Groupe	-	-	-	-	-	-
<i>Autres parties liées</i>	2.453	66.711	(10.271)	(321)	(28)	-
Personnes ayant un contrôle ou un contrôle conjoint dans Eren Groupe SA						
Personnes ou entités ayant une influence significative sur les filiales consolidées	854	56.348	(92)	(36)	-	-
Membre proche de la famille de l'individu	320	-	(399)	-	-	-
Entités pour lesquelles les personnes ci-dessus ont un contrôle, un contrôle conjoint, une influence significative ou sont des membres de la Direction	1.279	10.363	(9.780)	(285)	(28)	-
	38.936	220.209	(10.271)	(321)	(28)	(7.743)

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

31 décembre 2019	Montants dus par les parties liées	Montants dus envers les parties liées	Achats aux parties liées	Ventes aux parties liées	Intérêts reçus d'une partie liée	Intérêts payés à une partie liée
	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR	k EUR
Entreprises associées	15.172	161.233	240	225	24	8.716
Co-entreprises dans lesquelles le Groupe est une co-entreprise	71	-	-	20	-	-
Principaux dirigeants du Groupe	-	92	-	-	-	-
<i>Autres parties liées</i>	<i>5.670</i>	<i>64.333</i>	<i>8.561</i>	<i>501</i>	<i>47</i>	<i>236</i>
Personnes ayant un contrôle ou un contrôle conjoint dans Eren Groupe SA	150	150	958	-	-	-
Personnes ou entités ayant une influence significative sur les filiales consolidées	2.622	62.690	551	-	47	5
Entités pour lesquelles les personnes ci-dessus ont un contrôle, un contrôle conjoint, une influence significative ou sont des membres de la Direction	2.898	1.493	7.060	501	-	231
	20.913	225.658	8.809	746	71	8.952

31.2 Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Les ventes et les achats à des parties liées sont effectués à des conditions équivalentes à celles qui prévalent dans les transactions sans lien de dépendance. Les soldes impayés à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et sans intérêt.

31.3 Transactions avec les membres de la Direction

31.3.1 Rémunération du personnel de gestion clé

	2020 k EUR	2019 k EUR
Avantages du personnel à court terme	4.578	7.285
Avantages postérieurs à l'emploi	19	136
Autres avantages à long terme	-	1.364
Indemnités de licenciement	-	505
Transactions de paiement en actions	638	-
	5.235	9.290

32 EVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

32.1 Secteur de l'énergie

Au niveau des activités liées à l'énergie, le Groupe a mis en service un grand nombre d'actifs depuis le début de l'année 2021. Ces actifs sont :

- Le parc solaire de Kiamal - le parc photovoltaïque de 256,5MWp à Victoria, Australie fonctionne à pleine capacité depuis janvier 2021 et tous les PPA sont en vigueur.
- Vientos Los Hércules - le parc éolien de 97,2MW construit en Argentine a été achevé dans la seconde moitié de février 2021.
- Syvash - Le contrat EPC a été résilié au début du mois de mars en raison du manquement de l'entrepreneur EPC à ses obligations dans le cadre de ce contrat ; par conséquent, la société de projet a mis fin au contrat de fourniture de turbines avec Nordex. A la mi-avril 48 turbines sur 63 étaient en fonctionnement. Les turbines restantes seront probablement mises en service commercial dans les prochaines semaines.
- Santa Isabel - le parc photovoltaïque a produit ses premiers kWh fin avril et la mise en service complète a été effective en juin 2021 (190MW).

Notes aux états financiers consolidés
(Tous les montants sont en k euros, sauf indication contraire)

- Caramulo - Ce parc éolien a été construit au Portugal, achevé lors du second trimestre 2021 a une capacité de 24MW.
- Terra Santa et Maral, sont deux projets éoliens Brésilien qui seront totalement achevés avant la fin de l'année 2021, mise en service prévu de 160MW.
- Le projet SECI III détenu par la société Cité (co-entreprise) est également achevé courant du second semestre 2021 et a une capacité de 300MWac.
- Tarlac, mise en service aux Philippines en août 2021.
- Konzani, mise en service en octobre 2021.

Une fois la mise en service terminée, la capacité brute supplémentaire totale depuis le début de 2021 dépassera 1.400 MW.

Du coté des acquisitions, le Groupe a acquis un parc photovoltaïque, Battambang, à 100%, en septembre 2021, de 73MW au Cambodge.

32.2 Secteur de l'industrie

ESE Solar, est une société dont le Groupe a acquis 70% de son capital social et de ses droits de vote par le biais de la société Eren TES. ESE Solar a pour objet, le négoce de technologies et de produits ou prestations associés dans le domaine de l'énergie solaire thermodynamique.

Le Groupe a également effectué un investissement dans la société Delta Dore INC et a acquis 40% du capital social de cette dernière par l'acquisition à 100% de la société Delta Dore EMS. Delta Dore Inc a pour objet le développement des moyens de contrôle de la consommation énergétique des bâtiments.

32.3 Secteur du sport et de la culture

Dans le cadre de ses activités sportives, le Groupe a créé au premier semestre 2021, « Mouratoglou Merchandise » et « Mouratoglou Retail » qui sont des sociétés à des fins commerciales afin de promouvoir la marque Mouratoglou ou acheter vendre toutes marques d'accessoire de sport.

En janvier 2021, dans le cadre de son développement de production audiovisuelle lié au sport, le Groupe a développé la société « Mouratoglou Production » qui lui permet de produire pour son compte ou le compte de tiers, du contenu vidéo, digitale ou sonore.